

Master de sciences sociales

Parcours Quantifier en sciences sociales
(QESS)

Mémoire de master

Discipline : Sociologie

Anouk MARTIN

Peut-on faire l'économie des familles recomposées ?

**Le genre des arrangements économiques
dans les familles recomposées**

Mémoire encadré par:

M^{me} Sibylle Gollac, CNRS, CSU-CRESPPA

Date de soutenance : le 5 juillet 2024

Jury :

1. M^{me} Sibylle Gollac, CNRS, CSU-CRESPPA
2. M^{me} Cécile Brousse

Remerciements

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Etiam lobortis facilisis sem. Nullam nec mi et neque pharetra sollicitudin. Praesent imperdiet mi nec ante. Donec ullamcorper, felis non sodales commodo, lectus velit ultrices augue, a dignissim nibh lectus placerat pede. Vivamus nunc nunc, molestie ut, ultricies vel, semper in, velit. Ut porttitor. Praesent in sapien. Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Duis fringilla tristique neque. Sed interdum libero ut metus. Pellentesque placerat. Nam rutrum augue a leo. Morbi sed elit sit amet ante lobortis sollicitudin. Praesent blandit blandit mauris. Praesent lectus tellus, aliquet aliquam, luctus a, egestas a, turpis. Mauris lacinia lorem sit amet ipsum. Nunc quis urna dictum turpis accumsan semper.

Remerciements

Résumé et mots clés

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Etiam lobortis facilisis sem. Nullam nec mi et neque pharetra sollicitudin. Praesent imperdiet mi nec ante. Donec ullamcorper, felis non sodales commodo, lectus velit ultrices augue, a dignissim nibh lectus placerat pede. Vivamus nunc nunc, molestie ut, ultricies vel, semper in, velit. Ut porttitor. Praesent in sapien. Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit. Duis fringilla tristique neque. Sed interdum libero ut metus. Pellentesque placerat. Nam rutrum augue a leo. Morbi sed elit sit amet ante lobortis sollicitudin. Praesent blandit blandit mauris. Praesent lectus tellus, aliquet aliquam, luctus a, egestas a, turpis. Mauris lacinia lorem sit amet ipsum. Nunc quis urna dictum turpis accumsan semper.

Mots-clés mot, mot, mot

Résumé

Table des matières

Remerciements	3
Résumé	5
Table des matières	7
Introduction	9
Etat, famille et rapports sociaux de sexe	10
Le genre comme rapport social d’exploitation	10
Analyser le rôle de l’État dans les rapports sociaux de sexe	14
Au prisme de la famille comme catégorie d’État	15
Catégories familiales pratiques et étatiques	18
La construction d’une parenté quotidienne sans parenté légale	18
Approcher la parenté pratique par les arrangements économiques	20
Travailler à partir de l’enquête Budget de familles 2017 (INSEE)	23
Une enquête “ménage” de l’INSEE portant sur les budgets	23
Comparer et caractériser les configurations familiales	25
Parenté légale, administrative et pratique [réécrire à la fin]	26
Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées.	
Faire (avec) le ménage dans les données.	27
La famille comme catégorie statistique	28
Une définition du groupe familial centrée sur la cohabitation	28
La parenté légale dans les enquêtes ménages	30
De la situation familiale des enfants à la configuration familiale des ménages . . .	32
Qu’est ce qu’un enfant ?	33

Table des matières

Qu'est ce qu'un adulte ?	36
La configuration familiale des ménages	39
De grandes familles	39
Des familles plus nombreuses et des enfants plus agés	39
Des enfants vivants hors domicile	41
Chapitre 2 : Se remettre en couple. Des configurations conjugales spéci-	
fiques.	45
Mères, pères, beaux-pères et belles-mères	46
Le genre des unions secondaires : des mères et des beaux-pères	46
Se remettre en couple quand on a des enfants	49
Beaux-pères et belles-mères	54
Des unions tout aussi inégalitaires	57
Une homogamie de profession plus que de diplôme	57
Des inégalités de revenu et d'épargne	60
Décrire la position sociale des familles recomposées : une approche par les	
configurations conjugales	62
Une approche multidimensionnelle et configurationnelle	63
La recomposition familiale, une configuration située socialement	65
Chapitre 3. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires	
dans les familles recomposées.	69
Faire l'économie des ménages recomposées	69
De la catégorie administrative à la catégorie statistique : naissance du	
ménage comme unité budgétaire	69
Faire "budget commun", un cache-sexe et un cache-misère pour les inégalités	
intra-familiales	71
Saisir les arrangements monétaires familiaux dans l'enquête Budgets de	
famille	75
Des "causes communes" aux périmètres plus limités	77
Dépenses féminines et dépenses masculines	77
Des dépenses moins partagées entre hommes et femmes que dans les familles	
traditionnelles	80

Table des matières

Beux-pères et belles-mères : des contributions asymétriques	83
Des inégalités de revenus aux inégalités de consommations	85
Des couples plus homogames mais tout aussi inégalitaires	85
Renforcées par une plus faible contribution des ex-conjoints	85
Des inégalités de consommations à l'intérieur des ménages	86
Chapitre 4. Des belles mères au travail reproductif	91
Ouvrir la boîte noire du ménage : au commencement était le travail domestique	92
S'occuper des dépenses courantes : une affaire de mères	94
Prise en charge du travail domestique	95
Une charge de travail domestique a priori mieux répartie entre hommes et femmes	95
[Les parents en font + que dans les familles nucléaires mais moins que dans les familles monoparentales]	98
La mise au travail domestique des belles-mères	101
Substitution travail domestique des belles-mères à des services marchands dans lorsque les pères sont les plus riches	103
Conclusion/transition : formes de continuité, d'un point de vue économique, entre monoparentalité et recompositions familiales	105
Chapitre 5. L'Etat face aux remises en couples des parents isolés	107
??	107
Des remises en couple encadrées par l'Etat ?	107
Complexifier la parenté légale : parenté civile et parenté administrative . .	112
Le niveau de vie, critère d'ouverture ou de fermeture des droits	117
dans les familles recomposées	117
Des revenus de transferts réduits pour les parents remis en couple	121
Des arrangements fiscaux spécifiques	123
Conclusion	129
Bibliographie	131
Littérature	131
R Packages	152

Annexes	153
Note méthodologique sur la pondération dans l'enquête	153
Statistiques descriptives des différentes sous-populations	153
Construction de la variable de position sociale du ménage	155
Choix des variables de stratification sociale	155
Mise en oeuvre de l'analyse des correspondances multiples	156
Classification ascendante hiérarchique	164
Budgets	168
Reproductibilité	168

Introduction

En France, la récente décision de déconjugaliser l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) a suscité de vifs débats. Cette mesure, qui consiste à calculer les droits des bénéficiaires de l'AAH indépendamment des revenus de leur conjoint, illustre de manière frappante comment les politiques étatiques peuvent influencer les dynamiques familiales et de genre. Alors que certains saluent cette avancée vers une plus grande autonomie des personnes handicapées, d'autres y voient un risque de désolidarisation des couples. Cette controverse soulève une question plus large : comment les politiques sociales de l'État façonnent-elles les rapports sociaux de sexe au sein des familles ?

La famille constitue un terrain privilégié d'analyse des rapports sociaux de sexe. En même temps, elle est façonnée par les interventions multiples de l'État à travers ses politiques et ses cadres réglementaires. Ces constructions légales et statistiques ne se contentent pas de refléter, mais participent activement à façonner les pratiques familiales et les dynamiques de genre.

Ce mémoire examine comment les définitions et les politiques familiales de l'État influencent les rapports sociaux de sexe au sein des familles françaises. La question centrale est : comment les interventions étatiques façonnent-elles les pratiques familiales et les dynamiques de genre ? Ce mémoire contribue à une meilleure compréhension des mécanismes par lesquels l'État influence les pratiques familiales et les dynamiques de genre, en se basant sur des données empiriques récentes et des analyses théoriques robustes.

Dans le cadre des études sociologiques contemporaines, l'analyse des rapports sociaux de sexe s'avère essentielle pour comprendre les dynamiques de pouvoir, de privilège et de subordination qui façonnent notre société. Les interactions entre l'État, la famille et les rôles de genre révèlent des mécanismes complexes d'exploitation et de contrôle social.

Ce travail se propose d’explorer ces interactions en examinant le genre comme un rapport social d’exploitation et en analysant le rôle de l’État dans la structuration de ces rapports.

Le concept de genre ne peut être pleinement appréhendé sans considérer son implication dans les structures de pouvoir et les relations économiques. En particulier, la famille, en tant que catégorie d’État, joue un rôle crucial dans la reproduction des inégalités de genre. Cette étude s’appuie sur les catégories familiales à la fois pratiques et étatiques pour démontrer comment les arrangements économiques influencent la construction de la parenté quotidienne, souvent en l’absence de parenté légale reconnue.

Pour approfondir cette analyse, nous nous appuierons sur l’enquête “Budget de familles 2017” de l’INSEE, qui offre une perspective détaillée sur les budgets des ménages français. En comparant et caractérisant les différentes configurations familiales, nous mettrons en lumière les disparités existantes et les pratiques parentales diverses, qu’elles soient légales, administratives ou pratiques. Ainsi, cette étude vise à enrichir notre compréhension des rapports sociaux de sexe et à éclairer les implications des politiques étatiques sur les structures familiales et les relations de genre.

Etat, famille et rapports sociaux de sexe

La famille constitue un terrain privilégié d’analyse des rapports sociaux de sexe. En même temps, elle est façonnée par les interventions multiples de l’État à travers ses politiques et ses cadres réglementaires. Ces constructions légales et statistiques ne se contentent pas de refléter, mais participent activement à façonner les pratiques familiales et les dynamiques de genre. Dans un premier temps, nous reviendrons sur ce qui nous sert de cadre d’analyse théorique : la conceptualisation du genre comme rapport social non seulement de domination, mais aussi d’exploitation. Nous montrons ensuite l’intérêt d’étudier le rôle que joue l’État dans ce système économique, justifiant ainsi de prendre pour objet les différentes définitions de la famille par les institutions de l’Etat.

Le genre comme rapport social d’exploitation

La conceptualisation du genre comme rapport social d’exploitation doit beaucoup à deux traditions de pensées : les théories des féministes matérialistes et celles des féministes

marxistes. À partir d’ethnographies réalisées dans les milieux paysans, Christine Delphy, dans *L’Ennemi Principal* (1970), montre que l’on peut analyser les rapports sociaux entre catégories de sexe avec les outils marxistes. Le travail domestique est défini par sa gratuité : les femmes ne sont pas rémunérées pour effectuer celui-ci. Le patriarcat est alors un système économique dans lequel la classe des femmes est exploitée par la classe des hommes en s’appropriant leur force de travail. Collette Guillaumin (Guillaumin, 1992) va plus loin en considérant que c’est non seulement la force de travail des femmes qui est appropriée mais aussi leur corps. Le “sexage”, régime d’exploitation des femmes, gagnerait alors à être pensé sur le modèle de l’esclavage ou du servage plus que du salariat. En ce sens, elle rejoint Paola Tabet (Tabet, 1998), pour qui les femmes sont la classe d’individus exploités pour leur travail mais aussi appropriées en tant qu’outil de reproduction. Ainsi, pour les féministes matérialistes, il existe un mode de production domestique, logiquement distinct et historiquement antérieur au mode de production capitaliste, mais qui interagit de manière complexe avec les autres régimes d’exploitation.

Les féministes marxistes, quant à elles, ont davantage pensé l’exploitation des femmes dans le cadre du régime d’exploitation capitaliste, en cherchant à développer un point aveugle de la “reproduction de la force de travail” (Marx, 1867) : le travail nécessaire à celle-ci : le travail reproductif. Sylvia Federici étudie la période de la chasse aux sorcières en Europe (Federici, 2014). Elle montre que ce moment, où les femmes sont renvoyées à la maison, a permis d’assigner les femmes au travail reproductif. Ainsi, le travail reproductif réalisé par les femmes dans le cadre domestique est nécessaire au fonctionnement du capitalisme (Federici, 2019). Historiquement, il a favorisé l’accumulation primitive du capital, permettant ainsi le développement du capitalisme (Mies, 2022). Leopoldina Fortunati (Fortunati, 2022) insiste sur le caractère productif du travail reproductif. Le travail reproductif ne peut pas être considéré comme un simple coût de la reproduction, il est essentiel pour la production, et sa gratuité est intégrée dans la fixation du salaire de subsistance. Ainsi, dans les théories de la reproduction sociale, l’exploitation des femmes profite avant tout aux capitalistes et non aux hommes.

Si ces travaux tendent à proposer des analyses du régime d’exploitation des femmes qui paraissent difficilement conciliables, l’opposition très schématique entre ces deux courants de pensée tient en partie aux objets étudiés. Les féministes matérialistes construisent leur théorie à partir du cas des familles d’indépendants, le plus souvent

d'agriculteurs, ou de sociétés pré-capitalistes. Dans les deux cas, il s'agit d'exemples où la division sociale du travail, au sens de Durkheim (Durkheim, 1893), est relativement faible, ne serait-ce qu'en termes de lieu. Dans le cas des familles d'indépendants, il n'est, par exemple, pas évident de distinguer les hommes des patrons, puisque ce sont souvent ces derniers qui dirigent et possèdent l'entreprise familiale. À l'inverse, les féministes marxistes travaillent à partir d'études réalisées sur les milieux ouvriers, à un moment où la généralisation du salariat sépare fortement l'espace domestique de l'espace professionnel, et dans le même temps, le travail productif du travail reproductif. Dans ce cas, les femmes mariées reproduisent la force de travail de leur conjoint pour que celui-ci puisse la vendre aux capitalistes. Ainsi, penser le genre comme un rapport social d'exploitation suppose de l'articuler aux autres rapports sociaux, en particulier aux rapports sociaux de classe (Kergoat, 1978) et aux rapports sociaux de race (Hooks, 1984)]. Ainsi, ces théories de la reproduction sociale et de l'exploitation domestique ont permis de construire des outils conceptuels plus ou moins adaptés en fonction des objets étudiés, mais qui ont donné lieu à de nombreux développements en sciences sociales.

Le concept de travail reproductif se définit comme l'ensemble du travail nécessaire à la reproduction de la force de travail. Il a fait l'objet d'importants développements qui ont à la fois précisé et élargi sa définition. La reproduction de la force de travail suppose que les besoins physiologiques des travailleurs et travailleuses soient suffisamment satisfaits d'un jour à l'autre pour être capables de retourner travailler le lendemain : produire ou acheter de la nourriture, la cuisiner, maintenir un niveau d'hygiène correct ou fournir des services sexuels sont autant d'activités concrètes qui participent à cela. La reproduction de la force de travail suppose aussi le renouvellement de la main-d'œuvre, c'est-à-dire le renouvellement démographique de la masse de travailleurs et travailleuses. Ainsi, s'occuper des enfants, leur donner à manger, les habiller, les laver fait partie de ce travail reproductif. Plus encore, l'activité de reproduction physiologique, de l'acte sexuel à l'allaitement, fait partie de ce travail reproductif (Boulet, 2020).

Enfin, ce travail reproductif a également été pensé comme travail de reproduction des positions sociales. Dans *Le Sens Pratique* (1980), Pierre Bourdieu souligne déjà à quel point le travail domestique et parental, souvent effectué par les femmes, joue un rôle central dans la transmission du capital culturel et l'entretien du capital social, et contribue donc à la reproduction de la structure sociale. Bernard Lahire (2016) et Gaëlle Henri-Panabière

(2010) montrent en effet que cette transmission des dispositions scolaires et du capital culturel ne s'opère pas de manière mécanique, mais suppose un travail actif de la part des parents, et le plus souvent des mères. Le travail domestique des femmes est également un travail d'entretien du patrimoine immobilier qui préserve ainsi la valeur du capital économique détenu (Delphy, 1970). Arlie Hochschild (Hochschild, 2017) montre que le travail émotionnel réalisé par les femmes pour entretenir les liens sociaux des membres de la famille est déterminant dans la préservation du capital social. Ainsi, ce travail gratuit soutient à la fois les rapports sociaux de sexe à l'intérieur de la famille et la position sociale des membres de celle-ci dans les rapports sociaux de classe (1984).

De nombreux travaux ont montré que celui-ci n'est pas seulement réalisé dans la sphère domestique et peut être rémunéré. Cependant, le fait que le travail reproductif soit le plus souvent du travail domestique, c'est-à-dire du travail réalisé gratuitement au sein de la famille, produit des effets concrets sur les conditions de rémunération de ces activités. Le travail du sexe, exemple développé dès les premiers travaux des féministes marxistes, s'effectue principalement de manière informelle, reste stigmatisé et non reconnu Fortunati (2022). Le travail de soin, considéré comme naturel puisqu'il est réalisé gratuitement par les femmes, est dévalorisé tant sur le plan symbolique que monétaire dans les sociétés capitalistes (Fraser, 2013). Il est ainsi sous-évalué et sous-rémunéré (Fraser, 2013). Ainsi, il existe une division genrée du travail, par laquelle les femmes sont cantonnées à des emplois moins rémunérés et moins qualifiés (Scott, 1988).

La généralisation du salariat féminin n'a pas remis en cause ces analyses : les femmes qui occupent un emploi salarié continuent d'assurer la majeure partie du travail reproductif dans la sphère domestique, elles ont une "double journée" de travail (Hochschild, 2012). Le salaire féminin, plus faible que le salaire masculin, est alors conçu comme un salaire d'appoint et entretient ainsi la dépendance économique des femmes à l'égard de leur mari (Tilly et Scott, 1987). L'argent féminin est généralement utilisé, voire complètement absorbé, pour les dépenses courantes du ménage que les femmes sont généralement chargées de réaliser, tandis que l'argent des hommes est généralement utilisé pour les dépenses de biens durables et d'investissement (Perrot, 1998). Ainsi, lorsqu'il existe, le surplus de la production domestique est généralement approprié par les hommes (Jannot, 2021).

Analyser le rôle de l'État dans les rapports sociaux de sexe

La question de savoir comment l'État soutient le capitalisme a été largement discutée dans les sciences sociales, soulignant le fait qu'un système économique comme celui-ci ne peut se perpétuer sans l'État. Le marché auto-régulé est en fait une utopie, qui nécessite en réalité une intervention constante de l'État pour fonctionner (Polanyi et al., 1944). En offrant des infrastructures, des réglementations et des soutiens institutionnels (droits de propriété, exécution des contrats, par exemple), l'État a favorisé l'émergence et la consolidation du capitalisme (Braudel, 1983). En développant un appareil bureaucratique et un mode d'administration légal-rationnel, l'État offre un cadre juridique stable et dont l'application est prévisible, permettant le développement du capitalisme (Weber, 1995). En gérant les crises économiques, l'État intègre les contradictions du capitalisme et joue donc un rôle central dans la reproduction des rapports de production (Aglietta, 1976 ; Pulantzas, 1978). En ce sens, l'État providence constitue une réponse aux contradictions du capitalisme, visant à maintenir la cohésion sociale et à légitimer ce système économique (Rosanvallon, 1992). D'un point de vue marxiste, l'État est alors l'instrument de la classe dominante, grâce auquel les capitalistes servent leurs intérêts en tant que classe (Marx, 1867). Ces travaux montrent donc que le capitalisme, en tant que système économique, ne peut exister seul, sans l'État pour le soutenir, et que ce dernier tend à favoriser les intérêts des dominants.

Ainsi, si l'on veut étudier le genre avec les outils développés par les approches marxistes et matérialistes, on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur le rôle que joue l'État dans l'existence, le renforcement ou l'affaiblissement des antagonismes sociaux de sexe. Que l'on considère l'exploitation domestique comme faisant partie intégrante du capitalisme ou comme un système économique coexistant et imbriqué dans celui-ci, la place de l'État mérite d'être interrogée. Les développements sur ce sujet sont bien moins nombreux que ceux interrogeant le rôle de l'État dans le système capitaliste. Ces travaux tendent à montrer que, en soutenant le système capitaliste, les politiques de contrôle des corps et des sexualités, en particulier en contexte colonial, soutiennent également les rapports de domination et d'exploitation des femmes et des minorités raciales Dorlin (2009). La bio-politique fait en effet pleinement partie des modalités de régulation des populations et de soutien au capitalisme utilisées par l'État (Foucault et Foucault, 2004).

Pourtant, la sphère domestique apparaît comme l'un des trois éléments du triptyque État, marché, famille, dont l'agencement détermine le régime d'État providence, selon Esping-Andersen (2007). Selon lui, le rôle de l'État sur ce plan apparaît en effet plus ambivalent : il tend soit à renforcer les inégalités de genre dans les régimes conservateurs et libéraux, soit à les modérer dans les régimes sociaux-démocrates. De nombreux auteurs soulignent les effets ambigus des politiques familiales sur la répartition du travail reproductif (Langevin, Devreux et Cardi, 2016).

Pour Jane Jenson (1986), les politiques de soutien à la parentalité ne sont pas à analyser uniquement comme permettant de réduire les inégalités entre hommes et femmes. Devant le déclin de la population observé à la fin du XIXe siècle, elles sont, à l'origine, plutôt pensées pour favoriser le développement d'une force de travail saine et disciplinée. Les politiques de soutien à la natalité et l'instauration d'un congé rémunéré avant et après l'accouchement s'inscrivent dans l'activité étatique de construction sociale de la maternité. En rendant les femmes responsables de l'éducation des enfants et de la gestion du budget familial, ces politiques cherchent également à faire des femmes les relais de l'État dans les familles.

Au prisme de la famille comme catégorie d'État

La famille étant le lieu d'expression privilégié des rapports sociaux de sexe, les politiques familiales, leur mise en œuvre et leur réception constituent un prisme central pour observer le rôle de l'État dans les rapports sociaux de sexe. La famille est le produit d'une construction sociale influencée par les politiques sociales et familiales mises en place par les administrations (Lenoir, 1991). Définie comme un système de relations entre membres d'un groupe, elle ne préexiste pas aux institutions qui objectivent ces relations (Lenoir, 2003). La famille n'est ainsi pas seulement une catégorie pratique, un principe organisateur du monde social, c'est aussi une catégorie d'État. En suivant Pierre Bourdieu (1993, p. 34), *“La définition dominante, légitime, de la famille normale (définition qui peut être explicite, comme dans le droit, ou implicite, comme, par exemple, dans les questionnaires de l'INED ou de l'INSEE consacrés à la famille) repose sur une constellation de mots : maison, maisonnée, house, home, household, qui, sous apparence de la décrire, construit en fait la réalité sociale.”*

Cependant, l'État n'est pas un bloc monolithique ; il est composé de plusieurs administrations, peuplées par différents groupes sociaux en concurrence pour l'accès à différentes formes de pouvoir (Bourdieu, 2011). Ainsi, analyser la manière dont l'État participe à la construction sociale de la famille suppose de confronter les définitions concrètes de la famille produites par l'État, en analysant leurs intersections et leurs divergences.

En ce sens, le droit civil définit les liens d'alliance à travers des unions légales telles que le mariage et le PACS. Ces contrats, signés par les deux membres du couple, définissent une organisation économique et patrimoniale conjugale. Le concubinage est défini par le code civil comme une union de fait mais n'ouvre aucun droit et ne définit aucun devoir. En ce qui concerne les liens de filiation, ceux-ci sont établis par le droit civil en premier lieu par la désignation de la mère dans l'acte de naissance et par la présomption de paternité pour le mari de celle-ci. À défaut, elle peut être réalisée par déclaration de paternité ou maternité, ou enfin par reconnaissance de possession d'état.

L'État ne se limite pas à sa dimension régaliennne, c'est aussi un État social et fiscal. Ainsi, l'administration fiscale considère que la conjugalité existe lorsqu'une union civile existe entre conjoint-e-s. Elle permet alors la conjugalisation de l'impôt. Elle ne reconnaît pas non plus le concubinage, sauf dans le cas très particulier de la demi-part fiscale supplémentaire accordée aux parents isolés : si un homme ou une femme élevant seul un ou plusieurs enfants se remet en couple cohabitant, même sans s'unir légalement à son ou sa nouvelle conjoint-e, cette demi-part fiscale supplémentaire est supprimée. Enfin, les caisses d'allocations familiales, qui distribuent l'essentiel des revenus de transferts, ne regardent que la cohabitation et non l'existence d'union légale pour établir l'existence d'une vie conjugale.

Pour les administrations fiscales et sociales, l'existence d'une filiation reconnue par le droit civil importe assez peu. Dans l'ouverture de droits sociaux et d'avantages fiscaux, c'est l'existence d'enfants "à charge" qui prime. Pour les CAF, un enfant à charge est un enfant résidant dans le même foyer. Pour le fisc, un enfant peut être considéré à charge d'au moins un de ses parents légaux jusqu'à ses 25 ans, sous certaines conditions. Un enfant sans lien légal peut être considéré à charge d'un individu, si celui-ci est uni légalement par mariage ou PACS à l'un de ses parents, ou si l'enfant a été recueilli par

celui-ci avant ses 18 ans.

Enfin, l'État est aussi un État statistique, qui produit des données sur la famille. Ces données informent les analyses de la famille et des rapports sociaux de sexe dans le cadre de l'élaboration des politiques sociales, fiscales et judiciaires. L'INSEE définit le couple comme deux individus âgés de plus de 14 ou 15 ans selon les définitions, vivant ensemble et déclarant tous les deux être en couple, quel que soit leur état matrimonial (marié, pacsé ou non). La statistique publique, dans les enquêtes ménages et le recensement, s'intéresse aux enfants au sens du droit civil et interroge la cohabitation avec leurs parents pour les considérer comme faisant partie d'un même ménage ou résidant hors domicile.

L'ensemble de ces institutions produisent donc des définitions différentes des liens d'alliance et de filiation, et en fin de compte de la famille. Ces différences de définitions gagnent à être pensées avec les outils de l'anthropologie de la parenté. En suivant Florence Weber (Weber, 2013), la parenté est un fait social complexe qui ne peut être analysé qu'en distinguant ses différentes dimensions. La parenté légale est une affaire d'État, elle est garantie par le droit civil de la filiation et se matérialise dans le nom (de famille) porté par les individus. La parenté biologique est une affaire de science, liée à la transmission d'un patrimoine génétique dans le cadre de la procréation, qu'elle soit assistée médicalement ou non. Enfin, la parenté quotidienne tient aux liens sociaux, économiques et affectifs construits par les pratiques, les interactions et les échanges au quotidien.

Ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est l'articulation entre la parenté légale et la parenté pratique. On pourrait en effet être tenté de penser les définitions produites par chaque institution de l'État sur un continuum entre parenté légale et parenté pratique. Florence Weber, citant les droits à la retraite, écrit : *“Alors même qu'elle n'est pas forcément instituée ni garantie par l'État, [la parenté pratique] est prise en compte par diverses branches du droit”* (Weber, 2013, p. 77). Ainsi, on opposerait le droit civil, du côté de la parenté légale, à une reconnaissance par les administrations sociales ou fiscales de l'effectivité de la parenté.

Pourtant, ce qui est souvent interprété comme une prise en compte de la situation réelle relève, de notre point de vue, davantage d'une hypothèse. La cohabitation, qui est un critère central pour ces administrations mais aussi pour l'INSEE, entre des membres qui n'ont aucune obligation légale les uns envers les autres, ne garantit pas la construction

d'une parenté pratique. Les multiples définitions de famille produites par les différentes administrations relèvent davantage de la parenté légale. En effet, même divergentes en certains points, on peut penser que celles-ci produisent des effets concrets sur les individus, participant à construire les catégories familiales pratiques. Ainsi, la famille est certes une catégorie d'État, mais elle fait l'objet de définitions concurrentes dont l'articulation avec les pratiques concrètes mérite d'être analysée.

Catégories familiales pratiques et étatiques

Observer l'articulation entre les catégories familiales produites par les différentes institutions de l'État et les catégories de la pratique n'est pas évident. Prendre pour objet les familles recomposées permet justement d'étudier cette articulation. Elles constituent en effet un cas relativement courant où parenté légale, biologique et quotidienne ne sont pas a priori superposées. En 2016, 19% des mariages célébrés par des femmes et 19,7% de ceux célébrés par des hommes étaient des remariages (INSEE, 2020) et depuis 1999, environ un enfant sur dix vit dans une famille recomposée en France (Algava, Bloch et Vallès, 2020). En étudiant les arrangements économiques qui s'y déploient, on peut alors saisir l'endroit où les pratiques prescrites par le droit civil, les CAF, le fisc, et même la statistique publique, recourent les pratiques effectives.

La construction d'une parenté quotidienne sans parenté légale

Ainsi, si l'on définit la configuration familiale recomposée comme un couple vivant, au moins une partie du temps, avec au moins un enfant issu d'une précédente union [@], ce qui caractérise ces configurations est un recouvrement imparfait entre, d'un côté, la parenté quotidienne et, de l'autre, la parenté légale. En effet, le droit civil n'organise pas de la même manière les familles recomposées et les familles traditionnelles. Il ne définit ni lien de filiation ni obligation alimentaire entre des enfants et le nouveau ou la nouvelle conjointe d'un de leurs parents légaux, y compris en cas de mariage ou de PACS (Damon, 2012). Il n'y a ni obligation d'entretien, comme c'est le cas pour les parents légaux (Théry et Meulders-Klein, 1993a), ni facilitation de la transmission de l'héritage comme c'est le cas pour les apparenté-e-s au premier et au second degré (Théry et Meulders-Klein, 1993b). En ce sens, étudier les familles recomposées permet de questionner les conditions

de possibilité de construction d'une forme de parenté quotidienne sans filiation légale et biologique, alors que celle-ci existe par ailleurs.

C'est d'ailleurs souvent sous cet angle de questionnement que les enquêtes ethnographiques s'intéressent aux familles recomposées. Irène Théry (1993) montre que les enfants vivant en famille recomposée doivent composer avec la nouvelle relation avec leur beau-parent tout en conservant celle avec leur autre parent, se trouvant alors dans des conflits de loyauté. François de Singly (1996) met en avant la difficulté des beaux-parents à faire preuve d'affection ou d'autorité envers les enfants de leurs conjoint-e-s. Sylvie Cadolle (2000) souligne les différences d'attitude des beaux-pères et des belles-mères. Ces derniers s'investissent plutôt rarement dans l'éducation de leurs beaux-enfants, alors que les belles-mères cherchent plus souvent à participer activement à celle-ci. Agnès Martial (2000) montre que, de ce fait, les relations entre beaux-pères et beaux-enfants sont généralement beaucoup moins conflictuelles que celles entre belles-mères et beaux-enfants. Elle montre également que les cas où les beaux-pères s'investissent fortement dans la relation éducative et affective avec leurs beaux-enfants sont rares, mais plus courants lorsque la recomposition familiale est ancienne et qu'il existe des enfants issus de la nouvelle union. Enfin, l'identification symbolique et affective des enfants aux lignées beau-parentales est elle aussi rare, bien que ceux qui y appartiennent fassent souvent partie de la « famille de référence » (Véron, 2007).

Cependant, en insistant sur les formes de pluriparentalité, même partielles, qui peuvent se construire dans les configurations familiales recomposées (Le Gall, 1994), ces sociologues y ont parfois vu une « nouvelle forme familiale » et considéré qu'elles symbolisaient une « deuxième modernité » familiale (Singly, 1996, 2000, 2017). Pourtant, les configurations familiales recomposées ne sont pas radicalement nouvelles. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, elles étaient davantage liées au décès d'un des conjoints – du fait de la mortalité élevée des femmes, notamment en couche, et des hommes lors des périodes de guerre – qu'à une séparation (Flandrin, 1984). Leur relative nouveauté tient moins à l'existence de beaux-parents qu'à l'existence simultanée des deux parents. En d'autres termes, en théorie, la recomposition se fait moins selon un modèle de substitution qu'un modèle de pérennité (Clément et Bonvalet, 2005). La “paternité de remplacement”, plus fréquente durant les périodes de forte mortalité masculine, n'a pas disparu ; elle existe aussi dans les milieux où les pères sont absents (Weber, 2013). Or, ces travaux s'intéressent le

plus souvent aux discours que formulent les parents, les beaux-parents et les beaux-enfants à propos des relations qu'ils entretiennent. En particulier, les tensions et la conflictualité notable dans ces configurations familiales (Théry, 1993) produisent des discours parfois divergents. Si ces discours sont précieux pour donner du sens aux pratiques, se concentrer sur ceux-ci rend difficile l'accès aux pratiques qui constituent les relations de parenté.

Approcher la parenté pratique par les arrangements économiques

Florence Weber propose d'approcher la parenté pratique par les solidarités familiales et l'économie domestique (Weber, 2002). Les solidarités familiales englobent un ensemble de pratiques qui ne sont pas uniquement monétaires : il s'agit de transferts d'argent, mais aussi de services rendus (par exemple, garde d'enfants, hébergement ou encore aide sur des travaux dans un logement). La parentèle est un réseau d'individus apparentés qui ne partagent pas un quotidien et très rarement une résidence, mais sont mobilisables dans le cadre d'échanges suivant une logique de réciprocité entre individus ou maisonnées. Comme pour les solidarités familiales, l'économie domestique ne peut être réduite à sa dimension monétaire (partage des ressources, dépenses et consommations). La maisonnée désigne le groupe de personnes souvent apparentées et co-résidentes, mobilisées autour de "causes communes". Elle suit une logique de mise en commun des ressources. C'est un groupe de coopération productive qui assure, au quotidien, la survie de ses membres. En ce sens, le travail domestique fait pleinement partie de cette économie de maisonnée. Selon Florence Weber, qui insiste sur les solidarités matérielles dans les classes populaires (Weber, 2009), la maisonnée et la parentèle sont deux outils de l'anthropologie économique qui permettent d'étudier la parenté pratique et l'économie domestique dans les milieux sociaux sans patrimoine. La lignée, groupe de descendance, suit ainsi une logique de transmission souvent inégalitaire, elle n'a de sens qu'en rapport avec un patrimoine à transmettre. Elle a ainsi été davantage utilisée pour décrire les logiques familiales de l'aristocratie, de la bourgeoisie ou de la paysannerie. Cependant, la généralisation de la petite propriété immobilière, y compris dans la fraction stable des classes populaires (Lambert, 2005) et le retour en force de l'héritage économique dans la reproduction des positions sociales (Piketty, 2013), a montré la pertinence du concept de lignée pour étudier les transferts économiques familiaux (Gollac, 2011). Dans le cadre de ce travail, on cherchera à articuler ces logiques les unes aux autres, en particulier celles de la maisonnée et de

la lignée pour penser la conjugalité et la parentalité dans les familles recomposées. Leur articulation est en effet complexe : la mise en commun des ressources conjugales (logique de maisonnée) étant le plus souvent subordonnée à l'existence d'une cause commune que peuvent représenter les enfants communs ou la maison familiale (Roy, 2005), cette cause commune peut également être l'objet des logiques de lignée. En ce sens, l'existence d'enfants issus d'unions précédentes dans les familles recomposées permet d'interroger cette articulation.

Dans les familles recomposées, les rôles des beaux-parents et beaux-enfants étant peu ou pas définis légalement, ceux-ci sont constamment négociés et renégociés dans un processus relativement conflictuel (Segalen et Martial, 2013). Ainsi, nous proposons d'étudier les pratiques économiques familiales comme des arrangements familiaux. Ce terme désigne la "production plus ou moins formalisée d'un consensus entre des personnes apparentées qui ont éventuellement des intérêts contradictoires et sont prises localement dans des rapports de pouvoir, et plus généralement dans des rapports de domination qui les dépassent" (Bessière, 2022, p. 42). Ce terme, plus que celui de négociation ou d'arbitrage, permet de rendre compte de la dimension conflictuelle et inégalitaire des arrangements familiaux.

Les implications patrimoniales des remariages ont fait l'objet de travaux soulignant la forte taxation des transmissions entre beaux-parents et beaux-enfants (Brun, 1996 ; Donnat, 2018 ; Théry et Meulders-Klein, 1993b). D'un point de vue successoral, l'opposition entre deux lignées - les enfants de la précédente union et le nouveau ou la nouvelle conjointe ainsi que les enfants éventuellement nés de la nouvelle union - a conduit les juristes à identifier un éventail d'outils pour protéger les droits des uns vis-à-vis des autres (Azincourt, 2013). Dans les faits, les cas dans lesquels la logique d'égalité entre tous les enfants des conjoints, quelle que soit leur filiation, préside au moment de l'héritage sont rares (**martial1999 ?**). Ainsi, les recompositions familiales ne semblent pas remettre en cause les logiques de lignées fondées sur la filiation établie légalement. Les unions civiles (mariages et PACS) se font aussi davantage sous le régime de la séparation de biens lorsqu'une autre union civile a précédé, et lorsque des enfants nés d'une autre union existent (Frémeaux et Leturcq, 2013). On peut y voir des arrangements conjugaux visant à protéger mutuellement les intérêts patrimoniaux du nouveau conjoint et des enfants.

À la différence des enjeux patrimoniaux, la question de l'économie domestique n'a été que faiblement étudiée dans le cas des familles recomposées. Même les travaux d'Agnès Martial s'intéressent davantage à la manière dont les parents s'organisent financièrement après la séparation (Martial, 2002, 2005) qu'à la manière dont les beaux-parents participent à cette économie quotidienne. Les travaux sur ce sujet tendent à suggérer que les budgets y sont plus séparés et que les tâches ménagères et parentales sont davantage partagées entre conjoints (Domingo, 2009). Pour autant, ceux-ci ne permettent pas de distinguer les familles recomposées selon qu'elles le sont par l'homme, la femme ou les deux. Or les travaux de Sylvie Cadolle, s'intéressant à la parentalité dans les familles recomposées, suggèrent que devenir beau-père n'implique pas, en termes de « charge éducative », la même chose que devenir belle-mère (Cadolle, 2001).

Ainsi, étudier ces arrangements familiaux permettra de saisir une partie des conséquences économiques des remises en couple et des recompositions familiales. Les conséquences économiques du divorce et des séparations ont été largement étudiées. Ces travaux ont montré que la chute du niveau de vie est plus brutale, importante et durable pour les femmes que pour les hommes, d'autant plus lorsque le couple était marié (Demaison et al., 2019a). Le partage du patrimoine lors des divorces tend également à défavoriser les femmes (Bessière et Gollac, 2020). Malgré des dispositifs supposés limiter ces effets (prestation compensatoire, pensions alimentaires), la progressive dé-judiciarisation des séparations conjugales laisse jouer à plein les rapports de force intrafamiliaux, lésant de fait les conjoints et surtout les conjointes qui n'ont pas les ressources économiques ou juridiques pour défendre leurs intérêts (Bessière, 2013). Partant, les familles dites « monoparentales » ont également fait l'objet de nombreuses études spécifiques démontrant qu'elles font souvent face à des situations de pauvreté (Algava, Bloch et Vallès, 2020). À l'inverse, lorsqu'il s'agit des conséquences sur les revenus et le niveau de vie, on trouve peu d'études s'intéressant spécifiquement aux remises en couple. Lorsqu'elles existent, elles prennent rarement en compte la spécificité de ces nouvelles unions, et concluent alors à une augmentation du niveau de vie qui permet un retour à la situation économique précédant la séparation (voir Demaison et al., 2019b), faisant de la situation de parent isolé une phase certes précaire mais transitoire.

Travailler à partir de l'enquête Budget de familles 2017 (INSEE)

Pour étudier les arrangements économiques dans les familles recomposées, nous avons choisi d'utiliser les données issues de l'enquête Budget de familles (BDF) réalisée en 2017 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Le choix de cette enquête, bien que la dernière version (2017) soit aujourd'hui assez datée, tient au fait qu'elle combine des données relativement riches sur l'économie domestique des ménages (revenus, dépenses, consommations, travail domestique), et qu'elle propose, en même temps, une description assez fine des habitants du logement enquêté ainsi que des informations sur les enfants vivants hors domicile.

Une enquête “ménage” de l'INSEE portant sur les budgets

Cette enquête a pour objectif de recueillir des informations détaillées sur les ressources, les dépenses et les conditions de vie des ménages. Les principaux thèmes abordés incluent les revenus, les dépenses de consommation, l'épargne, le logement et la possession de biens durables.

L'enquête BDF 2017 est réalisée sur un échantillon représentatif de ménages ordinaires français, sélectionnés par tirage au sort à probabilité égale dans le recensement de 2015 des logements. En outre, un suréchantillon de 2000 familles monoparentales est tiré de la base de données des allocataires de la CNAF. Les données produites concernent le premier ménage résidant dans le logement tiré au sort et des informations sont collectées sur l'ensemble des membres de ce ménage. L'individu qui se désigne comme connaissant le mieux les dépenses et consommations effectuées par le ménage est choisi comme répondant : c'est lui qui fournit les informations pour l'ensemble du ménage. Au total, l'échantillon de l'enquête comprend 16 978 ménages, ce qui correspond à 42 900 individus.

Les données sont collectées grâce à un dispositif complexe permettant de recueillir des informations précises et détaillées sur les habitudes de consommation. Les enquêteurs de l'INSEE se rendent à deux reprises au domicile du ménage enquêté et administrent en face à face un questionnaire différent à chaque visite. Entre ces deux entretiens, les individus de plus de 14 ans vivant dans le ménage sont invités à remplir un carnet des

dépenses qu'ils effectuent pour le ménage. La collecte est assistée par informatique (CAPI) : la saisie des réponses se fait de manière électronique dans un logiciel incluant des contrôles de cohérence pour limiter les erreurs de saisie. Les données sont ensuite appariées avec les sources fiscales et celles de la sécurité sociale pour obtenir des informations précises sur les revenus d'activité, les revenus de remplacement et les revenus de transfert.

Le redressement de la non-réponse totale est réalisé par calage sur marges en deux étapes à partir de l'enquête emploi en continu (2015) pour la France métropolitaine et du recensement de la population (2014) pour les DOM. Le poids de chaque ménage est déterminé à la fois par la probabilité moyenne de réponse à l'enquête du groupe de ménages ayant les mêmes caractéristiques socio-démographiques et de manière à faire correspondre les marges de l'enquête aux marges réelles. Un processus d'apurement des données par contrôle de cohérence entre variables et détection des anomalies dans les montants renseignés est ensuite mis en place pour corriger les incohérences et les erreurs potentielles. La non-réponse partielle est traitée de manière systématique, en particulier pour les données monétaires. L'enquête collecte en effet plusieurs centaines de montants, et la non-réponse partielle est fréquente, même si les taux de non-réponse ne sont pas nécessairement très élevés. Pour la majorité des montants de dépenses issus des questionnaires et des carnets, la méthode de traitement utilisée est le hot-deck aléatoire, en particulier l'imputation par plus proche voisin. La base de données finale est ainsi mise à disposition par l'INSEE en 2020.

La base de données BDF 2017 comprend un large éventail de variables, réparties en plusieurs catégories et en plusieurs tables en fonction de leur thématique et de l'unité (individu ou ménage) à laquelle elles se rapportent. La table "MENAGE", avec 16 978 enregistrements et 597 variables, regroupe des informations au niveau des ménages, incluant la composition du ménage, le type de logement et les revenus agrégés ou non individualisables. La table "INDIVIDU" contient des données socio-démographiques et des informations sur les revenus de 42 900 individus, avec 162 variables couvrant divers aspects tels que l'âge, le sexe, l'emploi et les revenus. Ces données sont principalement issues des questions du Tronc Commun Ménage (TCM) et de l'appariement aux bases de données du fisc et de la sécurité sociale.

Les variables plus spécifiques à l'enquête sont détaillées dans plusieurs tables

distinctes. La table “DEPINDIV” décrit les achats et les montants des dépenses rapportées à l’individu qui les a effectuées, ainsi que les tâches domestiques et parentales effectuées par les individus, avec 416 variables pour 42 900 observations. La table “DEPMEN” offre une vue d’ensemble des dépenses au niveau des ménages, avec 1 679 variables pour 16 978 observations. D’autres tables, telles que “ABOCOM” (abonnements téléphoniques, Internet et télévision), “ASSU” (assurances), “AUTOMOBILE” (automobiles) et “CARNETS” (dépenses enregistrées dans les carnets) fournissent des détails supplémentaires sur des aspects spécifiques des dépenses, mais n’ont pas été utilisées dans le cadre de ce mémoire.

Comparer et caractériser les configurations familiales

L’Enquête Budget des familles qui présente plusieurs avantages pour étudier les configurations familiales. Grace au Tableau des habitants du logement (THL), module de questions du TCM, BDF fournit un descriptif de tous les habitants du ménage. Pour chacun d’entre eux, les liens avec les autres membres du ménage sont renseignés. Elle permet donc d’identifier les ménages correspondant à des familles recomposées. Le module destiné aux enfants résidants hors domicile permet également d’identifier les familles recomposées ponctuellement par les visites des enfants. En d’autres termes, cette enquête permet de dépasser l’unité statistique du ménage à la fois en interne et en externe. La taille de l’échantillon de l’enquête Budget des familles (16 978 ménages et 42 900 individus) permet également obtenir des effectifs suffisants dans la catégorie de “famille recomposée”. En outre, le volet 2017 contient un sur-échantillon de 2000 familles monoparentales qui permettra d’augmenter la significativité des comparaisons entre les différentes configurations familiales. Les informations détaillées sur chacun des membres du ménage, ainsi que sur les enfants hors domicile permettent de caractériser sociologiquement très finement ces familles. Grâce aux informations détaillées sur chacun des membres présentes dans l’enquête Budgets de familles, il est possible de comparer les situations individuelles des conjoints, notamment en termes de volume et de structure de revenus. De ce fait, on peut, assez finement articuler les positions des conjoints dans les rapports sociaux de classe et de sexe.

Pour autant, la taille de l’échantillon reste trop faible pour étudier l’influence croisée des configurations familiales et du milieu social sur les variables économiques qui nous intéressent. Cela limite donc les possibilités d’articulation de la classe et de la configuration familiale dans nos analyses.

Parenté légale, administrative et pratique [réécrire à la fin]

Pour saisir la parenté pratique, nous cherchons à étudier l'économie domestique des familles. Cette enquête recense les dépenses et les consommations effectuées par le ménage, au niveau 5 de la nomenclature des biens et services. On a donc accès au budget détaillé pour chaque ménage. Les services non-rémunérés effectués au sein du ménage sont renseignés. Ceci permet de saisir le travail domestique effectué par ceux-ci, et donc, une partie de la contribution matérielle aux charges du ménage. Cependant, il reste difficile de comparer la manière dont les individus contribuent aux charges du ménage et à la production domestique dans les familles recomposées, nucléaires ou monoparentales et entre les différents types de familles recomposées (selon que la famille est recomposée par un homme, une femme ou les deux, selon que les conjoints ont des enfants communs ou non). En effet, d'une part les consommations sont saisies à l'échelle du ménage, et les dépenses lorsqu'elles sont rattachées à un individu, sont liées à celui qui a effectué la dépense, et pas à celui dont les revenus ont été utilisés. Enfin, si l'on aborde l'économie domestique sous l'angle d'arrangements familiaux, on ne peut pas avec cette enquête en saisir la dimension plus ou moins conflictuelle ou consensuelle de ceux-ci : elle ne propose pas de variables permettant de saisir pleinement les dimensions subjectives et relationnelles de ces arrangements.

Finalement, au croisement de la sociologie du genre, de la famille et de l'Etat, ce travail de recherche, en prenant pour objet les arrangements économiques dans les familles recomposées, cherche à proposer une analyse de la manière dont l'administration juridique, sociale et fiscale des parents isolés reformant de nouvelles unions conjugales participe à produire l'ordre du genre.

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

La construction de typologies familiales, en se basant sur la composition des groupes domestiques et la structure des relations entre les individus résidant ensemble, est une pratique classique en sociologie de la famille (Durkheim, 1975 ; Le Play, 1874 ; Parsons, 1968) et en anthropologie sociale (Laslett, 1983 ; **goldelier** ?). Selon ces auteurs, décrire les différentes formes familiales permet d'analyser l'évolution des relations entre apparentés dans le temps et, plus généralement, d'inférer des changements macrosociologiques. Cependant, ces typologies peuvent parfois exagérer ou minimiser le caractère novateur de certaines formes identifiées. De plus, comme toutes les typologies, elles peinent à capturer la diversité des configurations familiales et leur relative fluidité au cours de la vie d'un individu. Ainsi, notre objectif n'est pas de proposer une nouvelle typologie des formes familiales qui refléterait mieux la réalité sociologique ou les évolutions récentes de la société, mais plutôt de définir des catégories utiles pour analyser les relations économiques au sein de la famille.

Dans les années 1970, la monoparentalité a été reconnue comme une catégorie statistique permettant de mieux administrer cette population (Martin-Papineau, 2003). Cependant, les familles recomposées et les familles nucléaires sont encore souvent regroupées sous des catégories communes dans les enquêtes statistiques. Par conséquent, quantifier les phénomènes de recombinaisons familiales nécessite des choix qui ne sont pas neutres. Les

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

familles recomposées se définissent comme un couple vivant avec au moins un enfant issu d’une union précédente d’au moins un des conjoints (Théry, 1993). Ce chapitre propose de discuter la manière dont l’Etat statistique participe à la construction sociale de la famille au prisme des choix effectués dans le cadre de ce travail, pour catégoriser les ménages en fonction de leur configuration familiale. Pour identifier les familles recomposées, nous avons opté pour une définition qui associe l’existence d’un lien de parenté civil entre l’enfant et le parent à la cohabitation de ce parent avec l’enfant d’une part, et avec un · e conjoint · e d’autre part. Bien que cette définition exclue certaines situations qui pourraient également être considérées comme des formes familiales recomposées, elle semble la plus appropriée pour notre étude et les contraintes du champ de l’enquête.

La famille comme catégorie statistique

Une définition du groupe familial centrée sur la cohabitation

La quantification des familles recomposées est loin d’aller de soi. Toulemon (2012) montre en effet que les seules données du recensement ne permettent pas d’en déterminer le nombre dans la population française. Pour y parvenir, il faut soit apparier le recensement à une autre enquête (par exemple l’enquête Emploi) (Chardon et Vivas, 2019), soit travailler à partir d’enquête “ménages” au prix d’importantes variations des estimations ainsi réalisées. Avant 1990, la majorité des enquêtes statistiques ne permettent tout simplement pas de les distinguer (Desplanques, 1993). Encore aujourd’hui, dans le recensement, les pères sont les hommes qui cohabitent avec des enfants et aucune distinction avec les beaux-pères n’est réalisée (Toulemon, 2013). Aujourd’hui, si les familles recomposées sont identifiables, elle ne sont pas *a priori* distinguées des familles nucléaires. La mise en place du tronc commun des enquêtes ménages (TCM), module de questions commun à une grande partie des enquêtes ménages de l’INSEE, à partir de 1990 a participé à l’uniformisation des variables codant les catégories de ménages. Le type de ménage y est codé en cinq catégories héritières de la typologie de Laslett (1983) : “Personne seule”, “Couple sans enfant”, “Couple avec au moins un enfant”, “Famille monoparentale”, et “Autre type de ménage (ménage complexe)”, comme c’est le cas dans l’enquête Budget de famille (2017).

Ainsi, les familles recomposées et les familles traditionnelles sont confondues dans

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

TABLEAU 1 – Types de ménage selon l’INSEE

	Part (en %)	Effectifs non pondérés
Type de ménage (TCM)		
Personne seule	35	4710
Couple avec au moins un enfant	27	4668
Couple sans enfant	26	4075
Famille monoparentale	9,1	2715
Autre type de ménage (ménage complexe)	2,8	810
Ensemble	100	16978

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France (N = 16978).

Lecture : Parmi les ménages ordinaires résidant en France en 2017, 35% sont des personnes seules.

la catégorie “Couple avec au moins un enfant”, représentant 27% des ménages ordinaires résidant en France. Cette approche, qui s’intéresse seulement à la composition des ménages et non aux liens entre individus ne permet pas de distinguer les familles recomposées des familles traditionnelles, elle assimile toutes les couples avec enfants, presque indépendamment des liens juridiques, économiques ou affectifs qui unissent ces individus. La définition de l’INSEE du couple, qui accorde une grande importance aux représentations de l’enquête.

Encadré n° 1: Couple (définition selon l’INSEE)

Un couple est composé de deux personnes de 15 ans ou plus, habitant le même logement et déclarant actuellement être en couple, quel que soit leur état matrimonial légal (qu’ils soient donc mariés ou non).

Avant 2004, les enquêtes ménages comme le recensement ne considéraient comme couple que les individus unis légalement (Toulemon, 2011). Avec l’augmentation de la cohabitation conjugale, la statistique publique déconnecte progressivement la notion de couple du droit civil pour en privilégier En ce sens, la conjugalité n’est pas ici le reflet de catégories légales, mais des catégories familiales ordinaires. En ce sens, pour la statistique publique, l’alliance est d’abord définit par la co-résidence. En ce qui concerne les liens de filiation, la statistique publique est plus ambiguë. Pour qu’un ménage soit classé dans la catégorie couple avec au moins un enfant ou famille monoparentale, il faut qu’enfant vive avec au moins un de ses parents.

Encadré n° 2: Enfant du ménage (définition selon l'INSEE)

Un enfant, au sens des enquêtes auprès des ménages, est une personne célibataire, qui n'est pas en couple avec une personne de son ménage (au sens des enquêtes auprès des ménages), ayant un parent (père ou mère) dans son ménage, et n'étant pas lui-même parent (père ou mère) d'une personne de son ménage.

Ainsi, la statistique publique met également l'accent sur la cohabitation entre enfant et parent pour classer les ménages en fonction de leur structure familiale. Cependant, elle ne s'y limite pas : les ménages composés d'individus vivant avec leurs grands-parents et sans leur parents sont par exemple classés dans les ménages complexes. C'est bien l'existence d'un lien de filiation direct ou non qui détermine aussi ces catégorisations.

La parenté légale dans les enquêtes ménages

Si les grandes enquêtes de l'INSEE ne proposent généralement pas de variables permettant de distinguer les familles nucléaires des familles recomposées, le Tronc Commun des enquêtes Ménages (TCM) permet de récolter systématiquement des informations sur les liens entre les individus d'un même logement grâce au Tableau des Habitants du Logement (THL). Dans l'enquête Budget de famille (2017), pour chaque individu, sont renseignés les liens entretenus avec chaque autre individu appartenant au même logement.

TABLEAU 2 – Codage de la variable LIEN01-20 : Lien de chaque habitant avec l'individu de NOI = X (X de 01 à 20)

Valeur	Modalité
00	Sans objet (LIEN(A,A))
01	Conjoint
02	Enfant
03	Parent
10	Frère, sœur
21	Petit-enfant
22	Grand-parent
31	Beau-fils, belle-fille
32	Beau-parent
40	Autre lien familial
50	Lien familial indéterminé
60	Ami
90	Autre lien non familial

Note :

Source : Dictionnaire des codes de l'enquête Budget de famille, 2017.

Ces liens sont codés à partir de la déclaration qu'en font les individus, il reflètent donc les catégories familiales ordinaires. La question à l'origine de la déclaration d'un

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

lien entre parent et enfant ne fait ainsi pas référence au droit civil de filiation. Même si les catégories familiales pratiques ne peuvent être réduites à celles du droit civil, elles y sont, de fait, fortement liées (Weber, 2013), de sorte que l'on peut raisonnablement considérer que l'enquête saisit bien des liens établis par le droit. On observe aussi que liens entre beaux-parents et beaux-enfants sont renseignées (modalités 31 et 32). Cependant en cherchant les questions à l'origine du code de ces variables, on comprend que ces modalités correspondent en réalité des relations avec la belle-famille, c'est-à-dire les parents du conjoint. L'absence de cette modalité témoigne de l'impensé que constitue les relations entre un adulte et les enfants de son conjoint, qui n'a pas moins d'existence légale que celles qui concernent la belle-famille, dans la statistique publique. Quoiqu'il en soit, ces variables permettent de saisir les liens de filiation légale. En articulant ceux-ci aux liens conjugaux, il est possible d'identifier les ménages dans lesquels un couple vit avec au moins un enfant qui n'est pas légalement issu de leur union.

Par ailleurs, il ne suffit pas de s'intéresser aux liens de parenté légaux entre les individus appartenant à un unique logement, puisque qu'ils peuvent largement déborder (Bonvalet, 2003 ; Toulemon, 2011). L'enquête Budget de famille, donne justement un certain nombre d'informations sur les parents des individus, y compris lorsqu'ils ne cohabitent pas avec eux.

TABLEAU 3 – Présence des parents dans le logement

	Part	Effectifs non pondérés
Père		
Cohabitant	23%	9907
Décédé	39%	15572
Inconnu	0,6%	310
Non-cohabitant	38%	17027
Manquant	62	62
Mère		
Cohabitante	28%	15302
Décédée	29%	11160
Inconnue	0,1%	53
Non-cohabitante	43%	16359
Ensemble	100%	42874

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Individus (N = 42874).

Lecture : Parmi les individus vivant en ménages ordinaires en France en 2017, 23% vivent avec leur père

En croisant donc les deux variables ci-dessus, nous pouvons identifier les enfants vivants en familles monoparentales ou recomposée selon que l'autre parent réside ailleurs

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

ou que celui-ci est décédé ou inconnu. L'enquête Budget de famille fournit également des informations sur les enfants vivants hors du domicile de leurs parents grâce à une table de données spécifiques à ces individus.

TABLEAU 4 – Lieu de résidence des enfants vivant hors domicile

	Part	Effectifs non pondérés
Lieu de résidence de l'enfant vivant hors-domicile		
Chez son père ou sa mère	38%	925
Dans son propre logement	50%	1441
En logement collectif (cité universitaire, foyer, internat,...)	4,6%	152
Logé ailleurs	7,2%	370
Manquant	12	12
Ensemble	100%	2904

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Enfant résidant hors domicile d'un de leur parent vivant en ménages ordinaires résidant en France (N = 2904).

Lecture : Parmi les enfants vivants hors domicile d'un de leur parent en 2017, 38% vivaient chez l'autre parent

On peut ainsi identifier les parents n'ayant pas la garde principale de leur enfant résidant chez l'autre parent. C'est grâce à cet ensemble de variables que l'on peut distinguer les structures familiales recomposées des structures familiales traditionnelles.

De la situation familiale des enfants à la configuration familiale des ménages

Lorsqu'il s'agit de quantifier l'isolement parental et les recompositions familiales, la statistique publique adopte souvent le point de vue des enfants : "Un enfant sur dix vit dans une famille recomposée" ou "En 2018, 4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile" titrent les dossiers de l'INSEE consacrés à ces questions (Algava, Bloch et Vallès, 2020 ; Lapinte, 2013). L'adoption du point de vue de l'enfant en sociologie constitue un tournant relativement récent qui tient à la diversification des formes familiales (Courtot, Jung et Régnier-Loilier, 2023). Dans les années 1990, devant l'augmentation du nombre de cohabitations conjugales, d'enfants nés hors union légale, de divorces et de familles monoparentales, les sociologues de la famille vont considérer que désormais "*l'enfant fait la famille*" (Déchaux, 2007, p. 32). L'inquiétude portée sur les effets du divorce et des séparations sur les enfants fait d'eux un objet sociologique à part entière (Martin, 1997). D'un point de vue de la statistique publique, il s'agit surtout

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

de considérations pratiques. L'augmentation de la multi-résidence des enfants, en lien avec l'augmentation de la résidence alternée et de la décohabitation plus progressive, pose problème lorsque la statistique publique cherche à caractériser leur situation familiale (Toulemon, 2011). Ainsi, lorsqu'on cherche à quantifier la monoparentalité ou la remise en couple, il est fréquent que les chiffres soient écrits du point de vu des enfants. Pour les mêmes raisons, dans le cadre de ce travail, le repérage des configuration familiales se fera bien à partir de la situation des enfants. Cela garantie la comparabilité de nos résultats avec les travaux existants sur le sujet. Cependant, la focalisation sur la situation de l'enfant pour décrire les situations de monoparentalité ou de recomposition familiale semble également charrier un certain misérabilisme. Les titres cités plus haut ne sont pas sans rappeler ceux des travaux statistiques sur les "enfants pauvres", dont la production est souvent déterminée par des préoccupations politiques et sociales et qui, par l'intermédiaire de la figure de l'enfant, font appel au pathos (Stettinger, 2014). En outre, écrire les statistiques du point de vue des enfants parait d'autant plus problématique que ceux-ci sont rarement interrogés par les grandes enquêtes et que leur situation est presque toujours déduite des déclarations de leurs parents. Dans l'enquête Budget de famille, l'âge moyen des répondants et répondantes se situe ainsi autour de 52 ans. Ainsi, nous concentrerons les analyses sur les ménages et les adultes qui les composent.

Qu'est ce qu'un enfant ?

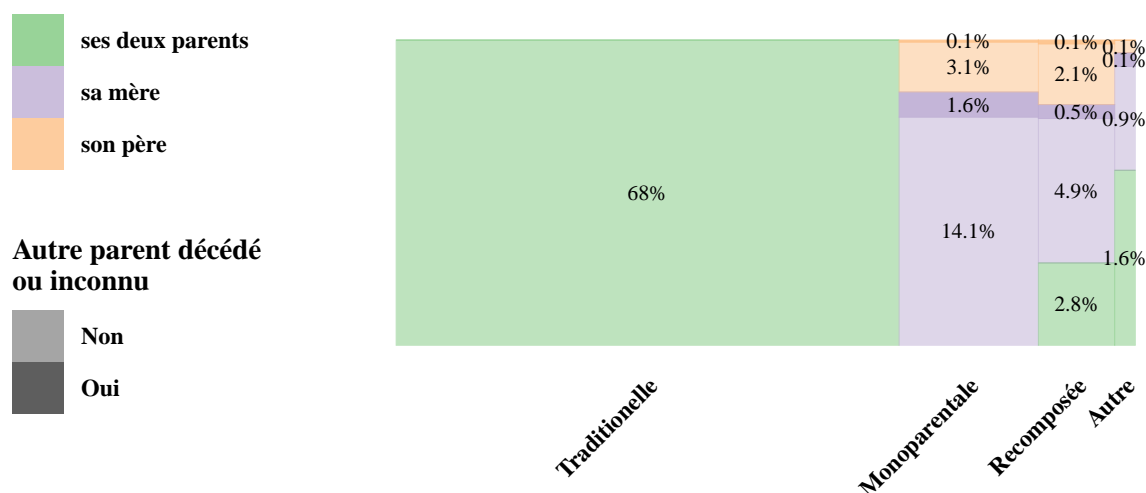
Avant d'essayer d'identifier la situation familiale des enfants, il nous faut d'abord définir ce qu'on entend par "enfant". D'un point de vu sociologique, il n'est pas si aisé de circonscrire cette catégorie d'individus : "enfant" désigne tout aussi bien l'appartenance à une classe d'âge, un statut civil et pénal - celui de mineur -, et une position dans les rapports entre générations familiales. Aucune limite d'âge n'étant fixée, l'INSEE privilégie une définition de l'enfance qui comme position dans les rapports familiaux au sein du groupe qui cohabite et forme un ménage. Dans l'enquête Budget de famille on dénombre ainsi 15 770 enfants au sens du TCM, soit 36,8% des individus du champ de l'enquête.

Pour être en mesure de comparer nos résultats avec ceux produit par la statistique publique, nous aurions aimé choisir de conserver l'ensemble de ceux-ci. En pratique, cela signifie que certains des enfants en question sont très âgés. L'âge maximum des enfants se situe à 75 ans. Les enfants les plus âgés apparaissaient sur-représentés dans les

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

ménages monoparentaux, c'est-à-dire composé d'un enfant en âge adulte et de son parent particulièrement âgé. A l'inverse, lorsqu'on exclu ces cas, les ménages monoparentaux ont en moyenne des enfants plus jeunes que les autres ménages avec enfants. Conserver une définition de l'enfant sans critère d'âge conduisait ainsi à assimiler deux situations qui ne nous paraissent similaires : un parent seul ayant à sa charge de jeunes enfants et un enfant ayant sa charge un parent âgé. Or, dans le cadre de l'étude des familles recomposées, nous nous intéressons aux configurations familiales monoparentales, en tant qu'elles précèdent, généralement, la remise en couple et la formation de familles recomposées. Ainsi, nous avons choisis d'établir un critère d'âge. Nous avons considéré comme enfant les enfants au sens du TCM âgés de moins de 25 ans. L'âge constitue en effet, avec le sexe et la nationalité, une des grandes catégories d'État (Mauger, 2015 ; Rennes, 2019). Produit par les institutions (Chamboredon et Prévot, 1973 ; Guillemard, 2005 ; Lenoir, 1979), la partition enfance, jeunesse, âge adulte, vieillesse rythme les biographies individuelles. Ainsi l'enfance et la jeunesse sont caractérisées par l'instauration d'une dépendance financière à l'égard des adultes (Dunezat, 2023). L'âge de 25 ans constitue seuil à partir duquel les enfants ne peuvent plus être rattachés au foyer fiscal de leur(s) parent(s) et à l'ouverture de droit au Revenu de Solidarité Active (RSA) (Lima, 2015). Ce seuil paraît ainsi correspondre à un changement dans le mode d'administration des populations, il n'en conserve pas moins une part d'arbitraire.

Défini de la sorte, les enfants sont au nombre de 14 722, soit 93,3% des enfants au sens des enquêtes ménages. Ils ont en moyenne 11 ans. 72,4% d'entre eux résident avec leurs deux parents, 22,1% d'entre eux résident seulement avec leur mère et 5,5% d'entre eux seulement avec leur père. Pour 8,3% de ceux qui ne résident qu'avec un seul de leur parent (soit 2,3% des enfants en général), l'autre parent est décédé ou inconnu. Dans les autres cas, celui-ci réside simplement ailleurs. L'enquête ne fournit pas d'informations sur les éventuels contacts et visites des enfants à leur autre parent lorsque celui-ci existe. Enfin parmi les enfants vivants avec un seul de leur parents, 27,5% cohabitent également avec le conjoint ou la conjointe de leur parent. Le graphique ci-dessous résume la situation familiale des enfants, décrite par les liens légaux et la cohabitation. Il distingue les ménages selon leur configuration familiale : traditionnelle, monoparentale et recomposée ou complexe.



Source : Budget de famille, 2017
 Champ : Enfants vivant en ménages ordinaires résidant en France (n = 14289)
 Lecture : 68% des enfants résidant en ménage ordinaires en 2017 vivaient en famille traditionnelle.

FIGURE 1 – Situation familiale des enfants

68% des enfants vivants en ménage ordinaire vivent en famille traditionnelle. C'est de loin la situation la plus courante. Les enfants vivants en familles monoparentale représentent 18,9% de ceux vivants en ménage ordinaires. Les enfants vivants en famille recomposées sont deux fois moins nombreux que ceux vivant en famille monoparentale : ceux-ci représentent 10,4% des enfants vivants en ménage ordinaire, soit environs 1 sur 10. Enfin 2,7% d'entre eux vivent dans des ménages à la configuration familiale complexe, c'est-à-dire avec au moins un de leur parents, mais éventuellement d'autres individus apparentés au deuxième ou troisième degré et/ou avec d'autres individus sans lien de parenté. On retrouve ici des chiffres proches mais néanmoins différents de ceux produit par Algava, Bloch et Vallès (2020) à partir des données du recensement en 2018 qui comptaient 68% d'enfants vivants en familles traditionnelles, 21% en familles monoparentales et 11% en familles recomposées. Il s'agit en premier lieu d'une différence de champ, puisque nous incluons ici les ménages à la configuration familiale complexe, qui sont exclus du de l'analyse de Algava, Bloch et Vallès (2020). Cela s'explique peut-être aussi par les différences de définition du couple et du ménage entre le recensement et les enquêtes ménages (Toulemon, 2011). Enfin cela tient aussi à la limite d'âge que nous avons ici définit pour les enfants (25 ans) ce qui de fait, réduit le nombre de famille considérés comme monoparentales.

Parmi les enfants vivants en familles recomposées, 26,9% sont issus de l'union

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

actuelle et vivent donc, comme ceux vivant en famille traditionnelles, avec leurs deux parents. 51,9% vivent avec leur mère et son conjoint ou sa conjointe et 21,1% vivent avec leur père et son conjoint ou sa conjointe. Ces enfants vivant avec un seul de leur parent remis en couple représente donc 73,1% des enfants vivants en familles recomposées. Pour 92,1% d'entre eux, leur autre parent n'est pas inconnu ou décédé et réside simplement dans un autre logement.

Pour ce qui est des enfants résidant hors domicile d'un parent, qui sont hors champ de l'enquête mais apportent des informations sur les ménages enquêtés, des informations ont été récoltées sur les enfants qui apportent une aide économique à leur parent ou à qui le parent apporte une aide. Dans un souci de cohérence, nous avons adopté une définition proche de celle des enfants du ménage. Sont ainsi considérés comme enfants vivant hors domicile, les enfants résidant ailleurs s'ils sont célibataires et sans enfants et qu'ils ont moins de 25 ans. Ils sont au nombre de 1177 dans l'enquête.

Qu'est ce qu'un adulte ?

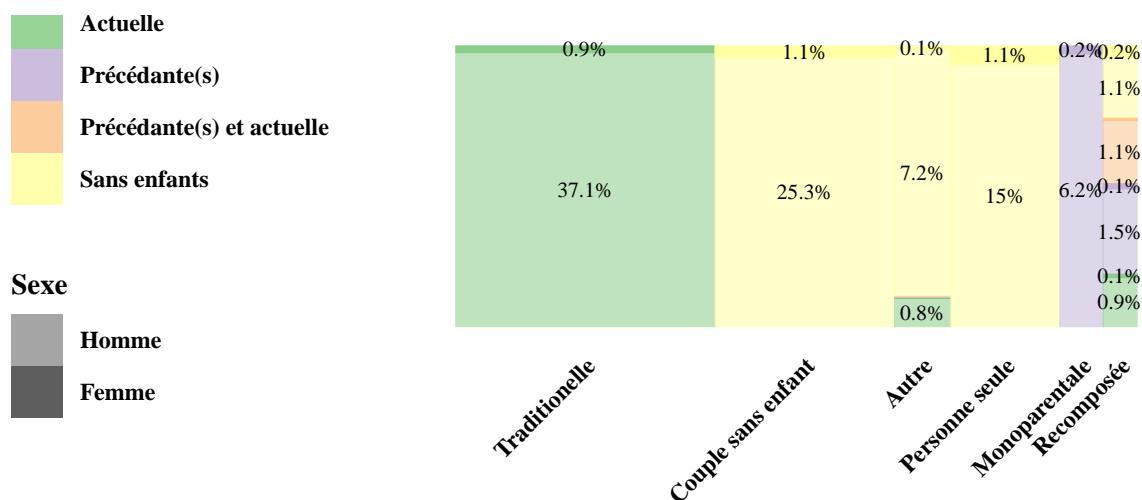
Dans un souci de cohérence et d'intelligibilité des résultats nous avons défini la catégorie des adultes. D'un point de vue sociologique, les adultes constituent pas, encore moins que les enfants, un groupe bien défini. Si l'entrée dans la vieillesse se définit par la sortie du marché du travail (Lenoir, 1979) et arrêt des activités de reproduction sexuelle (**charlap ?**), l'âge adulte se définit en creux, comme l'âge du travail et celui de la reproduction biologique. En miroir avec la catégorie des enfants, les adultes sont ici définis comme l'ensemble des individus qui ne sont pas enfants au sens du TCM et qui ont 25 ans ou plus et moins de 65 ans. Encore une fois, ces critères d'âge ont été choisis en fonction de seuils qui nous paraissent refléter des transformations dans l'administration des populations. L'âge de 65 ans correspond à l'âge d'ouverture des droits au minimum vieillesse (ASPA) et est proche de l'âge conjoncturel moyen de départ à la retraite (63 ans pour les femmes et 62 ans et deux mois pour les hommes). Il s'agit également d'un seuil généralement utilisé dans la statistique publique lorsque l'on étudie la population en âge de travailler. Les adultes ainsi définis sont 19 238 individus dans l'enquête. Ils représentent 68,1% des individus qui ne sont pas des enfants du ménage au sens du TCM. Ces adultes ont en moyenne 44 ans et 11 mois, contre 51 ans et 3 mois pour les individus qui ne sont pas des enfants au sens du TCM.

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

A partir des situations familiales des enfants, il est ainsi possible de déterminer celles des adultes du ménage. Pour chaque enfant, nous avons récupéré l'identifiant du père, de la mère, du conjoint ou de la conjointe du père et du conjoint ou de la conjointe de la mère, lorsque ils et elles faisaient partie du champ de l'enquête. Bien que les couples vivant dans des logements séparés soient plus fréquents lors de la formation d'unions secondaires et que l'absence de cohabitation fasse partie d'un processus de "reconjugalisation" (Régnier-Loilier, 2019), nous avons choisis de considérer comme couple uniquement les conjoints cohabitants. Ce choix tient d'une part à la volonté d'articuler l'absence de parenté légale à la possibilité de construction d'une parenté pratique, ce qui, le plus souvent, suppose le partage du quotidien. D'autre part, cela tient à des considérations pratiques puisque les personnes vivants dans des logements séparés ne sont pas considérés comme faisant partie d'un même ménage et sont donc hors champ de l'enquête. En ce sens, y compris lorsqu'il s'agit de conjoint ou conjointe, l'enquête n'interroge pas leurs caractéristiques sociales et leurs pratiques économiques. Enfin les effectifs concernés dans l'enquête par la conjugalité non-cohabitante sont très faibles et n'aurait pas permis une analyse spécifique.

57,6 % de ces adultes, qu'ils vivent en couple ou non, cohabitent avec des enfants : les leurs ou ceux d'autres individus du ménage. Parmi ces adultes, seuls 14,9% d'entre eux vivent uniquement avec des enfants qui ne sont pas les leurs. 85,1% d'entre eux vivent donc avec leurs enfants (et éventuellement d'autres enfants). Dans 81% des cas, leurs enfants sont uniquement issus du couple qui forme le ménage au moment de l'enquête (ce qui représente 69,1% des adultes vivant dans des ménages avec enfants). Dans 16,2% des cas, leurs enfants sont uniquement issus d'unions qui sont rompues au moment de l'enquête. Dans 2,3% des cas, ces enfants sont issus d'unions précédentes et de l'union actuelle. Le graphique ci-dessous synthétise la situation familiale de ces adultes vivant dans des ménages avec enfants.

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.



Source : Budget de famille, 2017

Champ : Adultes (25–64 ans) résidants avec au moins un enfant en ménages ordinaires résidant en France (n = 20939)

Lecture : 68% des enfants résidant en ménage ordinaires en 2017 vivaient en famille traditionnelle.

FIGURE 2 – Situation familiale des adultes

Vivre dans une famille traditionnelle représente la situation la plus courante pour les adultes vivants dans des ménages avec enfants : ils sont 66,1% dans ce cas. Les adultes vivants en familles recomposées et monoparentales sont moins nombreux. Ils sont 11% à être en situation de monoparentalité, dont majoritairement des femmes (elles représentent 80% des adultes de ménages monoparentaux). Ils sont également 8,6% à vivre dans une famille recomposée. Dans ces familles, seules 25,6% d'entre eux n'ont pas d'enfant, et sont donc seulement beau-père ou belle-mère. 55,8% d'entre eux ont des enfants issus d'unions conjugales autre que le couple actuel formant le ménage. Ce sont principalement les femmes qui sont dans ce cas, puisque 75% des femmes qui vivent en famille recomposées ont des enfants issus d'unions antérieures. 41,8% des adultes vivant en famille recomposés ont, comme dans les familles traditionnelles, des enfants issus de l'union conjugale actuelle, mais seulement 23,2% d'entre eux ont des enfants issus d'union précédente et des enfants issus du couple actuel. Enfin les adultes vivants dans des ménages avec enfants sont 14,1% à vivre dans des ménages dont la configuration familiale ne s'apparente pas à l'une de trois catégories (traditionnelle, monoparentale, recomposée), le plus souvent sans enfants (90% d'entre eux).

La configuration familiale des ménages

Pour classer les différents ménages en fonction de leur configuration familiale, nous avons repris la typologie de ménage de l’Insee (Personne seule sans enfant, personne seule avec enfant, couple sans enfants, couple avec enfants et ménages complexes) en considérant les ménages dont les enfants étaient tous âgés de 25 ans comme des ménages à la configuration familiale complexe. Nous avons ensuite regardé la situation familiales des couples formant le ménage (c’est-à-dire dont au moins l’un des deux membres est la personne de référence du ménage). Nous avons distingué, parmi les couples avec enfants, ceux dont au moins un des membres était beau-père ou belle-mère d’enfants vivants dans le ménage de ceux où l’ensemble des enfants du ménage étaient issus de l’union conjugale actuelle. Par souci de fluidité, nous parlerons souvent de familles recomposées pour désigner ces ménages présentant une configuration familiale recomposée. Pour autant, il faut garder à l’esprit que la recomposition familiale est un phénomène qui déborde largement l’échelle du ménage. Ces familles recomposées sont ainsi au nombre de 634 dans l’enquête. Elles représentent 4% des ménages formés par au moins un adulte âgé d’au moins 25 ans et de moins de 65 ans et 8,5% de ces ménages vivants avec un ou des enfants, contre 23,8% de familles monoparentales et 67,7% de familles traditionnelles.

De grandes familles

Les familles recomposées telles que nous les saisissons dans le cadre de ce travail apparaissent plus nombreuses et plus étendues que les autres. Elles comptent un nombre d’enfants plus important, à la fois au sein du ménage et vivant hors domicile. Ces familles interagissent aussi probablement avec le ou les ex-conjoint·e·s et parents des enfants résidant ou non au domicile du ménage. Nous ne disposons cependant pas de variables permettant de caractériser socialement ces ex-conjoint·e·s, ni les liens entretenus par le ménage ou ses membres avec ceux-ci.

Des familles plus nombreuses et des enfants plus âgés

Les familles recomposées comptent un nombre d’enfants plus important que les autres. Alors que 57 % des familles monoparentales ne comptent qu’un seul enfant vivant

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

dans le ménage, ce n'est le cas que de 34 % des familles recomposées. À l'inverse, 35 % des familles recomposées comptent trois enfants ou plus, contre 10 % des familles monoparentales et 17 % des familles traditionnelles. Ainsi, les familles monoparentales sont davantage représentées parmi les ménages ne comptant qu'un seul enfant, et les familles recomposées sont les plus représentées parmi les familles nombreuses, tandis que les familles traditionnelles sont les plus représentées parmi les ménages comptant deux enfants (47 %).

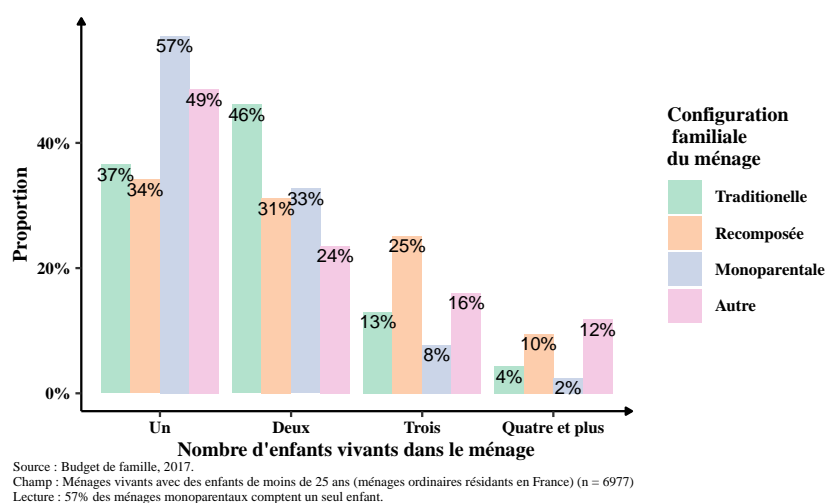


FIGURE 3 – Nombre moyen d'enfants vivant dans le ménage

Ces résultats sont convergents avec ceux obtenus par (algava2018 ?) avec l'enquête Famille et Logements (Insee 2011), qui révèle des pourcentages très proches. Cela s'explique par la présence d'enfants issus de plusieurs unions précédentes et éventuellement de l'union actuelle. Les enfants vivant dans ces ménages à la configuration familiale recomposée sont également en moyenne plus âgés que dans les autres ménages. Ils ont en moyenne 12 ans et 11 mois contre 10 ans et 5 mois dans les ménages à la configuration familiale traditionnelle. En cela, ils se rapprochent des enfants vivant dans les familles monoparentales qui ont en moyenne 12 ans et 10 mois. En effet, avec l'avancée en âge des enfants, au gré des séparations et des remises en couple, les enfants deviennent de moins en moins nombreux à vivre en famille traditionnelle : 8 % des enfants de moins de trois ans vivent dans une famille recomposée, contre 12 % entre 15 et 17 ans (algava2018 ?).

Des enfants vivants hors domicile

Les ménages recomposés sont aussi plus nombreux que les autres à déclarer avoir des enfants résidant hors du domicile du ménage. Ainsi, 16 % des familles recomposées déclarent avoir des enfants résidant hors du domicile, contre 5 % en moyenne. D'une manière générale, ces enfants sont aussi plus nombreux que dans les autres familles : 38 % des familles recomposées ayant des enfants vivant hors du domicile du ménage en ont au moins deux, contre 31 % des ménages à la configuration traditionnelle et 30 % des personnes seules. D'une manière générale, les enfants vivant hors du domicile sont souvent de jeunes adultes résidant hors du domicile parental ou des enfants résidant de manière principale, exclusive ou alternée chez un autre parent. Parmi les couples sans enfants, qui sont 5 % à déclarer des enfants hors du domicile du ménage, seuls 2 % déclarent des enfants vivant chez l'autre parent d'un · e des membres du couple. Parmi les familles traditionnelles, dont 3 % ont des enfants vivant hors du domicile, seules 1 % ont des enfants vivant chez l'autre parent d'un · e des membres du couple. Dans ces couples, les enfants résidant hors du domicile du ménage sont donc majoritairement des enfants résidant hors du domicile parental. Ainsi, ces enfants sont en moyenne plus âgé · e · s (20 ans) que ceux déclarés par les ménages à la configuration familiale recomposée, les parents de familles monoparentales et les célibataires résidant seuls. Dans les familles recomposées, les enfants résidant hors domicile sont principalement des enfants d'un · e des conjoint · e · s vivant chez son autre parent : 11 % des familles recomposées déclarent en effet des enfants dans cette situation. Ces enfants vivant hors du domicile sont aussi les plus jeunes : iels ont en moyenne 17 ans et 10 mois, et 16 ans et 7 mois lorsqu'ils résident chez leur autre parent. Ces résultats suggèrent que les remises en couple des parents ayant des enfants issus d'une ou plusieurs unions précédentes se font, davantage que les autres, avec des conjoint · e · s ayant également des enfants issus de précédentes unions, que ceux-ci cohabitent ou non avec leur parent.

Comme expliqué dans la deuxième partie de ce chapitre, les couples déclarant des enfants d'un · e seul · e des deux conjoint · e · s ne résidant pas au domicile du ménage n'ont pas été catégorisés avec les familles recomposées, puisque nous avons privilégié une définition centrée sur la cohabitation. Pour autant, les ménages à la configuration recomposée représentent 18 % des ménages qui déclarent au moins un enfant résidant au

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

domicile d'un autre parent.

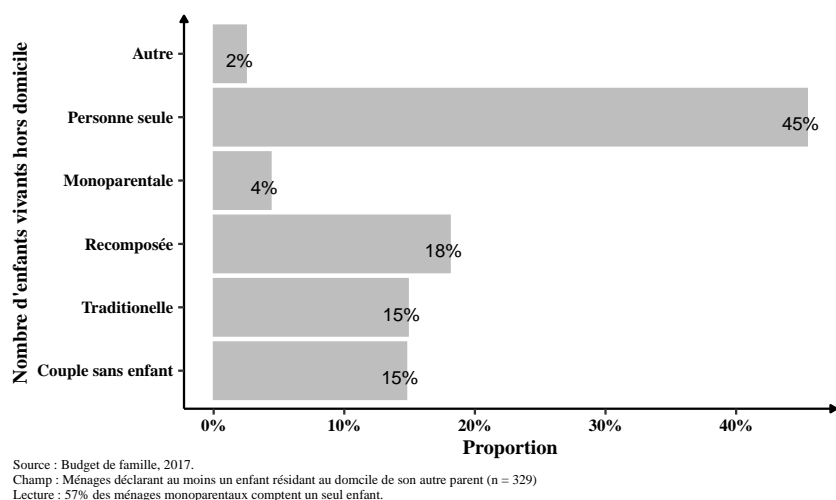


FIGURE 4 – Nombre moyen d'enfants hors du ménage dans le ménage

De ce fait, elles représentent 37,5 % des familles recomposées, au sens large du terme, si l'on exclut les ménages à la configuration familiale complexe (classés dans "autre"). Avec le recodage proposé dans ce travail, on saisit donc non seulement les recompositions familiales qui interviennent à l'échelle du ménage, mais aussi une part non négligeable de celles qui interviennent à une échelle plus large.

Finalement, le travail de recodage réalisé pour saisir les configurations familiales recomposées conserve le ménage comme unité d'analyse statistique. Cela tient autant à des choix méthodologiques qu'à des considérations pratiques. D'une part, seules les pratiques économiques des membres du ménage sont interrogées par l'enquête. Lorsqu'on choisit de travailler sur celles-ci, il faut bien 'faire avec'. D'autre part, les frontières du ménage correspondent généralement aux frontières du logement. En donnant ainsi de l'importance à la cohabitation, on considère que le partage d'un quotidien est une condition de possibilité de la construction d'une forme de parenté pratique, entre individus qui ne sont pas apparentés légalement. Du même coup, on exclut cette possibilité entre individus ne résidant pas ensemble. En ce sens, la définition ainsi produite des configurations familiales recomposées coïncide avec celle qui est généralement proposée par les études statistiques, fondée sur la résidence principale des enfants (Bloch, 2020). Ainsi, de nombreuses variables ont été construites à partir de cette articulation entre la parenté civile et la cohabitation pour qualifier la configuration familiale du ménage. Pour prendre en compte autant que possible le phénomène de recomposition à une échelle plus large que celle du ménage, des

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

variables ont été construites pour déterminer l'existence d'enfants et de parents au sens légal des termes, résidant hors du domicile du ménage.

Chapitre 1. Saisir les remises en couple, repérer les familles recomposées. Faire (avec) le ménage dans les données.

Chapitre 2 : Se remettre en couple. Des configurations conjugales spécifiques.

Avec l'augmentation des divorces et des séparations, les trajectoires conjugales sont devenues plus variées et complexes. Non seulement les unions durables sont de moins en moins courantes, mais il est également devenu plus fréquent de vivre plusieurs unions au cours de sa vie (**Rault ?** et Régnier-Loilier, 2015). En 2013, une personne sur cinq âgée de 26 à 65 ans avait connu deux relations de couple, et 5 % en avaient vécu trois ou plus. Il est également de plus en plus commun que le premier partenaire ait déjà vécu en couple. Les premières unions deviennent de plus en plus courtes au fil des générations : 40 % des personnes nées entre 1978 et 1987 et ayant déjà vécu en couple ont eu une première relation qui a duré moins de dix ans, contre 16 % pour celles nées entre 1948 et 1957 (**Costemalle2015 ?**). En revanche, l'âge et le sexe des individus n'influencent pas de la même manière les premières mises en couples et les unions suivantes, en particulier lorsque des enfants sont issus des premières (**singly1983 ? ; cassan2005 ?**).

Ce chapitre discute les effets des probabilités différenciées de remises en couple entre homme et femmes sur les configurations de genre des couples à l'origine des recompositions familiales. On entend par configuration de genre d'un couple, l'articulation entre la position de chaque conjoint-e dans les rapports sociaux de sexe et le volume et la structure des capitaux respectivement détenus par les conjoint-e-s. Elle permet ainsi de saisir les rapports de pouvoir se déployant, localement, au sein de la famille. Pour cela, nous nous placerons d'abord à l'échelle individuelle pour aborder les caractéristiques sociales spécifiques des individus selon leur position dans la famille (mère, père, beau-père, belle-mère). Ensuite,

à l'échelle du couple, nous interrogerons les caractères plus ou moins inégalitaires des unions formées après une première histoire conjugale et familiales d'au moins l'un des deux membres. Enfin, à partir des caractéristiques sociales des conjoint-e-s et du ménage formé par ceux-ci, nous chercherons à situer socialement les recompositions familiales à l'échelle de la société française.

Mères, pères, beaux-pères et belles-mères

Le genre des unions secondaires : des mères et des beaux-pères

Lors des séparations et des divorces, il est courant que la résidence principale des enfants soit fixée chez leur mère, si bien que un an après la séparation les trois quarts des enfants résident exclusivement chez leur mère (**Bonnet2015 ?**). Même si la résidence alternée tend à augmenter (en 2020, 12% des enfants dont les parents sont séparés (**Bloch ?**)), les pères restent peu nombreux à en faire la demande (**collectif ? onze**). Ainsi, les familles monoparentales sont, dans leur écrasante majorité formées par des mères célibataires et leurs enfants cohabitants. Parallèlement, les femmes d'autant plus lorsqu'elles sont âgées et qu'elles ont des enfants, ont des plus faibles probabilités que les hommes de se remettre en couple (**singly1983 ? ; cassan2005 ?**). L'articulation entre, d'un côté, l'extrême féminisation de la monoparentalité et de l'autre, la moindre possibilité pour ces femmes de reformer des unions conjugales fait de la recomposition familiale, moins une suite logique des biographies conjugales qu'une situation très spécifique. Le graphique ci-dessous présente justement la situation parentale des individus apparentant des couples formés après une première histoire conjugale et familiale d'au moins l'un-e des conjoint-e-s.

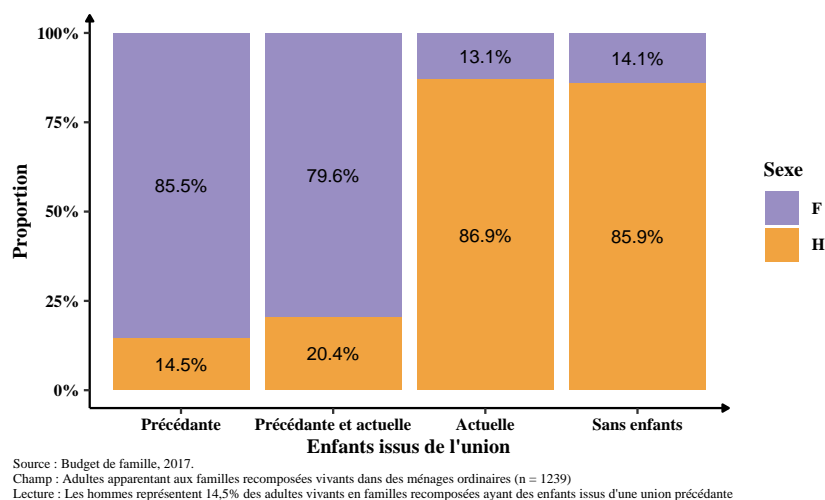
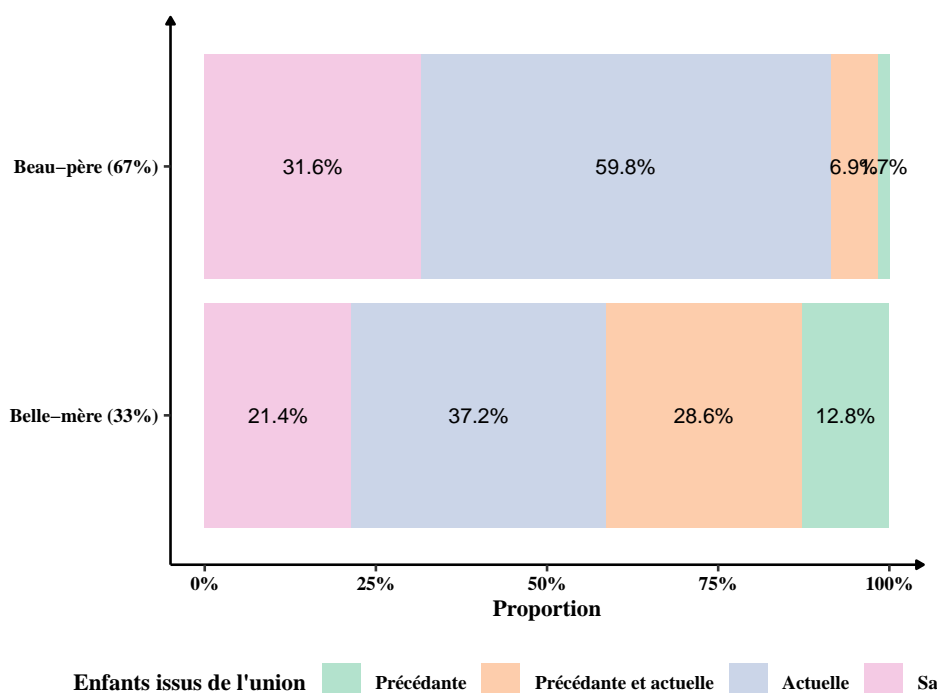


FIGURE 5 – Appartenance aux groupes de sexe des parents et beaux parents

Les parents de familles recomposées sont le plus souvent des femmes. Dans les familles recomposées, ce sont le plus souvent elles qui ont des enfants issus d'une union précédente. Elles sont aussi plus nombreuses que les hommes à avoir des enfants à la fois issus d'union précédente et actuelle (79,6% sont des femmes quand 20,4% sont des hommes). Ainsi les beaux-parents sont le plus souvent des hommes : 85,9% des beaux-parents n'ayant pas d'enfants sont des beaux-pères et 86,9% de ceux ayant des enfants issus de l'union actuelle sont des beau-pères.

Les probabilités différentielles de remises en couple entre hommes et femmes, et en particulier entre pères et mères explique que l'on trouve, proportionnellement plus de pères de famille recomposées ayant des enfants issus d'une ou de plusieurs unions précédentes que de pères célibataires. Ainsi le différentiel de probabilité de remise en couple entre pères et mères célibataires ne réduit que légèrement la sur-représentation des mères de famille recomposées ayant des enfants issus d'unions précédentes par rapport aux mères célibataires.

Les beaux-pères représentent ainsi deux tiers des beaux-parents cohabitant avec les enfants de leurs conjoint ou conjointe. Dans la grande majorité des cas (91,4%), ces beaux-pères n'avaient pas d'enfant avant de former l'union actuelle. A l'inverse, lorsque les femmes deviennent belles-mères, elles sont plus nombreuses à déjà avoir des enfants issus d'unions précédentes (41,4%). Le graphique ci-dessous présente les histoires parentales des beaux-parents en fonction de leur appartenance aux groupes sociaux de sexe.



Source : Budget de famille, 2017.

Champ : beaux-parents apparentant aux familles recomposées vivants dans des ménages ordinaires (n = 696)

Lecture : 59,8% des beaux-pères vivants en famille recomposées ont des enfants issus uniquement de l'union actuelle.

FIGURE 6 – Histoire parentale des beaux parents en fonction de leur sexe

Les situations parentales différenciées des hommes et des femmes dans les familles recomposées justifient ainsi un traitement spécifiques des beau-parents et des parents selon l'appartenance aux catégories sociales sexe des individus qui composent ces couples.

Cependant, les remises en couple ne sont pas systématiquement des remise en couple hétérosexuel. Dans l'enquête, les ménages à la configuration traditionnelle sont tous formés par un homme et une femme. L'absence de famille homoparentale dans l'enquête budget de famille 2016 est donc notable, mais s'explique aisément par la législation qui interdit, avant 2013 l'adoption aux conjoints de mêmes sexes. En revanche, les couples à l'origine de recompositions familiales sont dans 3,5% des cas, des couples de même sexe. Cette proportion est similaire chez les couples sans enfants. Les couples de même sexe formés secondairement et vivants avec des enfants issus d'une précédente union sont pour l'essentiel des couples de femmes : ils représentent 2,8% des couples formant des ménages recomposés. Ces résultats concordent avec les études statistiques sur les couples de même sexe : En 2018, 14% des couples en général et un quart des couples de femmes vivaient avec des enfants (**algavaPenant ?**). Les biographies conjugales des hommes et des femmes en couple avec un individu du même sexe sont en effets différenciées. Alors que chez les

hommes, l'entrée dans la sexualité est généralement suivie d'une mise en couple rapide avec un autre homme, les femmes en couple avec d'autres femmes ont plus souvent déjà connu une période de conjugalité hétérosexuelle (**RaultLambert ?**). Ainsi, les unions secondaires, en particulier pour les femmes, peuvent être l'occasion d'une reconfiguration des positions dans les rapports sociaux de sexe à l'échelle du couple. Pour autant, ces situations restent marginales dans l'enquête : elles concernent seulement 18 couples.

Se remettre en couple quand on a des enfants

Les trajectoires conjugales – comprenant les mises en couple, les séparations et les remises en couple – sont des phénomènes complexes influencés par une variété de facteurs socio-démographiques et familiaux. Les chances de se remettre en couple après une séparation diffèrent significativement entre les hommes et les femmes. Les hommes se remettent ainsi plus fréquemment et plus rapidement en couple que les femmes (**singly1983 ? ; cassan2005 ?**). Cela s'explique par les effets différenciés de l'âge et de l'existence d'enfants issus d'unions précédentes sur les chances de remise en couple des hommes et des femmes. En effet, l'avancée en âge diminue significativement les chances de reformer une nouvelle union (**costemalle2015 ?**). Ainsi, les parents qui se remettent en couple sont en moyenne plus jeunes que ceux ne formant pas de nouvelle union (Demaison et al., 2019b). L'effet de l'âge est cependant plus important pour les femmes : les écarts d'âge en défaveur des femmes dans les couples hétérosexuels (**bozon2006 ?**), et en particulier l'affirmation de préférences pour des femmes plus jeunes avec l'avancée en âge des hommes (**BERGSTROM ?**), font diminuer les chances de reformer un couple pour les femmes les plus âgées.

Ainsi, les hommes et les femmes vivants dans des ménages à la configuration familiale traditionnelle ou recomposée ont des âges similaires. Les femmes sont en moyenne âgées de 41 ans dans les familles traditionnelles et de 41 ans et 2 mois dans les familles recomposées. Les hommes sont en moyenne âgés de 43 ans et 7 mois dans les familles traditionnelles et de 43 ans et 11 mois dans les familles recomposées, avec des écart-types similaires pour les hommes et les femmes. En d'autre terme, l'effet biographique lié à une seconde union forcément plus tardive que la première est compensé par la plus faible probabilité de se remettre en couple avec l'avancée en âge.

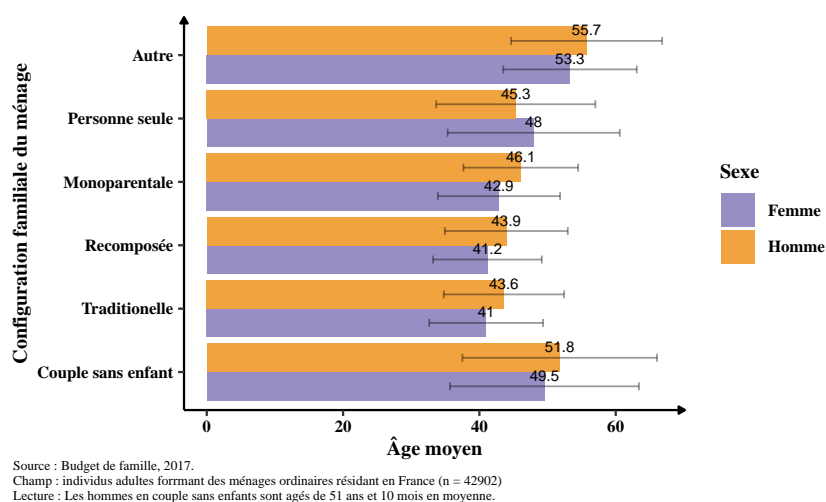


FIGURE 7 – Âge moyen (et écart-type) des hommes et des femmes par type de ménage

La position dans les rapports sociaux de classe joue, ici aussi, de manière différenciée selon l'appartenance aux groupes sociaux de sexe des parents célibataires (Demaison et al., 2019b). Les hommes cadres, ainsi que les artisans-commerçants, sont parmi ceux qui ont les meilleures chances de reformer une union. Pour les femmes, en revanche, la situation est plus complexe. Les femmes cadres ont, à situations égales, moins de chance de se remettre en couple. Un niveau d'indépendance économique élevé peut réduire les pressions à se remettre en couple, permettant à certaines de choisir le célibat (**bonnet ?**). Bien que les non-diplômés, hommes ou femmes, aient une probabilité plus faible de se remettre en couple, l'effet du diplôme n'est pas linéaire. Chez les hommes, cette probabilité est la plus élevée pour ceux ayant un baccalauréat, et la plus faible pour les non-diplômés.

Les tableaux ci-dessous présentent les caractéristiques sociales des hommes et des femmes en fonction de leur statut parental. Les catégories observées incluent les hommes/femmes sans enfants (célibataires ou en couple) et les pères/mères (célibataires, en couple parental, remis en couple, c'est-à-dire vivant en couple mais ayant des enfants d'une précédente union). On limite ici l'analyse aux enfants vivant dans le ménage, les pères ou mères considéré-e-s comme remis en couple sont donc ceux dont les enfants issus d'unions antérieures cohabitent avec elles ou eux. On entend par couple parental la situation dans laquelle une personne est en couple avec l'autre parent de l'ensemble de ses enfants. De ce fait, les hommes et femmes classé-e-s parmi les pères et mères remis en couple peuvent ou non avoir eu des enfants de cette nouvelle union. Compte tenu des effectifs, nous ne distinguons pas ces deux types de situations. Les caractéristiques

sociales présentés sont le niveau de diplôme, la catégorie socioprofessionnelle et la tranche de revenus.

Encadré n° 3: Recodages des CSP et du niveau de diplôme

La catégorie socio-professionnelle a été recodée, comme dans l'article de Joannie Cayouette-Remblière et Mathieu Ichou [cayouette-remblière2019] à partir des catégories de l'INSEE, en s'inspirant des travaux de @vanzanten2009 et @Bouffartigue, 2001 sur les classes moyennes et supérieures. En distinguant donc au sein des cadres et professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires, les individus travaillant dans le public de ceux travaillant dans le privé. Ainsi, au sein de professions intermédiaires nous distinguons les technicien-ne-s, des "médiateur-ice-s". Ce dernier groupe comprend les professions de l'enseignement, de la santé, du social, de l'administratif et du commerce. Au sein, des classes supérieures, on regroupe les cadres du privé et les chefs d'entreprises d'un côté, les cadres du public et de la culture de l'autre. Au sein des classes populaires, nous avons distingué les catégories qualifiées des catégories non-qualifiées. En particulier, nous avons considéré comme employés qualifiés les

Le niveau de diplôme est recodé en sept postes, en reprenant les mêmes catégories que @cayouette-remblière2019

Les mères remises en couple présentent des caractéristiques sociales proches des mères célibataires. En effet, elles sont en moyenne moins diplômées que les mères en couple parental : elles sont 47 % et 50 % à avoir un diplôme inférieur au bac, contre 36 % des mères en couple avec l'autre parent de leurs enfants. Elles occupent plus souvent des emplois subalternes et sont sous-représentées parmi les cadres, cheffes d'entreprises, professions libérales, petites indépendantes et cadres du public ou de la culture, par rapport aux autres femmes, y compris les mères en couple parental. Les mères célibataires, et surtout celles remises en couple, apparaissent sur-représentées chez les ouvrières non qualifiées et chez les employées qualifiées. En revanche, les mères remises en couple ont, dans leur ensemble, des revenus plus élevés que les mères célibataires : elles sont 56 % à gagner plus de 1 250 euros mensuels, contre 49 % des mères célibataires, ce qui les rapproche davantage des mères en couple parental (55 %). Ces caractéristiques socio-démographiques partagées entre les mères de familles monoparentales et celles de familles recomposées sont relativement stables au cours de la trajectoire individuelle. Elles confirment la continuité biographique entre période de monoparentalité et remise en couple. Cette continuité n'est cependant pas identique pour les hommes et les femmes. En effet, si les mères de familles monoparentales et recomposées se ressemblent, les pères de familles monoparentales et

TABLEAU 5 – Caractéristiques sociales des femmes en fonction de leur statut parental

	Femme sans enfants		Mères			Ensemble
	Célib.	Couple	Célib.	Couple parent.	Remise en couple	
Plus haut niveau de diplôme, %						
Doctorat, ingénieur, grande école	4	4	2	4	0	4
Master, bac+6	10	8	6	10	7	9
Licence, BTS, DUT, santé social	24	21	22	30	24	25
Baccalauréat	16	15	20	20	22	18
CAP ou BEP	19	27	25	19	23	22
Brevet des collèges	7	7	4	5	7	6
Sans diplôme ou CEP	21	18	21	12	17	16
Catégorie socioprofessionnelle, %						
Petit-e indépendant-e	3	4	3	4	3	3
Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	9	6	7	9	6	8
Cadre du public/culture	5	5	4	6	4	5
Médiateur-ice	17	16	17	21	18	18
Technicien-ne	1	2	1	3	1	2
Employé-e qualifié-e	19	18	22	19	25	19
Employé-e non qualifié-e	10	13	16	15	14	14
Ouvrier-e qualifié-e	4	3	4	3	3	3
Ouvrier-e non qualifié-e	4	4	7	4	9	5
Retraité-e	20	23	3	1	1	11
Autre inactif-ve	7	6	16	14	15	11
Tranche de revenus, %						
Sans revenus	5	6	13	8	9	8
Moins de 550	13	16	16	15	14	15
Entre 550 et 850	8	6	8	7	7	7
Entre 850 et 1250	14	16	13	13	14	14
Entre 1250 et 1850	19	21	18	22	21	21
Entre 1750 et 2250	18	16	13	14	16	15
Entre 2250 et 2950	13	10	9	12	10	11
Plus de 2950	11	8	8	9	9	9
Ensemble, %	100	100	100	100	100	100
Effectifs, n (unweighted)	1 547	2 587	2 306	3 843	568	10 851

¹ % ; n (unweighted)

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Femmes vivants en ménages ordinaires résidant en France (N =).

Lecture : 4% des femmes célibataires sans enfants sont diplômés d'un doctorat, d'une école d'ingénieur ou d'une grande école.

recomposées semblent présenter des caractéristiques assez différentes.

Les pères remis en couple présentent des caractéristiques distinctes lorsqu'on les compare aux autres catégories d'hommes. En termes de niveau de diplôme, ils se démarquent par une proportion légèrement plus faible de titulaires de doctorats ou de diplômes d'ingénieur (3 %) par rapport aux autres pères. Ils apparaissent légèrement moins diplômés que les pères célibataires et les pères en couple parental (30 % d'entre eux ont un diplôme supérieur au baccalauréat, contre 35 % des pères célibataires et 36 % des pères en couple parental). Ils restent en revanche relativement plus diplômés que les hommes sans enfants (12 % sont sans diplôme contre 19 % des célibataires sans enfants et 16 % des hommes en couple sans enfants).

Sur le plan socioprofessionnel, ces pères se caractérisent par une sur-représentation dans les catégories d'ouvriers qualifiés (27 %), ce qui les rapproche des autres pères (26

TABLEAU 6 – Caractéristiques sociales des hommes en fonction de leur statut parental

	Hommes sans enfants		Pères			Ensemble
	Célib.	Couple	Célib.	Couple parent.	Remis en couple	
Plus haut niveau de diplôme, %						
Doctorat, ingénieur, grande école	5	6	7	8	3	7
Master, bac+6	8	7	4	7	7	7
Licence, BTS, DUT, santé social	19	18	24	21	19	20
Baccalauréat	17	15	11	18	20	17
CAP ou BEP	27	33	35	28	34	29
Brevet des collèges	5	5	6	4	5	5
Sans diplôme ou CEP	19	16	13	14	12	15
Catégorie socioprofessionnelle, %						
Petit-e indépendant-e	8	9	9	10	9	9
Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	10	15	16	18	12	15
Cadre du public/culture	6	4	4	5	4	5
Médiateur-ice	8	8	16	11	18	10
Technicien-ne	10	9	6	10	11	10
Employé-e qualifié-e	6	6	5	7	8	7
Employé-e non qualifié-e	4	3	3	3	5	3
Ouvrier-e qualifié-e	19	16	26	24	27	21
Ouvrier-e non qualifié-e	9	4	7	7	6	6
Retraité-e	13	24	4	3	0	11
Autre inactif-ve	7	2	4	3	2	4
Tranche de revenus, %						
Sans revenus	7	2	5	3	1	4
Moins de 550	13	7	5	6	4	8
Entre 550 et 850	6	3	5	3	5	4
Entre 850 et 1250	10	8	5	8	6	8
Entre 1250 et 1850	21	25	25	19	20	21
Entre 1750 et 2250	17	21	19	21	27	20
Entre 2250 et 2950	13	15	16	17	21	16
Plus de 2950	13	19	19	23	16	20
Ensemble, %	100	100	100	100	100	100
Effectifs, n (unweighted)	1 445	2 448	281	4 020	193	8 387

¹ % ; n (unweighted)

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Hommes vivants en ménages ordinaires résidant en France (N =).

Lecture : 8% des hommes célibataires et sans enfants sont diplômés d'un master ou d'un diplôme de niveau bac+6.

% des pères célibataires et 24 % des pères en couple parental sont ouvriers qualifiés), contre 21 % des hommes en général. En revanche, ils se distinguent des hommes sans enfants et des pères en couple parental par leur sur-représentation dans les catégories socioprofessionnelles plutôt féminisées : 13 % sont employés contre 9 % des hommes en général, et 18 % sont médiateurs contre 10 % des hommes en général. C'est aussi le cas pour les pères célibataires, qui sont eux aussi sur-représentés dans la catégorie des médiateurs.

En termes de revenus, les pères remis en couple tendent à se situer dans les tranches intermédiaires : ils sont moins nombreux que les autres hommes à avoir de très faibles revenus (seuls 5 % d'entre eux ont des revenus inférieurs à 550 euros mensuels, contre 11 % des hommes) mais sont aussi moins nombreux que les autres (à l'exception des hommes célibataires sans enfants) à avoir des revenus élevés (16 % d'entre eux gagnent plus de 2 950 euros mensuels, contre 20 % des hommes en général).

On peut avancer plusieurs hypothèses liées aux bénéfices différenciés à la conjugalité des hommes et des femmes. Ainsi, si la continuité entre situation de monoparentalité et remise en couple apparaît assez nette pour les femmes, elle l'est beaucoup moins pour les hommes. Les hommes reformant des unions apparaissent assez différents de ceux élevant leurs enfants seuls. En premier lieu, le niveau de diplôme, la profession, le revenu et le patrimoine peuvent influencer la probabilité de se remettre en couple davantage pour les hommes ayant des enfants à charge que pour les femmes dans cette situation. Dans ce cas, cela signifie que les hommes les plus dotés culturellement et économiquement se remettraient moins en couple que ceux disposant de moins de ressources. Moins contraints sur le plan économique, les avantages matériels et financiers à la conjugalité et à la cohabitation jouent peut-être relativement moins pour eux que ceux disposant de plus faibles ressources.

L'autre explication tient au fait que la situation de monoparentalité ne précède pas nécessairement la reconstitution familiale. En effet, la remise en couple d'un parent n'ayant pas la garde de ses enfants pourrait favoriser l'obtention de la garde de ceux-ci. À notre connaissance, des travaux portant sur de telles décisions de justice n'existent pas. Cependant, lorsqu'il s'agit de fixer la résidence principale des enfants lors d'une séparation, les juges aux affaires familiales mobilisent des critères différents pour évaluer cette possibilité chez les hommes et les femmes (**tribunal ? des couples**). Là où un logement petit, des revenus faibles et la difficile articulation entre travail à plein temps et garde des enfants sont jugés problématiques pour les pères, ils ne le sont pas pour les mères. On peut donc penser que ces mêmes facteurs jouent si une demande de réexamen de la résidence des enfants est formulée après une remise en couple. Ainsi, l'accès à un logement plus grand, les économies d'échelle et la prise en charge du travail domestique voire parental par la nouvelle conjointe pourraient favoriser l'obtention de la résidence (alternée ou exclusive) par les pères n'ayant auparavant qu'un droit de visite. Ces mêmes facteurs pourraient expliquer que les pères n'ayant pas demandé la résidence de leurs enfants lorsqu'ils étaient célibataires formulent cette demande une fois remis en couple.

Beaux-pères et belles-mères

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques des hommes adultes vivants en familles recomposées en fonction de leur situation parentale au moment de leur remise en

couple. Il distingue les cas où les hommes remis en couple sont pères et se mettent en couple avec un-e conjoint-e sans enfant (pères sans beaux-enfants), où les hommes sont pères et se mettent en couple avec un-e conjoint-e ayant des enfants (beaux-pères avec enfants) et où les hommes sont sans enfants et se mettent en couple avec un-e conjoint-e ayant des enfants (beau-père sans enfants).

TABLEAU 7 – Caractéristiques sociales des hommes vivants en familles recomposées en fonction de leur statut parental (au moment de la remise en couple)

Characteristic	Beau-père avec enfants	Beau-père sans enfants	Père sans beaux-enfants	Ensemble
Plus haut niveau de diplôme, %				
Doctorat, ingénieur, grande école	3	3	4	3
Master, bac+6	9	4	7	6
Licence, BTS, DUT, santé social	20	17	19	18
Baccalauréat	27	20	17	20
CAP ou BEP	24	33	37	33
Brevet des collèges	4	4	5	4
Sans diplôme ou CEP	13	18	10	16
Catégorie socioprofessionnelle, %				
Petit-e indépendant-e	7	12	10	11
Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	11	14	13	13
Cadre du public/culture	3	2	5	3
Médiateur-ice	26	9	14	12
Technicien-ne	7	8	11	9
Employé-e qualifié-e	6	7	10	7
Employé-e non qualifié-e	3	3	6	3
Ouvrier-e qualifié-e	26	26	26	26
Ouvrier-e non qualifié-e	11	10	3	9
Retraité-e	0	3	0	2
Autre inactif-ve	1	5	2	4
n_EnfantsHD, %				
Avec enfant(s)	15	17	10	15
Sans enfant	85	83	90	85
Ensemble, %	100	100	100	100
Effectifs, n (unweighted)	73	432	105	610

¹ % ; n (unweighted)

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : hommes appartenant à des familles recomposées (ménages ordinaires résidant en France) (N = 610).

Les beaux-pères sans enfants au moment de la remise en couple apparaissent moins diplômés que les pères : ils sont moins souvent titulaires de diplôme d'un niveau supérieur au baccalauréat que les pères : 24% contre 32% des pères ayant de beaux-enfants et 30% des pères sans beaux-enfants. Les beaux-pères qui avaient déjà des enfants au moment de la remise en couple sont représentés chez les professions intermédiaires occupants des postes de médiateurs par rapports aux autres hommes vivant en familles recomposées. Les beaux-pères (avec ou sans enfants) sont aussi sur-représentés chez les ouvriers non-qualifiés si on les compare aux pères sans beaux-enfants. Les différences de revenus observées entre ces catégories d'hommes ne sont en revanche pas significatives.

Comme le tableau précédant, le tableau ci-dessous présente les caractéristiques sociales des femmes vivant dans des familles recomposées, en fonction de leur statut parental au moment de la remise en couple. Il compare trois groupes : les belles-mères

avec enfants, les belles-mères sans enfants, et les mères sans beaux-enfants.

TABLEAU 8 – Caractéristiques sociales des femmes vivants en familles recomposées en fonction de leur statut parental (au moment de la remise en couple)

Characteristic	Belle-mère avec enfants	Belle-mère sans enfants	Mère sans beaux-enfants	Ensemble
Plus haut niveau de diplôme, %				
Doctorat, ingénieur, grande école	0	1	0	0
Master, bac+6	9	18	7	10
Licence, BTS, DUT, santé social	28	25	23	24
Baccalauréat	22	20	23	22
CAP ou BEP	20	27	24	24
Brevet des collèges	6	3	7	6
Sans diplôme ou CEP	16	6	16	13
Catégorie socioprofessionnelle, %				
Petit-e indépendant-e	6	1	2	3
Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	9	6	6	6
Cadre du public/culture	8	7	3	5
Médiateur-ice	22	24	18	20
Technicien-ne	0	1	2	1
Employé-e qualifié-e	28	14	25	22
Employé-e non qualifié-e	5	14	15	13
Ouvrier-e qualifié-e	1	14	4	6
Ouvrier-e non qualifié-e	5	7	10	9
Retraité-e	0	0	1	1
Autre inactif-ve	15	11	15	14
Tranche de revenus, %				
Sans revenus	5	9	9	9
Moins de 550	15	7	13	12
Entre 550 et 850	9	3	6	6
Entre 850 et 1250	7	16	16	15
Entre 1250 et 1850	24	17	21	20
Entre 1750 et 2250	13	29	17	20
Entre 2250 et 2950	13	15	10	12
Plus de 2950	14	4	8	8
n_EnfantsHD, %				
Avec enfant(s)	0	1	3	2
Sans enfant	100	99	97	98
Ensemble, %	100	100	100	100
Effectifs, n (unweighted)	78	113	438	629

¹ % ; n (unweighted)

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : femmes appartenant à des familles recomposées (ménages ordinaires résidant en France) (N = 610).

Les belles-mères sans enfants au moment de la mise en couple sont davantage diplômées que les autres groupes, avec 18 % ayant un Master, contre seulement 9 % des belles-mères avec enfants et 7 % des mères sans beaux-enfants. Diplômes intermédiaires : Les femmes ayant un diplôme de niveau Licence, BTS, DUT ou équivalent sont bien représentées dans tous les groupes, avec une légère prédominance chez les belles-mères avec enfants (28 %). Diplômes faibles : Une proportion notable de femmes sans diplôme ou ayant un diplôme de niveau CAP/BEP est observée, notamment chez les belles-mères sans enfants (33 %) et les mères sans beaux-enfants (40 %). Catégorie socioprofessionnelle : Professions supérieures : Les cadres, chefs d'entreprise et professions libérales sont plus présentes chez les belles-mères avec enfants (9 %) que dans les autres groupes (6 %). Employées qualifiées : Les belles-mères avec enfants sont surreprésentées parmi les employées qualifiées (28 %) par rapport aux belles-mères sans enfants (14 %) et aux mères sans beaux-enfants (25 %). Inactivité et précarité : Une proportion importante de femmes, notamment dans les

groupes des belles-mères avec enfants et des mères sans beaux-enfants, sont inactives ou dans des emplois peu qualifiés (20 % et 25 % respectivement). Tranche de revenus : Bas revenus : Les belles-mères avec enfants sont plus souvent situées dans les tranches de revenus les plus faibles, avec 15 % gagnant moins de 550 euros par mois. En revanche, les belles-mères sans enfants sont plus nombreuses dans les tranches de revenus plus élevées. Revenus intermédiaires : La majorité des femmes se trouvent dans les tranches de revenus intermédiaires, avec 24 % des belles-mères avec enfants et 21 % des mères sans beaux-enfants gagnant entre 1 250 et 1 850 euros par mois. Revenus élevés : Les belles-mères sans enfants sont moins souvent dans les tranches de revenus supérieurs (seulement 4 % gagnent plus de 2 950 euros par mois) par rapport aux belles-mères avec enfants (14 %). Effectifs : Le tableau se base sur un échantillon total de 629 femmes, réparties entre 78 belles-mères avec enfants, 113 belles-mères sans enfants, et 438 mères sans beaux-enfants.

Conclusion : Les résultats montrent des différences significatives dans les caractéristiques sociales des femmes selon leur statut parental au moment de la remise en couple, particulièrement en termes de niveau de diplôme, catégorie socioprofessionnelle et tranche de revenus. Les belles-mères sans enfants semblent généralement mieux placées en termes de qualification et de revenus, tandis que les belles-mères avec enfants et les mères sans beaux-enfants font face à davantage de défis socio-économiques.

Des unions tout aussi inégalitaires

Une homogamie de profession plus que de diplôme

Au vu des caractéristiques spécifiques que possèdent les mères, les pères, les belles-mères et les beaux-pères, on peut se demander si les unions secondaires sont plus ou moins homogames que les premières unions.

Les graphiques ci-dessous présentent les plus hauts niveau de diplôme des femmes en fonction de ceux des hommes. Ils permettent de comparer les couples vivants avec des enfants issus d'unions précédentes à l'ensemble des couples vivants avec des enfants et des couples avec ou sans enfants.

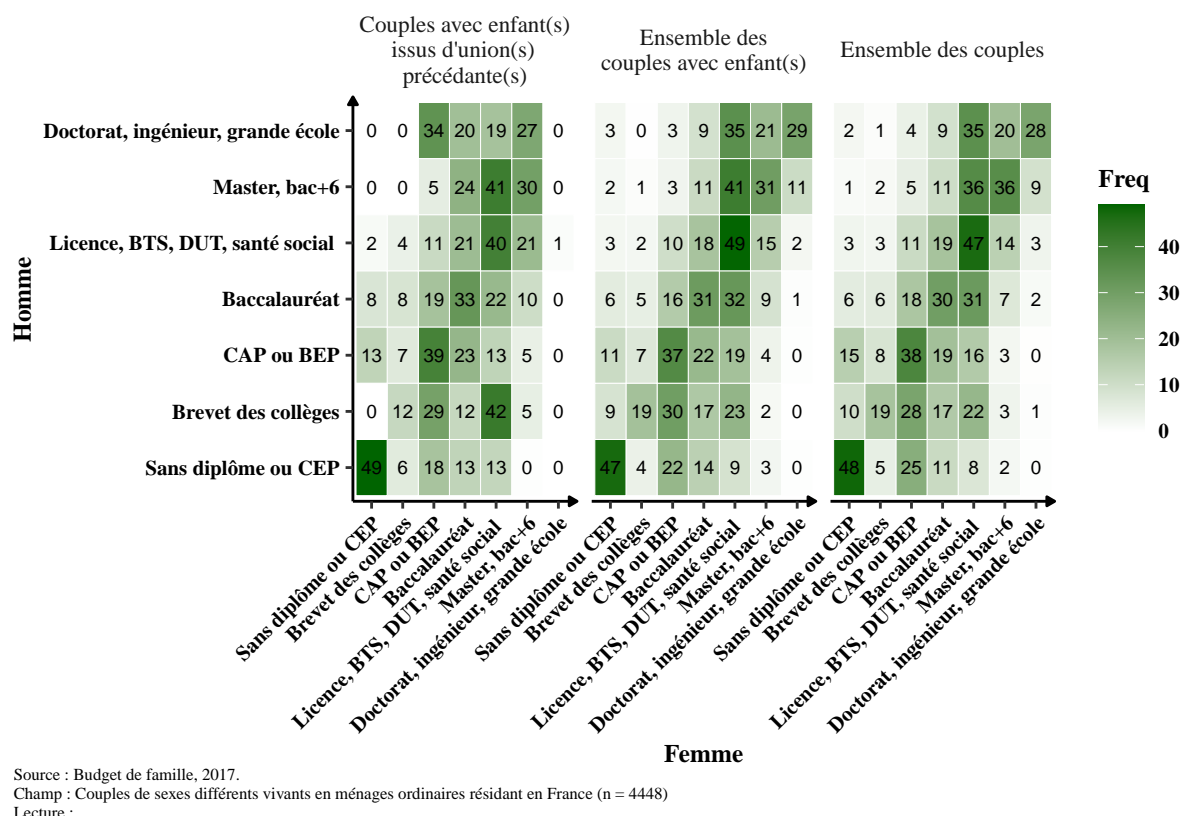


FIGURE 8 – Homogamie de diplôme : Diplôme des femmes en fonction de celui des hommes

Si l'on regarde les niveau de diplôme, les couples formés après une première histoire conjugale et familiale apparaissent moins clairement homogames que le reste de la population. En effet, les hommes diplômés d'un doctorat, de grande école ou d'école d'ingénieur sont 27% à être en couple avec une femme diplômés de master (contre 20 à 21% pour l'ensemble des couples ou l'ensemble des couples avec enfants). Ils sont également 34% à être en couple avec une femme diplômés d'un CAP ou d'un BEP contre 3 à 4% pour l'ensemble des couples. Parmi les diplômés du brevet des collèges, ils sont aussi 42% à être en couple avec une femme diplômée d'une licence, d'un BTS, d'un DUT ou d'un diplôme sanitaire et social (niveau bac +2), contre entre 22 et 23% de l'ensemble des couples. Ces spécificités sont vraisemblablement lié aux caractéristiques propres des mères célibataires (moins diplômées que les autres). Elles informent cependant sur les niveau d'inégalités entre les conjoint-e-s qui forment ces ménages à la structure familiale recomposée.

Les graphiques ci-dessous présentent les professions des femmes en fonctions de celles des hommes.

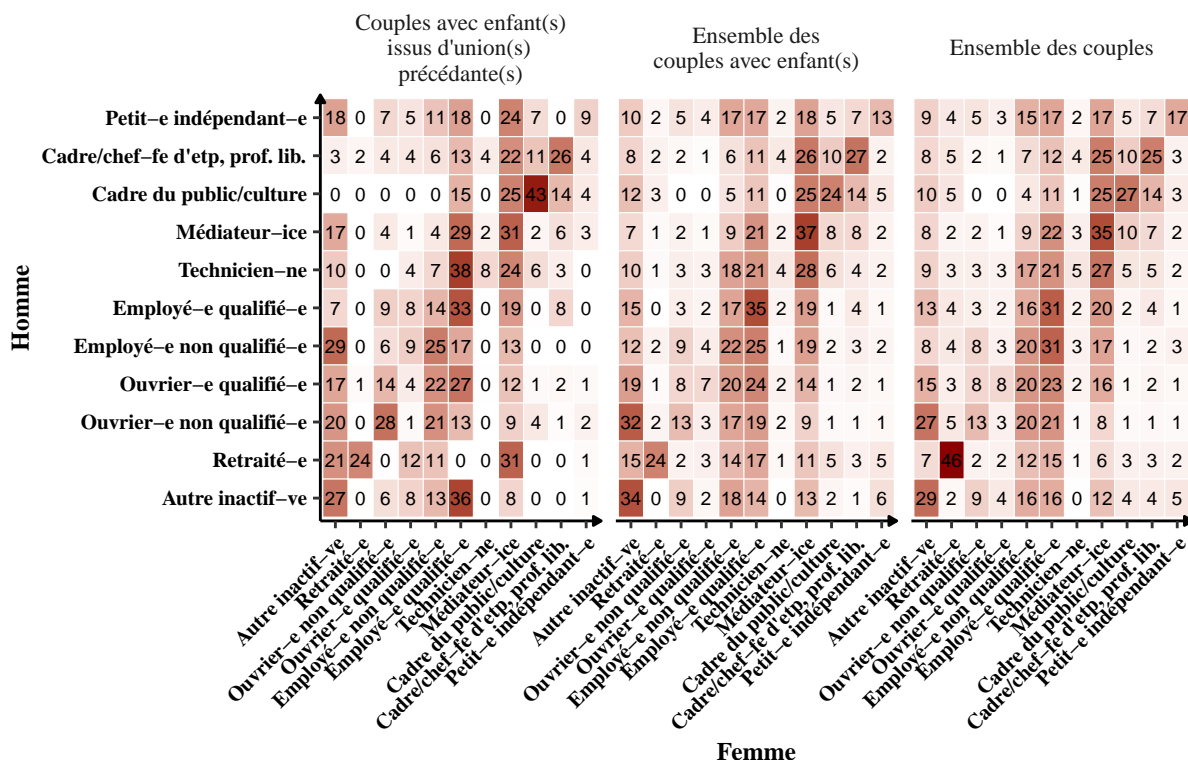


FIGURE 9 – Homogamie de profession : Profession des femmes en fonction de celle des hommes

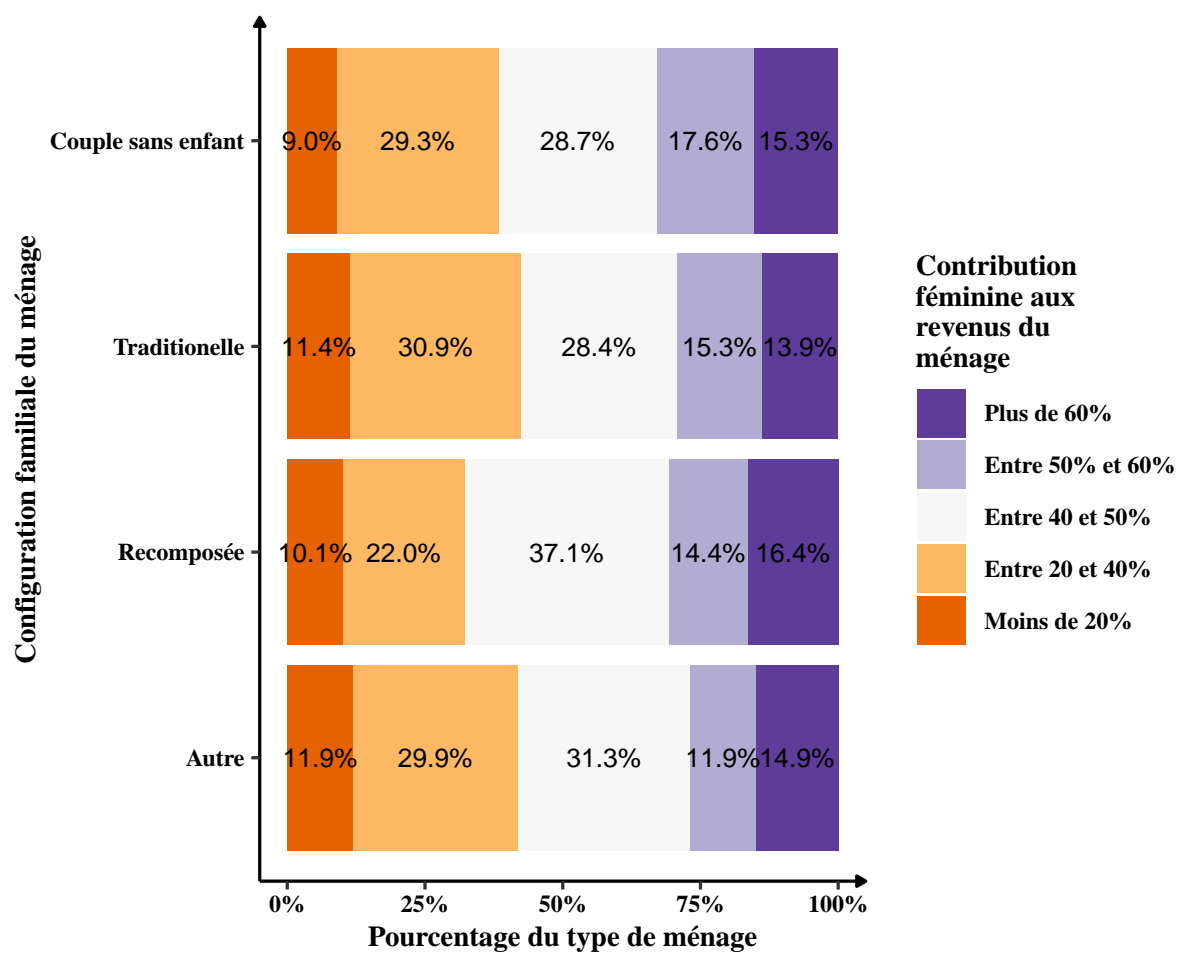
Les couples formés par des unions secondaires dans le cadre des recompositions familiale apparaissent également singuliers du point de vue des l'appartenance des conjoints aux catégories socio-professionnelles. Là où l'homogamie de diplôme apparaît moins faible pour ces couples que pour l'ensemble des couples, l'homogamie de profession apparaît elle plus forte. C'est en particulier vrai pour les cadres du public ou de la culture (43% des hommes occupant ces postes sont en couple avec des femmes occupent ces mêmes poste, contre 24% dans les couples avec enfants et 27% dans l'ensemble des couples. On observe la même chose à l'autre bout du spectre social, chez les ouvriers et ouvrières non qualifiées : 28% des ouvriers non qualifiés sont en couple avec une ouvrière non qualifiée, contre 13% dans l'ensemble des couples. Cette homogamie de profession plutôt plus que de diplôme peut s'expliquer par les temporalités de mise en couple et de remise en couple. Si de plus en plus de couple se rencontrent durant leurs études, souvent communes, et se forment à cette occasion, favorisant de fait l'homogamie de diplôme, les effets différenciés de la conjugalité sur les hommes et les femmes font rapidement diverger les carrières féminines et masculines, produisant, de fait, des couples moins homogames du point de vu

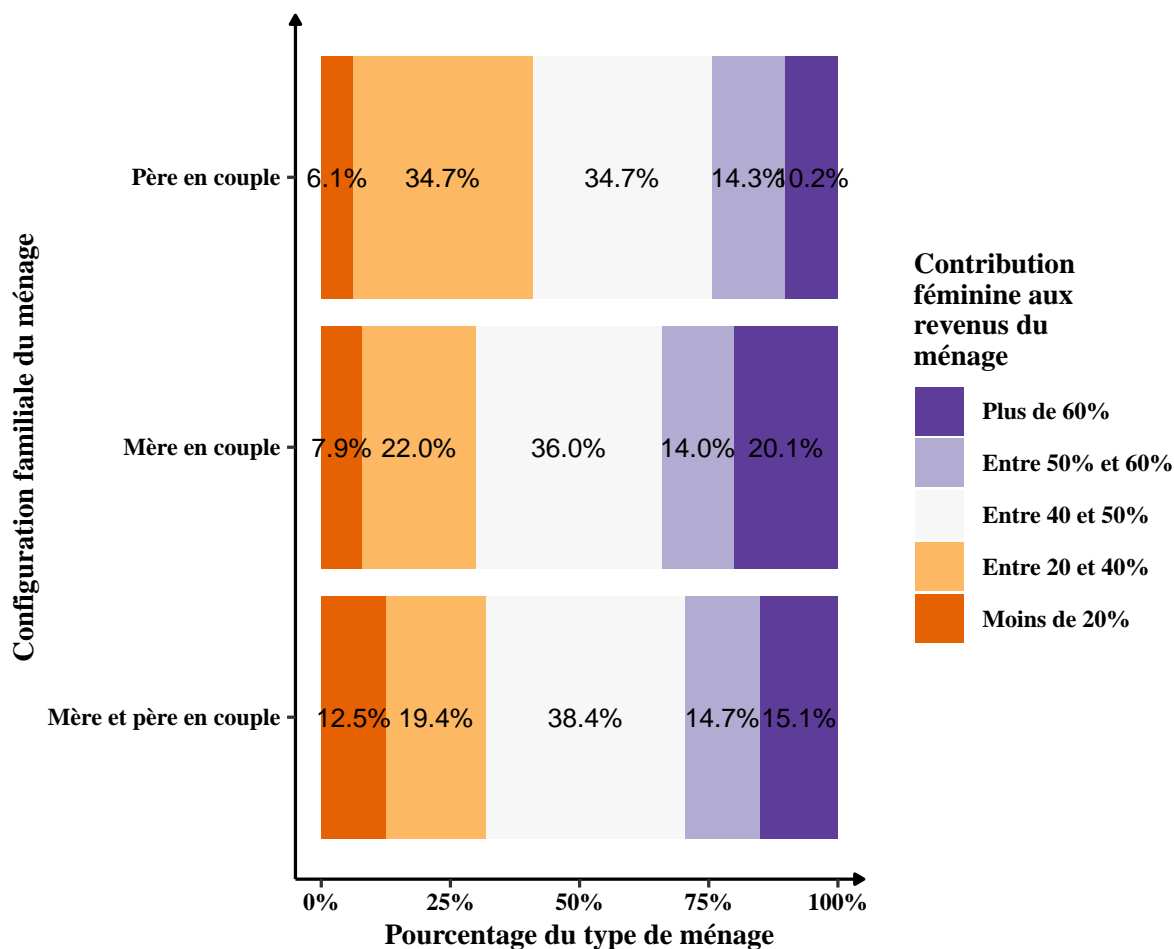
de la profession que du diplôme (**Milan ?** Bouchet-Valat, Sébastien Grobon, population). Les unions à l'origine de recompositions familiales interviennent mécaniquement plus tardivement dans les trajectoires individuelles. De ce fait, lors des secondes unions, le conjoint ou la conjointe est deux fois plus fréquemment rencontrée sur le lieu de travail que lors des premières unions, et il est plus rare d'avoir connu le nouveau ou la nouvelle conjointe à l'occasion des études (**Vianney ?** Costemalle). Une autre spécificité des couples formant des ménages à la configuration familiale recomposée tiens à la plus grande association entre un-e actif-ve et un-e inacti-ve. 30% des hommes retraités sont ainsi en couple avec une femme occupant une position de "médiatrice" au sein des professions intermédiaires, contre seulement 11% des hommes dans l'ensemble des couples avec enfants. Dans ces derniers les hommes retraités sont en effet majoritairement en couple avec une femme retraité (24%). Dans les couples de familles recomposées, les hommes inactifs (autres que retraités) sont également majoritairement avec des employées qualifiées (39%), là où ils sont majoritairement avec des femmes elles aussi inactives dans les couples avec enfants (33%). Cela s'explique également par l'âge des conjoints, mécaniquement plus élevé dans les secondes unions.

Des inégalités de revenu et d'épargne

Les moments de séparation, parce qu'ils sont des moments de comptabilité concrète, permettent d'objectiver les effets différenciés de la conjugalité et de la parentalité sur les hommes et les femmes (**Tibunal ?** des couples). Après la rupture, les femmes ayant le plus souvent la garde des enfants, ces différences entre ex-conjoints s'accroissent (**ref ? ?**). [Revue de littérature plus détaillée sur ces deux aspects.]

On l'a vu, les couples formant des ménages à la configuration familiale recomposée sont moins souvent homogames si l'on regarde leur niveau de diplôme, mais ils le sont plus souvent que les autres couples si on regarde leur position professionnelle. Ainsi on pourrait s'attendre à ce que ces couples, qui se forment plus fréquemment sur leur lieu de travail [**retrouver la ref**], aient des revenus plus proches que les couples formés plus tôt dans les trajectoires individuelles.





conclusion : sur les inégalités entre conjoint, sur les positions dans la famille, sur le ménage

Décrire la position sociale des familles recomposées : une approche par les configurations conjugales

Si l'échelle du ménage ne permet de saisir que partiellement les faits sociaux de déployant à une échelle inter-individuelle (logement, enfants, couple) (**Bonvalet ? ; Toulemont ?**), c'est celle qui est utilisée dans les enquêtes de la statistique publique. Caractériser socialement les ménages, et non seulement les individus qui les composent permet ainsi d'étudier les caractéristiques des logements en fonction des ménages qui y vivent, la réussite scolaire des enfants en fonction des ménages auquel ils appartiennent ou encore de calculer un niveau vie commun à l'ensemble des membres. On a vu que, dans les familles recomposées plus que dans les autres, le logement appartient à l'un des conjoint,

les enfants ne sont pas tous des enfants communs au couple et que les couples sont moins homogames du point de vu du diplôme, mais d'avantage du point de vue de la profession. Ainsi, résumer la position sociale du ménage à celle de la personne de référence, ne nous paraissait pas satisfaisant. La personne de référence est en effet le principal apporteur de ressource. A égalité de de ressources, la personne de référence est, par ordre de priorité l'actif puis le retraité puis l'autre inactif. A situation égale, la personne de référence est la plus âgée. Or, dans les familles recomposées, les beaux-parents, surtout lorsqu'ils n'ont pas eux-même d'enfants, ont en moyenne des revenus plus élevés que les parents. Ils sont donc mécaniquement plus souvent personne de référence que les parents. Ainsi, la priorité serait ici non seulement donnée à l'homme, mais en particulier au beau-père sans enfants dans le ménage. Nous aurions aussi pu construire une PCS "Ménage" en suivant la nouvelle nomenclature mise en place en 2020. Codée par une opération de synthèse des catégories socioprofessionnelles (CSP) des deux membres du couple lorsqu'il existe, cette PCS « ménage » est chargée de mieux rendre compte de la position sociale du ménage. Cependant en cherchant à synthétiser dans une même échelle des positions sociales dans les rapports sociaux de classes et de genre parfois antagoniques, cette refonte ne change pas fondamentalement de perspective : le ménage reste une unité de base, presque assimilable à un individu. C'est pourquoi nous avons choisis ici de reproduire la méthode proposée par Joannie Cayouette-Remblière et Mathieu Ichou (Cayouette-Remblière et Ichou, 2019). Selon les auteur-ice-s, la méthode proposée dans l'article permet justement, en combinant de multiples dimensions de la stratification sociale et en ne réduisant pas celles-ci à une échelle unique, "*le passage d'une analyse de la sphère de la production à l'étude de celle de la reproduction*" selon l'expression d'Alain Desrosières. Une des limites importante de cette méthode est qu'elle produit des résultats sensiblement différents en fonction des données utilisées, ce qui rend difficile toute comparaison avec d'autres enquêtes. L'application de la nomenclature PCS Ménage aurait justement eu l'avantage de la comparabilité. Cependant, l'introduction de la PCS ménage étant récente, il n'existe pas encore, à notre connaissance de travaux portant sur les familles recomposées faisant usage de cette nomenclature.

Une approche multidimensionnelle et configurationnelle

Chercher à caractériser socialement les familles recomposées suppose donc approche qui prend en compte les configurations conjugales de manière fine. Selon Joannie Cayouette-

Remblière et Mathieu Ichou, “*Caractériser la position sociale d’un groupe d’individus, tel qu’une famille, un ménage ou une maisonnée, pose au moins trois problèmes : premièrement, celui des dimensions de la stratification sociale à privilégier ; deuxièmement, celui des frontières du groupe pertinent pour définir la position sociale ; troisièmement, celui du principe à retenir pour agréger les caractéristiques individuelles des membres de ce groupe.*” (Cayouette-Remblière et Ichou, 2019, p. 3). La méthode proposée dans leur article procède par analyse des correspondances multiples puis par classification ascendante hiérarchique sur les axes interprétables comme structurants la stratification sociale. Elle offre une solution aux premiers et troisièmes problèmes. Dans le cadre qui est le notre, celui des recompositions familiales, le deuxième problème est loin d’être anecdotique : l’existence d’un ex-conjoint ou d’une ex-conjointe hors du ménage éventuellement débiteur ou débitrice d’une pension alimentaire et fréquentant éventuellement certains des enfants du ménage plus ou moins régulièrement pose de toute évidence la question de la pertinence des frontières du ménage tel que définit dans la statistique publique. Cependant, l’enquête Budget de famille ne fournit pas de données permettant de positionner socialement les ex-conjoints et ex-conjointes des couples étudiés. Il n’est ainsi pas possible, dans ce cadre, de dépasser ce deuxième problème.

Encadré n° 4: Des résultats convergents

En comparaison du travail réalisé par Joannie Cayouette Remblière et Mathieu Ichou, les variables choisies ici donnent plus de place à la mesure de l’homogamie et des ressources économiques du ménage, et moins aux positions dans les rapports sociaux de race, aux trajectoires migratoires, à la nationalité ainsi qu’à la composition. C’est l’un des autres avantages de cette méthode : elle permet d’adapter les dimensions de la stratification sociale privilégiées à l’objet étudié.

On observe des formes d’équivalence entre les dimensions de l’analyse réalisée ici et celles réalisées par Joannie Cayouette Remblière et Mathieu Ichou sur les données du Panel de la DEPP et sur l’enquête Trajectoires et Origines de l’Insee. Les deux premiers axes de l’ACM, correspondant au volume global de capitaux et à la localisation résidentielle, sont identiques aux deux premiers axes obtenus par les auteur-e-s de l’article. Le troisième axe, qui correspond au volume de patrimoine détenu par les ménages, n’a pas d’équivalent dans l’article, mais il s’explique par l’importance accordée au patrimoine dans le choix des variables introduites dans l’ACM. L’opposition entre les "gens du public" et les "gens du privé" [Singly] se retrouve ici sur l’axe 6, celle entre les indépendants et les salariés sur l’axe 7.

Pour plus de détails sur la construction de la variable de position sociale du ménage, voir les développements en annexe

[Peut être que je devrais passer moins de temps à décrire les clusters, et accorder plus de place à la sous-sous partie sur le caractère situé des recompositions familiales]

La recomposition familiale, une configuration située socialement

Le tableau présente la répartition des configurations familiales selon les fractions de classe, en pourcentages. Pour chaque type de ménage, les pourcentages indiquent la proportion des différentes classes sociales. Comparer ces proportions à la distribution globale permet de déterminer si certaines classes sont surreprésentées ou sous-représentées dans certaines configurations familiales.

TABEAU 9 – Types de configuration familiale en fonction des fractions de classe

Caractéristique	Couple sans enfant	Traditionnelle	Recomposée	Monoparentale	Personne seule
n_FractionClasse					
Classes populaires issues de l'immigration [C3]	5,9	8,1	14	14	10
Classes populaires urbaines [C6]	14	15	20	47	39
Petits indépendants [C5]	6,1	7,1	9,2	6,9	7,3
Petits-moyens [C1]	32	21	22	7,6	12
Classes moyennes supérieures [C4]	23	30	21	14	15
Classes supérieures pôle public [C2]	9,7	7,2	7,1	8,0	13
Classes supérieures pôle privé [C7]	9,2	12	6,7	2,2	3,1
Ensemble	100	100	100	100	100

¹ %

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France dont la personne de référence ou son/sa conjoint-e est un adulte âgé de 25 à 65 ans (N = 12355).

Lecture :

Pour les couples sans enfant, on observe que 5,9% appartiennent aux classes populaires racisées (C6), ce qui est inférieur à leur représentation dans l'ensemble de la population (9,2%). Les classes populaires urbaines (C5) sont également légèrement sous-représentées à 14% par rapport à 25% dans l'ensemble de la population. Les petits indépendants (C4) sont légèrement surreprésentés à 6,1% par rapport à 6,9%. Les petits-moyens (C1) sont surreprésentés à 32% par rapport à 20% dans l'ensemble de la population. Les classes moyennes supérieures (C3) sont surreprésentées à 23% par rapport à 9,3%. Les classes supérieures du pôle public (C2) sont surreprésentées à 9,7% par rapport à 7,1%, et les classes supérieures du pôle privé (C7) sont surreprésentées à 9,2% par rapport à 7,1%.

Pour les ménages traditionnels, les classes populaires racisées (C6) sont légèrement sous-représentées à 8,1% par rapport à 9,2%. Les classes populaires urbaines (C5) sont sous-représentées à 15% par rapport à 25%. Les petits indépendants (C4) sont légèrement surreprésentés à 7,1% par rapport à 6,9%. Les petits-moyens (C1) sont surreprésentés

à 22% par rapport à 20%. Les classes moyennes supérieures (C3) sont nettement surreprésentées à 29% par rapport à 9,3%. Les classes supérieures du pôle public (C2) sont proportionnellement représentées à 7,1%. Les classes supérieures du pôle privé (C7) sont surreprésentées à 11% par rapport à 7,1%.

Dans les ménages recomposés, les classes populaires racisées (C6) sont surreprésentées à 14% par rapport à 9,2%. Les classes populaires urbaines (C5) sont également surreprésentées à 20% par rapport à 25%. Les petits indépendants (C4) sont surreprésentés à 9,2% par rapport à 6,9%. Les petits-moyens (C1) sont sous-représentés à 12% par rapport à 20%. Les classes moyennes supérieures (C3) sont surreprésentées à 21% par rapport à 9,3%. Les classes supérieures du pôle public (C2) sont proportionnellement représentées à 7,1%. Les classes supérieures du pôle privé (C7) sont proportionnellement représentées à 6,7%.

Les familles monoparentales montrent une surreprésentation des classes populaires racisées (C6) et des classes populaires urbaines (C5) à 14% et 47% respectivement, par rapport à 9,2% et 25% dans l'ensemble de la population. Les petits indépendants (C4) sont proportionnellement représentés à 6,5% par rapport à 6,9%. Les petits-moyens (C1) sont sous-représentés à 8,2% par rapport à 20%. Les classes moyennes supérieures (C3) sont proportionnellement représentées à 14%. Les classes supérieures du pôle public (C2) sont proportionnellement représentées à 7,4%. Les classes supérieures du pôle privé (C7) sont sous-représentées à 2,2% par rapport à 7,1%.

Pour les personnes seules, les classes populaires racisées (C6) sont sous-représentées à 10% par rapport à 9,2%. Les classes populaires urbaines (C5) sont surreprésentées à 39% par rapport à 25%. Les petits indépendants (C4) sont surreprésentés à 7,3% par rapport à 6,9%. Les petits-moyens (C1) sont sous-représentés à 12% par rapport à 20%. Les classes moyennes supérieures (C3) sont proportionnellement représentées à 13%. Les classes supérieures du pôle public (C2) sont surreprésentées à 13% par rapport à 7,1%. Les classes supérieures du pôle privé (C7) sont sous-représentées à 3,1% par rapport à 7,1%.

Enfin, les ménages complexes présentent une proportion de 13% de classes populaires racisées (C6), ce qui est supérieur à 9,2% dans l'ensemble de la population. Les classes populaires urbaines (C5) sont proportionnellement représentées à 25%. Les petits indépendants (C4) sont sous-représentés à 5,1% par rapport à 6,9%. Les petits-moyens

(C1) sont surreprésentés à 36% par rapport à 20%. Les classes moyennes supérieures (C3) sont proportionnellement représentées à 14%. Les classes supérieures du pôle public (C2) sont proportionnellement représentées à 6,2%. Les classes supérieures du pôle privé (C7) sont sous-représentées à 1,3% par rapport à 7,1%.

En résumé, ce tableau révèle des variations significatives dans la répartition des configurations familiales selon les fractions de classe. Les classes populaires urbaines et racisées sont souvent surreprésentées dans les ménages monoparentaux et complexes. Les classes moyennes et supérieures montrent une plus forte présence dans les ménages sans enfant, traditionnels, et recomposés. Les ménages traditionnels et les couples sans enfant tendent à être composés de classes moyennes supérieures et de classes supérieures du pôle privé, tandis que les personnes seules et les ménages complexes montrent une plus grande diversité de classes sociales.

Chapitre 3. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires dans les familles recomposées.

[j'ai pas encore fait l'intro, j'attends de faire la conclu du chapitre 1]

Faire l'économie des ménages recomposés

La quantification suppose un travail de construction de catégories de pensée et de classification concrètes par lequel on circonscrit un phénomène, avant de pouvoir le quantifier (Desrosières, 2013). Dans l'enquête budget de famille, qui fait figure de référence sur l'économie domestique, l'unité "ménage" occupe une place centrale : l'ensemble des consommations et une part importante des dépenses et des revenus sont récoltées à l'échelle du ménage. Support des techniques d'échantillonnage, unité de compte, catégorie d'analyse, le "ménage" reste plus généralement au cœur de la production de données dans la statistique publique. Il ne va pourtant pas de soi, ni dans la forme actuelle qu'il prend, ni dans son existence même.

De la catégorie administrative à la catégorie statistique : naissance du ménage comme unité budgétaire

Au XIV^e siècle, alors que les ancêtres des premiers recensements sont mis en place, des listes de « feux » sont constituées. En comptant les « feux », on compte les foyers, les logements, autour desquelles les groupes familiaux vivent. Ces inventaires servent à constituer une base permettant le prélèvement de l'impôt (Saint-Pol, Deney et Monso,

2004). En France, après la révolution, l'impôt est d'abord assis sur le logement et la propriété foncière (pour trois des « quatre vieilles »), ce qui explique que le recensement compte les logements (Delalande et Spire, 2010). Après la Première Guerre mondiale, la mise en place d'un impôt sur le revenu progressif en lieu et place de la proportionnalité de la contribution personnelle et mobilière impose de considérer la familialisation de celui-ci (Carbonnier, 2016). Des lors les revenus du chef de famille sont imposés en fonction de la liste des individus considéré à sa charge. La genèse du ménage comme catégorie statistique est imbriquée dans celle du foyer fiscal comme catégorie administrative. Selon Olivier Martin, ces premières enquêtes constituent des techniques d'Etat : *“ces enquêtes ne sont pas liées à des préoccupations d'ordre scientifique : il ne s'agit pas d'établir des connaissances savantes sur les faits économiques, démographiques ou sociographiques. La visée est pragmatique”* (Martin, 2020, p. 77).

Pour autant, le ménage n'est pas qu'une simple traduction d'une catégorie administrative dans l'appareil statistique, il répond aussi aux préoccupations spécifiques au déploiement et au renforcement de celui-ci. Comme l'a montré Alain Desrosières (2000), au début du XX^{ème} siècle, au fur et à mesure que les enquêtes se font plus routinières et thématiques, on cherche à limiter les coûts de celles-ci. Les progrès mathématiques en probabilités favorisent le développement des techniques d'échantillonnages. Ces techniques permettent d'enquêter moins d'individus tout en conservant la représentativité de l'enquête. Ce sont les recensements qui vont servir de base de sondage de sorte que ce ne sont pas les individus mais les logements qui sont alors tirés au sort. Le logement apparaît aussi comme un lieu d'enquête commode pour les enquêteurs. Le ménage alors défini comme ensemble des habitants apparentés d'un logement est ainsi une unité d'enquête qui correspond à l'organisation matérielle de la production des données.

Avec le développement de l'appareil statistique d'État, la définition du ménage se précise. Après la seconde guerre mondiale le ménage est progressivement distingué de la famille : à partir de 1946, les liens entre le chef de ménage et les autres membres de celui-ci ne sont plus nécessairement des liens familiaux. Plus récemment, le ménage est partiellement distingué du logement. Depuis 2005, le Tronc commun des ménages permet de repérer des *“unités de vie”* au sein d'un même logement qui servent de base à la définition des frontières du ménage. Le ménage est alors l'ensemble des individus partageaient un logement et un budget. Le ménage est ainsi aujourd'hui avant tout une

unité budgétaire.

Encadré n° 5: Définition du ménage selon INSEE (2024)

Est considéré comme un **ménage** l'ensemble des personnes (apparentées ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement (que celui-ci soit ou non leur résidence principale) et qui ont un budget en commun.

La **résidence habituelle** est le logement dans lequel on a l'habitude de vivre.

Font donc partie du même ménage des personnes qui ont un **budget commun**, c'est-à-dire :

1. qui apportent des ressources servant à des dépenses faites pour la vie du ménage ;
2. et/ou qui bénéficient simplement de ces dépenses.

Remarque :

- Dans la définition du budget commun, on ne tient pas compte des dépenses faites pour le logement ;
- La participation occasionnelle à des dépenses communes ne suffit pas à former un budget commun ;
- Avoir plusieurs comptes en banque différents dans un ménage ne signifie pas faire budget à part.

Faire “budget commun”, un cache-sexe et un cache-misère pour les inégalités intra-familiales

On le voit, la définition de groupe faisant “budget commun” par l'INSEE comme l'ensemble des individus qui apportent ou bénéficient des ressources servant à effectuer des dépenses faites pour la vie du ménage reste assez vague. Il n'est pas aisé de déterminer précisément ce qui relève de “la vie du ménage”, en particulier si l'on exclu les dépenses liées au logement, qui constitue le premier poste budgétaire des ménages (19% du montant des dépenses annuelles des ménages était consacré au logement en 2017) et mais aussi les dépenses occasionnelles sans définir ce que serait une dépense régulière. Ainsi le périmètre des dépenses incluses dans ce “budget commun” reste assez flou : qu'en est-il des dépenses et des consommations alimentaires ou de transports qui constituent également deux des quatre plus gros postes budgétaires ? Plus encore, cette définition ne dit rien du mode de partage des ressources, des dépenses et des consommations : il suffit pour un individu de participer ou de bénéficier pour être considéré comme faisant budget commun.

Ces questions ne sont pas l'objet de l'enquête budget de famille. Cette enquête se

située dans la longue lignée des enquêtes ouvrières (Herpin et Verger, 2008). Au XIX^{ème} siècle, des réformateurs sociaux, des hygiénistes, comme des communistes, commencent à s'intéresser aux conditions de vie des familles ouvrières (s. d.). Édouard Ducpétiaux (1804-1868) inventorie les budgets de 199 ouvriers dans différentes régions belges (**Ducpétiaux ?**). En France, la tradition d'enquête sur les budgets familiaux est surtout monographique (Halbwachs, s. d. ; Le Play, 1874). Ces enquêtes connaissent une certaine postérité et sont produites et utilisées, jusque dans les années 1950, par les réformateurs sociaux pour décrire la pauvreté des ménages ouvriers (Desrosières, 2003). Avec la mise en place de l'enquête Budget de famille, la perspective change à nouveau. Cette enquête, effectuée tous les cinq ans depuis 1979, elle est d'abord conçue pour répondre à des questions macroéconomiques de comptabilité nationale. En fournissant une estimation de consommation moyenne très détaillée de biens et de service, elle est à l'origine des pondérations de l'instrument de mesure de l'inflation : l'indice des prix à la consommation¹. Elle est également utilisée par les comptes nationaux pour le calcul des indices des prix catégoriels et, en confrontant les données de l'enquête aux données agréées, pour rendre plus robuste la mesure de la consommation. Les utilisations de l'enquête dans une perspective microéconomique sont plus tardives à l'INSEE. Le récent développement des modèles de micro-simulation a permis la simulation de l'effet des variations des taux d'impôts indirects sur la consommation des différentes catégories de ménages (Bourguignon et Landai, 2022). Elles s'inscrivent dans la théorie économique du ménage, qui suppose, qu'il soit composé ou non de plusieurs individus, que le comportement économique du ménage est assimilable à celui d'un individu unique (Donni et Ponthieux, 2011). En conséquence, les revenus individuels sont considérés comme communs et les dépenses également partagées (Bessière et Gollac, 2016). Dès lors, seule la composition du ménage importe, pour pouvoir appliquer des échelles d'équivalences et rendre ainsi comparables des ménages composés différemment. Pour autant, ces approches micro-économiques restent à l'échelle du ménage. En effet, dans l'enquête budget de familles les dépenses et les consommations ne sont pas individualisées. En d'autres termes, on ne sait pas l'argent de qui est dépensé au bénéfice de qui. Ainsi, les études statistiques portant sur la répartition des dépenses et la différenciation des consommations en biens et services au sein des familles sont peu nombreuses.

1. L'indice des prix à la consommation est calculé à partir d'un panier fixe de biens et service, dont les poids relatifs sont déterminés par la part qu'ils occupent dans les dépenses des ménages.

Ainsi, lorsqu'on compare les postes de consommation les plus importants, les ménages à la configuration familiale recomposée et traditionnelle présentent des structures de consommations relativement proches. Le logement, premier poste budgétaire des ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans (19% de leur budget), ne représente que 15% du budget des familles recomposées. Cela les rapprochent des ménages à la configuration familiale traditionnelle pour qui le logement représente 15% des dépenses et des couples sans enfants qui consacrent 16% de leur budget. A l'inverse cela les éloignent des ménages monoparentaux et ou formés par un-e célibataire sans enfants, qui consacre respectivement 23% et 27% de leur budget au logement. Le logement est en effet considéré, au sein d'un ménage, comme un bien collectif, c'est-à-dire dont la consommation par un individu ne réduit par la consommation par les autres individus (non-rivalité) et donc on ne peut difficilement limiter l'usage par l'ensemble des individus (non-excluabilité). Ainsi, pour les familles recomposées comme pour les familles traditionnelles, la cohabitation conjugale est source d'économies d'échelle sur les dépenses en matière de logement. Le nombre d'enfants, plus élevé dans les familles recomposées que dans les familles traditionnelles et surtout que dans les familles monoparentales (**Tableau XX**), tends sans doute à renforcer ces économies d'échelle. C'est aussi le cas pour les dépenses relatives aux transports qui constituent en moyenne 14% du budget des ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans. Les dépenses de transports constituent en effet en moyenne 16% du budget des couples, qu'ils vivent ou non avec des enfants et seulement 12% du budget des individus célibataires, avec ou sans enfants à charge. Il s'agit probablement là d'un effet du lieu de résidence², puisque les familles monoparentales et les célibataires sont sur-représentés dans les ménages vivant dans les grandes agglomérations (**Tableau XX**). Le fait de résider dans des espaces urbains rend alors moins nécessaire la possession d'une voiture et à l'inverse les dépenses en transport en commun difficile à éviter. Les familles recomposées ont également une consommation de biens et services divers (assurances, coiffeurs, garde d'enfants) proches de celles des autres

2. Il faut en réalité différencier les dépenses effectuées en lien avec la possession d'un véhicule et ceux qui relèvent des services de transports dont font partie les transports en commun. Ainsi les couples consacrent en effet en moyenne 6% de leur budget à l'achat de véhicules contre 4% pour les ménages monoparentaux 3% pour les célibataires sans enfants. Les couples consacrent également 7 à 8 % de leur budget aux frais d'utilisation de leurs véhicules (entretien, essence, stationnement, péage par exemple) contre 5 à 6 % pour les ménages de célibataires avec ou sans enfants. A l'inverse, ces derniers consacrent une part plus importante de leur budget aux services de transports (2,23 et 2,12% contre 1,64% du budget pour les familles recomposées, 1,71% des familles traditionnelle et 1,57% des couples sans enfants).

Chapitre 3. Rester mère isolée. Les arrangements monétaires inégalitaires dans les familles recomposées.

couples : elles y consacrent 16% de leur budget contre 17% pour les couples sans enfants et les familles traditionnelles, alors que les célibataires avec ou sans enfants n’y consacrent que 14% de leur budget. Cette structure de consommation marquée par une part importante du budget consacré aux transports et aux biens et services divers relativement au logement est caractéristique des ménages les plus aisés et les différencie des ménages les plus pauvres (Demoly et Schweitzer, 2020).

[Passer moins de temps sur cette description, c’est chiant !]

TABLEAU 10 – Structure de consommation des ménages selon leur configuration familiale

	Configuration familiale						Total	p- valeur
	Couple sans enfants	Tradi- tionnelle	Recomp- osée	Mono- paren- tale	Personne seule	Comp- lexe		
Coefficients budgétaire des postes de dépenses (part moyenne dans la consommation, en %)								
Alimentation	17	17	15	15	14	19	16	<0,001
Alcools,tabacs etstupefiants	3,3	2,5	3,7	2,7	4,4	3,3	3,3	<0,001
Habillement et chaussures	5	6	6	7	5	5	6	<0,001
Logement et charges	16	14	16	23	27	18	19	<0,001
Meubles et entretien de la maison	5,7	5,0	4,3	4,0	4,1	4,1	4,7	<0,001
Sante	1,83	1,81	1,68	1,81	1,64	1,61	1,75	<0,001
Transports	16	16	16	12	12	14	14	<0,001
Communications	3,0	3,1	3,6	4,1	3,9	4,0	3,5	<0,001
Loisirs et culture	9	9	9	8	9	8	9	<0,001
Enseignement	0,17	1,20	1,02	1,02	0,25	0,58	0,66	<0,001
Restauration et hôtels	6	8	9	7	6	5	7	<0,001
Biens et services divers	16	17	16	14	13	17	15	<0,001
Effectifs	2 736	3 892	514	1 283	3 330	600	12 355	

¹ Moyenne ; n

² Design-based KruskalWallis test

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans (N =).

Lecture : Les ménages à la configuration monoparentale consacrent en moyenne 15% de leur dépenses de consommation à l’alimentation.

Cependant, en ce qui concerne l’alimentation les familles recomposées y consacrent, comme les familles monoparentales, 15% de leur budget contre 17% dans les familles traditionnelles. Si la part que représente l’alimentation dans le budget a longtemps été considéré comme un bon indicateur du niveau de vie (loi d’Engel), cette hypothèse avec la mise en évidence de styles de vie spécifiques aux classes sociales (Halbwachs, s. d., destin de classe ouvrière) et plus récemment devant l’augmentation de la part du budget allouée au logement. Il est cependant intéressant de constater que la part du budget alloué aux dépenses en biens individuels dans les ménages aux configurations familiales recomposées est proche voire inférieure de celle dans les familles traditionnelles. Les biens individuels sont des biens caractérisée par la rivalité (il ne peuvent être consommé par plusieurs individus en même temps) et l’exclusivité (il est possible d’en restreindre l’accès). Il s’agit notamment des aliments et des vêtements. Pourtant, les familles recomposées

sont, en moyenne, plus nombreuses que les familles traditionnelles, le montant consacré à la consommation de ces biens devrait donc être proportionnel au nombre d'habitants, et la part dans le budget devrait donc être plus élevée. Ainsi, on peut s'interroger sur les éventuelles inégalités de consommation à l'intérieur des ménages que l'observation de la structure de budgétaire à l'échelle du ménage ne permet pas de saisir.

Pour étudier les inégalités économiques se déployant dans les familles, il est crucial de pouvoir étudier ce qui se passe à l'intérieur des ménages. Les travaux ethnographiques ont en effet montré que la famille n'est pas toujours le lieu d'un communisme familial comme ce que décrivait Durkheim (1975). D'une part, la mise en commun des revenus dans un couple est rarement intégrale (Roy, 2005) et souvent subordonnée à une "cause commune". D'autre part, l'hypothèse d'égalité des consommations a également été mise à mal puisque des logiques d'allocation inégalitaires des ressources peuvent présider au partage des biens individuels comme de la nourriture (Delphy et Leonard, 2019) ou mais aussi des biens considérés comme collectifs comme l'espace du logement (**Lambert ?**). Supposer ainsi une unité budgétaire rend ainsi mécaniquement aveugle aux différences de revenus et des consommations entre les différents membres d'un logement, faisant de l'unité statistique du ménage, un "cache-sexe" de la théorie économique (Bessière et Gollac, 2016) et un "cache-misère" des situation de pauvreté féminine (Maruani et Meron, 2012) qui entrave ainsi la réflexion sur les rapports sociaux entre hommes et femmes et sur conduit à sous-estimer la pauvreté en France.

Saisir les arrangements monétaires familiaux dans l'enquête Budgets de famille

Or, dès lors qu'on ne considère pas le ménage comme une unité budgétaire au sein de laquelle tous les individus dépensent et consomment de manière identique, il faut appréhender une grande diversité de pratique se déployant à l'intérieur de ceux-ci. Il n'y a en effet pas d'organisation économique évidente. Les socialisations différenciées à l'argent [Gilles Lazuech, terrains et travaux] des conjoints peuvent produire des rapports à l'argent qui ne sont pas nécessairement réconciliables. Ainsi l'organisation monétaire domestique fait l'objet d'arrangement familiaux [Bessièrès,]. Ainsi, si l'on veut résumer en une question le problème ainsi posé, on peut s'interroger de la manière suivante "Qui dépense l'agent

de qui au bénéfice de qui ?”. Pour interroger les arrangements monétaires se déployant au sein des ménages on peut schématiquement se placer à trois niveaux : au niveau des revenus du ménage, des dépenses et des consommation et de l’épargne.

Au niveau des revenus du ménage, on peut se demande comment ceux-ci sont répartis entre les différents membres de la famille : on interroge alors les inégalités de revenus entre conjoints, la provenance de ceux-ci (travail salarié ou indépendant, capital financier ou immobilier, transferts entre ménages, revenus de remplacement). On peut également interroger la mise en commun de ces revenus : on questionne l’existence d’un compte commun, le montant ou part du revenu individuel de que chacun des membres met sur le compte chaque mois, ou au contraire de transferts effectués entre conjoints, ou encore d’accès au compte bancaire du ou de la conjoint-e.

Au niveau des dépenses effectuées par le ménage on peut s’interroger sur la provenance de l’argent utilisé pour celles-ci : s’agit-il d’un compte commun, ou bien des comptes bancaires individuels ? La provenance de l’argent détermine-t-elle l’utilisation qui en est fait ? On peut également se demander qui effectue les dépenses. Le fait d’effectuer les dépenses peut en tant que tel constituer une source de pouvoir (il est possible de choisir, au moins à la marge, ce qui est acheter) et une charge de travail (faire les course fait pleinement partie du travail domestique) [ana Perrin Hérédia sur le pouvoir paradoxal de gestion des budget], d’autant plus lourde lorsque le budget est serré.

Enfin pour interroger les consommations effectuées. Les membres d’un ménage ne consomment en effet pas nécessairement identiquement les biens et les services achetés par d’autres membres du ménage. En miroir, on peut s’intéresser à l’épargne et à l’endettement, en se demandant qui, dans les familles parvient à mettre de côté de l’argent

Les variables socio-démographiques sont saisies à l’échelle individuelle

âge, sexe, situation professionnelle, niveau de diplôme, CSP, statut conjugal. Les variables portant sur les conditions de vie sont saisies à l’échelle du ménage : composition du ménage, type de logement, statut d’occupation de celui-ci. On retrouve ici les variables classiques issues du Tronc Commun des Ménages, module de questions portant sur les ménage et les habitants du logement et commun à l’ensemble des enquêtes ménages de l’INSEE.

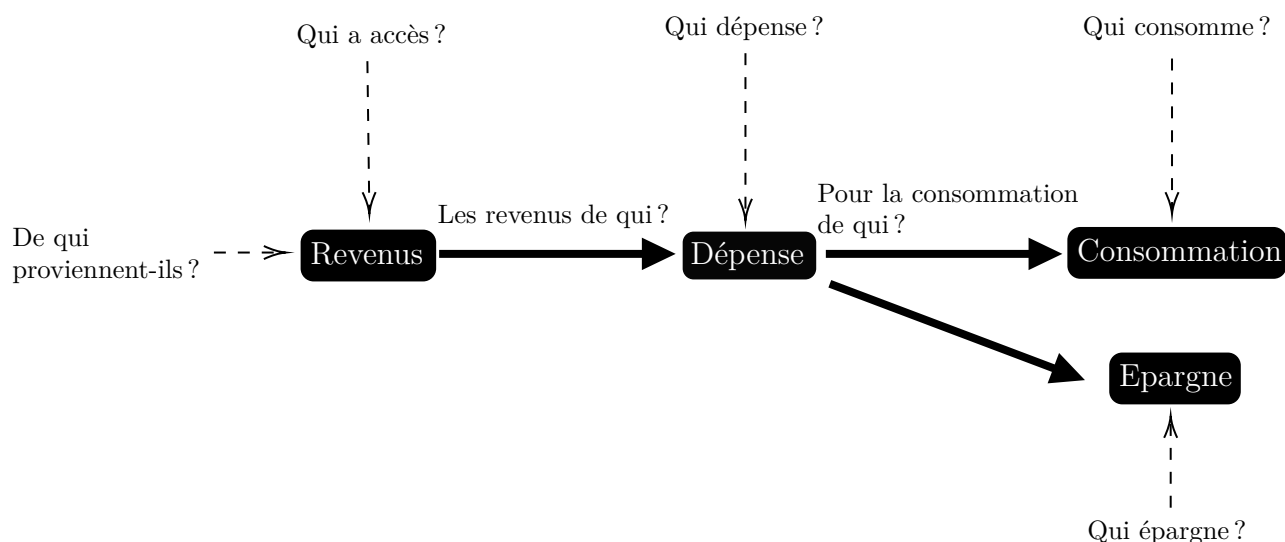


FIGURE 10 – Saisir l'économie domestique

L'enquête BDF contient spécifiquement des variables économiques : les revenus y sont détaillés (revenus d'activité, du patrimoine, de remplacement et de transferts) sont disponibles à l'échelle individuelle ou à celle du ménage et parfois aux deux. Certaines dépenses sont renseignées à l'échelle individuelle et se rapportent à l'individu qui les a effectué (et renseigné dans son carnet), d'autre sont renseignées à l'échelle du ménage. Le montant consacré à chaque poste de consommation (détaillé au niveau 5 de la nomenclature) est disponible au niveau du ménage. De ce fait, le jeu de donnée de l'enquête contient plusieurs tableaux pour lesquelles l'unité d'observation est soit le ménage, soit l'individu.

[description de ce qui est possible avec l'enquête]

Ainsi, nous avons choisit d'analyser les liens entre revenus et types de consommations pour essayer de saisir le marquage social des revenus au sein des couples en fonction du genre et du statut parental des membres qui les composent. De là

Des “causes communes” aux périmètres plus limités

intro un peu théorique, cause commune blablabla

Dépenses féminines et dépenses masculines

Faute de pouvoir saisir directement l'appartenance de l'argent qui est dépensé dans différents types de consommations, nous en avons chercher des traces dans l'enquête.

Nous avons ainsi choisi de modéliser l'utilisation de l'argent féminin et de l'argent masculin dans les ménages formés par des couples ayant des enfants à charge. Pour cela nous avons réalisé des régressions sur les différents types de consommations selon les méthodes classiques employés par les travaux sur le sujet (Phipps et Burton, 1998 ; Roy, 2006). Il s'agit de modéliser la sensibilité de différents types de consommation à l'augmentation des revenus féminin et masculins. Pour chaque type de consommation, agrégé au niveau 2 de la nomenclature, nous effectuons donc une régression linéaire censurée³ sur le montant qui y est consacré dans laquelle nous introduisons deux termes d'interaction : entre le revenu féminin et le type de configuration familiale d'une part et entre le revenu masculin et le type de configuration d'autre part. Afin de contrôler les différents facteurs influençant la consommation de différents types de biens et de services, nous introduisons dans le modèle la variable codant l'appartenance à des fraction de classe [**Voir cah**] qui résume de manière synthétique à la fois les positions professionnelles des conjoints, leur niveau de diplôme, l'âge des conjoints, le niveau de vie du ménage, leur niveau de vie, que le nombre d'enfants dans le ménage. Nous avons ici préféré introduire une variable synthétique de la position sociale au niveau du ménage plutôt qu'un nombre plus important de variables au niveau individuel

Encadré n° 6: Equation du modèle

$$M_k = \alpha + \beta_1 Y_F * T + \beta_2 Y_H * T + \beta_3 T + \beta_4 Y_M + \beta_5 C + \beta_6 N + \beta_7 L + \epsilon$$

avec :

- M_k , le montant dépensé par le ménage pour la consommation de k
- Y_F , les revenus féminin,
- Y_M , les revenus masculins
- Y_M , le revenu disponible du ménage
- T , le type de configuration familiale du ménage (traditionnelle vs recomposée)
- C , la position sociale du ménage synthétique
- N , le nombre d'enfants du ménage
- L , le statut d'occupation du logement (propriétaire, locataire, autre)

Ainsi on peut, à position sociale, nombre d'enfants et statut d'occupation du logement du ménage égaux, comparer l'effet de augmentation du revenu féminin ou

3. Il s'agit d'un modèle de régression de Tobit, adapté aux variables continues pour lesquelles la valeur 0 est sur-représenté et dont la distribution suit une courbe de Gauss

masculin sur les dépenses effectuées par le ménage. On effectue un test de Wald sur les coefficient respectifs des revenus masculin et féminin dans les familles traditionnelles et recomposées pour identifier les différences statistiquement significatives. Une différence significative ne signifie pas pour autant que l'argent des femmes ou respectivement des hommes est utilisé pour les dépenses auxquelles elles sont corrélés et consommé par celui ou celle dont provient l'argent. Cela signifie simplement que l'augmentation du revenu masculin ou féminin a des effets sur le montant dépensé par le ménage sur ces différents postes. On ne peut pas par exemple exclure que l'augmentation du revenu féminin dans couple conduisent les couples à modifier l'arrangement économique en lien avec le loyer, par exemple en passant d'un 55%-45% à un 50%-50%, ce qui libèrerait l'argent masculin qui pourrait être consacré à d'autres dépenses, par exemple en loisir. Ainsi, dans le modèle, l'augmentation du revenu féminin se traduirait par une augmentation des consommations de loisir du ménage, sans pour autant que ce loisir ait été consommé par la femme. Pour autant, la sensibilité des consommations au revenu des hommes et des femmes constitue un bon moyen d'approcher la mise en commun des ressources et le partage des dépenses (Roy, 2006).

L'autre problème de l'utilisation de cette méthode est la linéarisation de l'effet de l'augmentation de revenu. Nous avons cherché à limiter ce problème en utilisant un modèle de tobit plutôt qu'un OLS classique, ce qui permet une meilleure prise en compte de la sur-représentation des valeurs nulles sur certaines dépenses. Or 100 euros de plus n'ont pas nécessairement les mêmes effets lorsqu'on gagne 600 euros par mois que lorsque en gagne 3 000.

[Peut être présenter la régression sur la consommation finale et l'épargne (ci dessous)]

D'une manière générale, on ne peut pas analyser de manière symétrique l'influence de l'augmentation des revenus féminins et des revenus masculins. Ces revenus sont marqués socialement, et ne signifient pas la même chose suivant qu'ils proviennent du travail féminin ou du travail masculin. Ainsi, les revenus masculins ont longtemps été considéré comme les revenus principaux d'un ménage, supposés pouvoir seuls pourvoir aux besoins du groupe familial. A l'inverse les revenus féminins sont considérés comme des revenus d'appoints, complémentaires aux revenus masculins et donc utilisés pour améliorer l'ordinaire. Cela

TABLEAU 11 – Regression sur le montant de consommation et d'épargne annuel

Caractéristique	Consommation		Epargne	
	Beta	95% IC	Beta	95% IC
(Intercept)	8 097***	5 375 – 10 818	-6 568**	-10 499 – -2 636
n_TYPMEN_newRecomposée	672	-2 379 – 3 724	-1 769	-6 191 – 2 653
n_FractionClasseClasses populaires urbaines [C6]	8 065***	5 798 – 10 332	-9 774***	-13 064 – -6 484
n_FractionClassePetits indépendants [C5]	11 718***	8 921 – 14 515	-15 948***	-20 079 – -11 817
n_FractionClassePetits-moyens [C1]	9 087***	6 675 – 11 500	-8 630***	-12 107 – -5 154
n_FractionClasseClasses moyennes superieures [C4]	14 000***	11 508 – 16 492	-14 569***	-18 158 – -10 980
n_FractionClasseClasses superieures pole public [C2]	13 206***	10 363 – 16 050	-14 526***	-18 627 – -10 425
n_FractionClasseClasses superieures pole privé [C7]	21 390***	18 303 – 24 477	-22 920***	-27 334 – -18 506
NENFANTS	2 360***	1 753 – 2 967	1 578***	705 – 2 451
STALOGAutre	-704	-4 801 – 3 393	272	-5 639 – 6 182
STALOGLocataire	4 778***	3 188 – 6 367	-6 717***	-9 015 – -4 419
n_REVENUS_F :n_TYPMEN_newTraditionelle	36***	32 – 40	50***	44 – 56
n_REVENUS_F :n_TYPMEN_newRecomposée	43***	30 – 56	52***	34 – 71
n_TYPMEN_newTraditionelle :n_REVENUS_H	23***	21 – 25	56***	53 – 59
n_TYPMEN_newRecomposée :n_REVENUS_H	21***	14 – 28	53***	43 – 63

¹ $p < 0.05$; $p < 0.01$; $p < 0.001$

² IC = intervalle de confiance

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages formées par des couples dont au moins l'un des membres est un adulte âgé de 25 à 56 ans et vivant avec au moins un enfant de moins de 25 ans (N = 4287).

explique pourquoi lorsque les dépenses sont différemment sensibles aux revenus des hommes et des femmes, elles sont en général, plus sensibles aux revenus féminins qu'aux revenus masculin. Cela est d'autant plus vrai pour les postes de dépenses dont part dans le budget augmente avec le niveau de vie : les transports, les loisirs et la culture, les restaurants et hôtels ainsi que les biens et services divers. C'est aussi le cas du logement qui représente une part importante des budgets des ménages pauvres et plus faible pour les ménages aisées, mais dont le montant des dépenses augmente rapidement avec le revenu. Le corollaire est en revanche que si la consommation est moins sensible aux revenus masculins, c'est alors que l'épargne augmente quand le revenu masculin augmente.

Des dépenses moins partagées entre hommes et femmes que dans les familles traditionnelles

Dans les familles recomposées, certains de ces postes budgétaires significativement plus sensibles à l'augmentation des revenus féminins dans les familles traditionnelles voient l'écart de sensibilité se creuser. C'est le cas pour le logement, les restaurants et hôtels, les loisirs et la culture ainsi que les biens et services divers. Ainsi, ces dépenses apparaissent comme des dépenses féminines dans l'ensemble des ménages formés par des couples vivants avec des enfants, mais plus fortement dans les ménages recomposées. Ces

dépenses apparaissent ainsi moins partagées dans les familles recomposées que dans les familles traditionnelles. En ce qui concerne le poste de logement, il englobe ici les

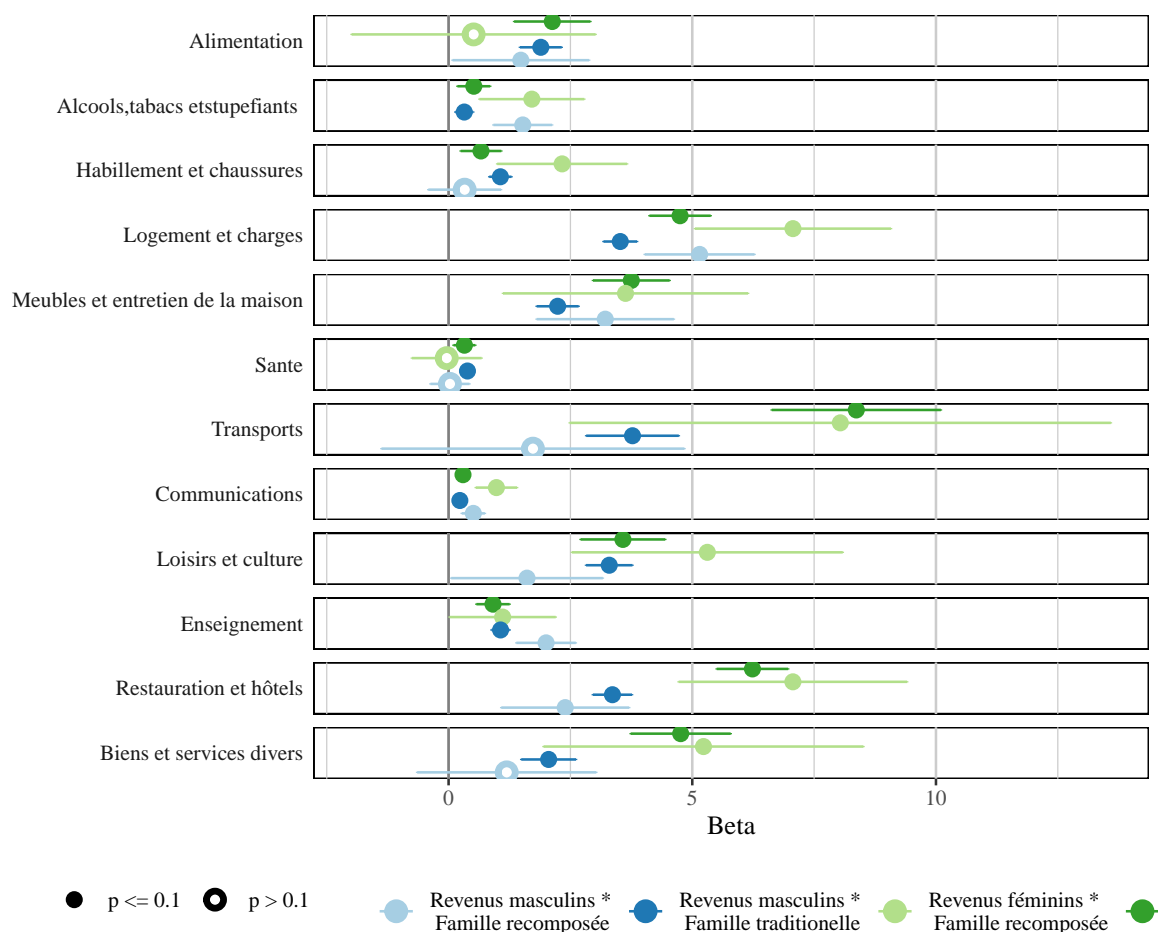


FIGURE 11 – Sensibilité des différents types de consommation aux revenus féminins et masculin dans les familles traditionnelles et recomposées

Dans les familles recomposées, comme dans les familles traditionnelles certains postes de dépenses apparaissent plus ou moins sensibles que d'autres à l'augmentation des revenus féminins ou respectivement masculins. Il y a d'abord les postes de dépenses qui apparaissent aussi sensibles aux revenus de l'homme qu'aux revenus de la femme dans les familles traditionnelles comme dans les familles recomposées. C'est le cas de la santé pour laquelle la différence de sensibilité n'est pas significative entre les revenus féminins et masculins dans le premier cas comme dans le second. C'est également le cas pour les dépenses d'enseignements et les dépenses de communication. Pour ces dépenses, il s'agit principalement de tarifs forfaitaires : prix d'une consultation chez un médecin, coût d'un abonnement téléphonique, tarif de l'étude après l'école. Ces dépenses sont d'une manière

générale peu sensibleS aux revenus. Elles représentent certes une part assez faible du budget des ménages (chiffres issues du tableau structure budgétaire) mais leur montant n'augmente que très peu avec l'augmentation du revenu (en particulier pour la santé et les communications). On a donc ici à faire à des dépenses probablement assez fixes. Il en va de même pour les dépenses pour les dépenses d'alcool, de tabac et de stupéfiant, qui, du fait du pouvoir addictif, peuvent également s'apparenter à des dépenses fixes.

D'autres dépenses ne sont pas significativement sensibles aux revenus féminins ou masculins dans les familles traditionnelles mais le sont dans les familles recomposées. C'est le cas des dépenses d'habillement, qui semblent ainsi faire partie du champ des dépenses communes dans les familles traditionnelles : un euro supplémentaire gagné par un homme a le même effet sur ces dépenses qu'un euros supplémentaire gagner par une femme. A l'inverse, dans les familles recomposées, cents euros supplémentaire gagné par une femme fait augmenter de 3 euros le budget annuel consacré aux vêtements, alors que les revenus masculins n'ont pas d'influence significative sur les dépenses de vêtement et chaussures. Il semble donc que le partage des dépenses d'habillement ne soit pas fréquente dans les familles recomposée. Ces postes de dépenses étant, en partie au moins, dédiés aux enfants, on peut penser que ce qui joue ici est lié au statut de parent ou de beau-parent. Ainsi, il semble que les charges que représentent les vêtements et chaussures soient portées par les femmes, plus probablement les mères dans les familles recomposées.

D'autres dépenses sont significativement sensibles aux revenus féminins par rapports aux revenus masculins dans les familles traditionnelles, mais cette différence n'est pas significative dans les familles recomposées : il s'agit des dépenses en matière d'alimentation et de transport, qui représentent deux des plus gros postes des dépenses des ménages, mais aussi de meubles et d'entretien courant du logement. Cela semble s'expliquer par la variance très importante des coefficients estimés pour les revenus masculins et surtout féminins pour ces dépenses dans familles recomposées. Les effectifs de ménages dont la configuration familiale est recomposée sont en effet bien plus faibles que ceux des familles traditionnelles, il est donc normal que les intervalles de confiances des coefficients estimés par les modèles soient plus étendus. Cependant, cela pourrait aussi s'expliquer par des pratiques différentes des hommes et des femmes en fonction de leur statut de parent ou de beau-parent.

Beux-pères et belles-mères : des contributions asymétriques

Pour essayer de comprendre à quoi sont dues ces variations de sensibilité des différents types de consommation aux revenus féminins et masculins dans les familles recomposées, nous avons procédé à une modélisation similaire sur la sous-population des ménages aux configurations familiales recomposées. Cependant fois-ci au lieu des interactions précédentes nous introduisons deux autres interactions, d'une part une entre les revenus féminins et l'existence d'enfants de la femme dans le ménage et d'autre part les revenus masculins et l'existence d'enfants de l'homme dans le ménage. Il s'agit ici de saisir les conditions de possibilité de la participation économique des pères, des beaux-pères, des mères et des belles-mères aux différentes "charges du ménage".

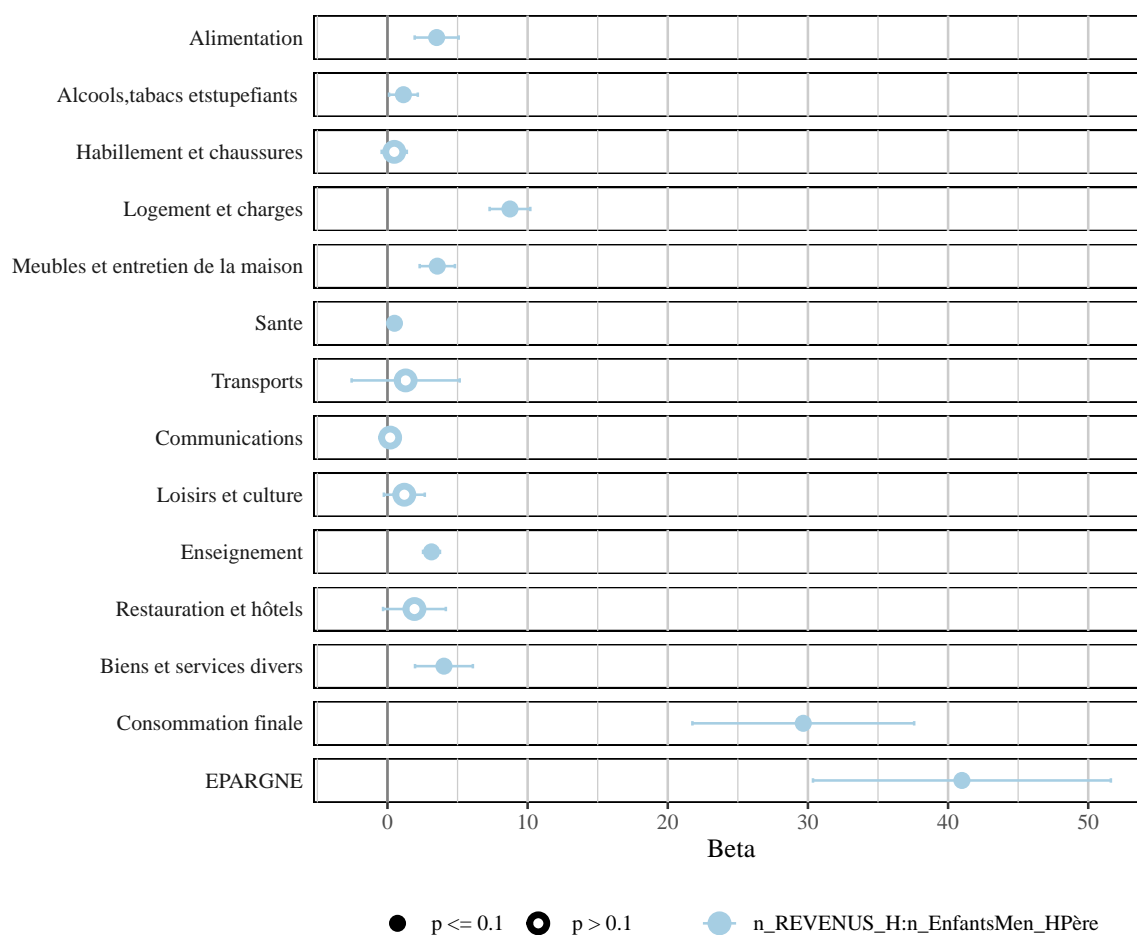


FIGURE 12 – Sensibilité des différents postes de dépenses aux revenus féminins et masculins en fonction du statut parental dans les familles recomposées

Ainsi, on observe

Comme on pouvait s'y attendre, les postes des dépenses aussi sensibles aux revenus masculins et qu'aux revenus féminins dans les familles recomposées ne présentent pas de différences significatives suivant le statut parental. En ce qui concerne l'alimentation, la santé, le tabac, l'alcool et les stupéfiants, l'enseignement, l'argent des pères, des mères, des belles-mères et des beaux-pères sans enfants a un effet similaire sur les dépenses.

D'autres postes de dépenses sont marqués par le genre de l'individu dont provient le revenu, mais assez peu par son statut parental. C'est le cas des dépenses en matière de vêtement et de chaussures et de biens et de restauration et hôtel qui sont avant tout des dépenses liée aux revenus féminin, et assez peu au revenu masculin dans les familles recomposées.

Aucun des postes de dépenses n'est sensible seulement au statut parental et non au genre. Tous les autres postes budgétaires sont à la fois sensible au genre et au statut beau-parental de la personne dont provient les revenus. Par exemple, la consommation en loisir et culture est surdéterminée par le revenu des mères, et celle en communication par le revenus des belles-mères sans enfants.

En ce qui concerne le logement on observe un effet intéressant. Dans les familles recomposées, les revenus féminins paraissent déterminer plus fortement que les revenus masculins les dépenses en matière de logement. Cependant, on voit qu'en différenciant ceux-ci en fonction du statut parental, on observe une sous-détermination des dépenses de logement par les revenus des beaux-pères sans enfants, là où les coefficient ne sont pas significativement différents pour les belles-mères sans enfants, les mères et les pères. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cela. D'une part, les recompositions familiale peuvent donner lieu à emménagement d'un des conjoint-e-s, plus probablement celui ou celle qui n'a pas d'enfants, au domicile de l'autre, sans que cela ne donne lieu a un partage des charges locatives. Cependant, on devrait donc observer le même effet pour les belles-mères. Or ce n'est pas le cas. Ceci semble indiquer que les revenus des belles-mères déterminent tout autant les dépenses en matière de logement que celles des pères, là où dans les couples constituée d'une femme ayant des enfants et d'un homme n'en ayant pas, seuls les revenus de cette dernière détermine les dépenses en matière de logement.

Pour les biens et service divers, les revenus des pères ont plus d'effet que les revenus des beaux-pères et les revenus des mères on plus d'effet que les revenus des belles

mères. Il semble donc la consommation en biens et services divers soit liée au fait d'avoir des enfants. Les biens et services divers contiennent en effet les services de garde qui peuvent représenter un poste de consommation non-négligeable, et qui expliquerait que les revenus des parents soit sur-déterminants dans ce type de dépenses. En revanche, ce sont bien les revenus des mères qui déterminent le plus fortement ce type de consommation. Cela rejoint les analyses selon lesquelles les services payants permettant de réduire le travail domestique effectué gratuitement par les femmes dans les familles est un "bien supérieur féminin". En l'occurrence, la garde d'enfant, si elle est une affaire de parent, reste surtout une affaire de mères. On peut ainsi penser que si les pères de famille recomposée y ont plus recours que les beaux-pères, ils peuvent néanmoins compter sur leur conjointe, même lorsque celle-ci n'a pas d'enfants, pour effectuer une partie du travail domestique et parental. Il est en revanche moins probable que les mères de famille recomposées puissent faire reprocher une partie de ce travail sur leur conjoint, en particulier lorsque celui-ci n'a pas lui-même d'enfant.

Conclusion

Des inégalités de revenus aux inégalités de consommations

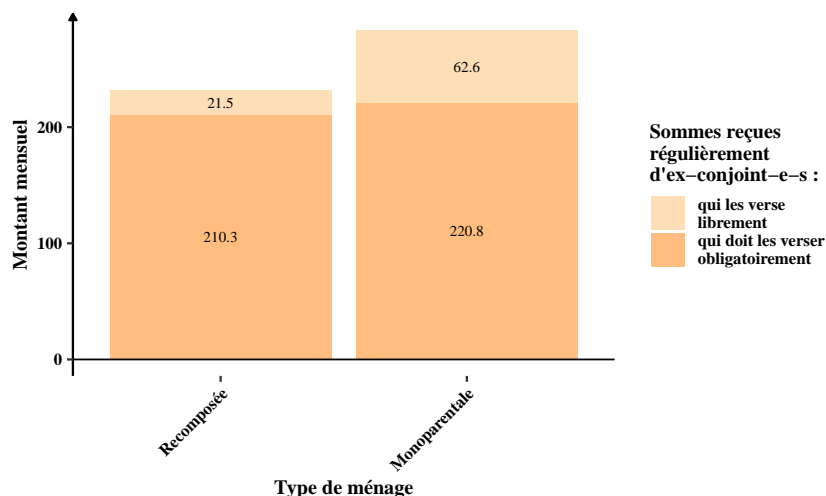
Des couples plus homogames mais tout aussi inégalitaires

Renforcées par une plus faible contribution des ex-conjoints

Seuls 16% des parents de familles monoparentales se voient verser régulièrement une somme d'argent par leur ex-conjoint-e. Dans les familles recomposées, ce chiffre n'est pas significativement différent : dans 15,9% d'entre elles, au moins un des deux membres du couple reçoit régulièrement un versement d'argent de la part de son ex-conjoint (**Tableau annexe ? ?**). Il n'est malheureusement pas possible de distinguer les situations en fonction des caractéristiques sociales et de la situation économique de ces ex-conjoints, sur lesquels l'enquête ne renseigne pas.

En revanche, le montant de ces versements réguliers apparaissent plus faibles dans les familles recomposées que dans les familles monoparentales. Le graphique ci-dessous

présente le montant mensuel moyen versé par les ex-conjoints aux ménages en fonction de leur configuration familiale.



On observe un plus faible montant reçu de la part les ex-conjoint-e-s dans les familles recomposées que dans les familles monoparentales : on passe d'un montant moyen de 296,2 euros par mois dans les familles monoparentales à 231,8 euros par mois dans les familles recomposées, soit une différence de 64,4 euros. Cette différence tient à la part de ces montants qui est versé librement par les ex-conjoint-e-s. Elle est en effet trois fois et demi plus faible dans les familles recomposée que dans les familles monoparentales. En revanche la différence pour les montants versés obligatoirement n'est pas significative. On ne peut pas, ici non plus, croiser ces résultats avec les caractéristiques des ex-conjoint-e-s. D'une part, puisque les montants des pensions versées obligatoirement aux parents de familles recomposées ou monoparentales sont proches, cela signifie donc que, assez probablement, les ex-conjoint-e-s débiteurs et débitrices de ces pensions ont, ou du moins, avaient au moment du jugement établissant le montant de ces pensions, des situations économiques comparables. D'autre part, cela signifie que la demande de révision du montant des pensions au moment de la remise en couple du parent créancier reste une pratique rare.

Des inégalités de consommations à l'intérieur des ménages

Pris ensemble, les inégalités de revenus entre hommes et femmes, en particulier entre mères et beaux-pères, et la participation commune plus restreinte aux charges du ménages sont de nature à produire des inégalités de consommations à l'intérieur du ménage. Pour approcher ces inégalités de consommation nous avons cherché à individualiser

certaines dépenses et consommations. En ce qui concerne les enfants, un certain nombre de postes de dépenses sont, dans la nomenclature des produits, spécifiques aux enfants, même s'il n'est pas possible de savoir à quels enfants elles bénéficient. Il s'agit des dépenses de garde d'enfants, d'habillement, des frais scolaires, des jouets, de l'équipement spécifique et de l'alimentation spécifique. Dans l'enquête budgets de familles en 2011, ces dépenses représentaient 13,6% du budget des ménages avec au moins un enfant de moins de 16 ans (**Hotte ?**). Cependant, dans le fichier de production et de recherche (FPR) de 2017 sur lequel nous avons travaillé, les postes de dépenses ont été agrégés au niveau 5 de la nomenclature. Ainsi seuls les jouets, les frais scolaires et les dépenses d'habillements sont effectivement imputable à la présence d'enfants. Parmi celles-ci nous avons choisis de nous concentrer sur les dépenses d'habillement. En effet, les dépenses scolaires varient très fortement selon l'âge des enfants et sont partiellement déterminées par l'existence de tarifs sociaux pour certains types de consommation comme les repas scolaires, l'étude, ou l'inscription dans certains établissements privés. Ainsi elles sont, réglementairement, déterminées par le niveau de vie du ménage de sorte que pour les enfants les plus jeunes à niveau de vie du ménage égal, ce poste de consommation est difficilement interprétable. Les dépenses en matière de jouets ne nous paraissaient pas non plus .../ Les dépenses en vêtements et chaussures nous ont en revanche paru être un bon indicateur pour approcher la consommation des enfants dans le ménage. D'une part, les vêtements ont été considérés comme un bon indicateur du niveau de vie individuel. En effet, selon l'hypothèse de Rothbarth (1943), les vêtements d'adultes sont des biens individuels : ils ne sont peu substituables entre hommes et femmes et ne sont pas adaptés aux enfants. Selon cette hypothèse le niveau de vie est une fonction des dépenses de vêtements pour adultes. Cependant, à la différence des vêtements pour adultes, les vêtements d'enfants ne sont pas des biens individuels purs, ils ne peuvent certes pas être portés par plusieurs individus en même temps, mais ils ne sont pas exclusifs : ils peuvent être portés par différents membres d'une fratrie au fur et à mesure que les uns et les autres grandissent. Ainsi, les dépenses en vêtement ne croissent pas proportionnellement au nombre d'enfants, mais sont modérées par le nombre d'enfants de fratrie et l'âge de ces enfants. Pour autant, les vêtements représentent aussi une consommation ostentatoire, par laquelle les individus se forgent un "corps de classe" [Bourdieu distinction, Nicolas HERPIN, « L'habillement, la classe sociale et la mode », *Économie et statistique*, n° 188, pp. 35-54, 1986, Le Witta Béatrice].

Les parents modèlent ainsi le corps et l'apparence de leur enfants dès le plus jeune âge [COURT Martine, MENNESSON Christine, SALAMÉRO Émilie et al., « Habiller, nourrir, soigner son enfant : la fabrication de corps de classes », Rech]. [pe ajoutr un truc sur le fai que c'est des dépenses que les enfants consomment mais qui en disent bcp plus sur l'appartenance sociale des parents, parce que les jeunes enfants ne choisissent pas leur vetement, plutôt ils s'en foutent]

Encadré n° 7: Les dépenses de vêtements et chaussure dans l'enquête

blablabla sur comment elles sont mesurées, uniquement pour les enfanst de moins de 14 ans, donc on loupe toute une partie, les limites

Parmi les ménages formés par au moins un adulte âgé de 25 à 65 ans et vivant avec au moins un enfant de moins de 13 ans, les familles traditionnelles dépensent en moyenne 610 euros en vêtements pour enfants de moins de 13 ans et nourrissons par ans contre 502 euros dans les familles recomposées. Cette différence paraît *a priori* importante quand on sait que les familles recomposées ont en moyenne plus d'enfants. Cependant, on raisonne ici en valeur absolue dépensée dans ce type de consommation, qui dépend donc des revenus du ménage et du nombre d'enfants. Le tableau suivant présente les résultats d'une régression effectuée sur le montant annuel dépensé en vêtement et chaussures par enfant de moins de 13 ans vivant dans le ménage. Afin d'observer l'effet de la configuration familiale sur ces dépenses spécifiques aux vêtements nous avons introduit dans le modèle des variables quantifiant la taille de la fratrie étendue, c'est-à-dire le nombre d'enfants vivants dans le ménage mais aussi hors de celui-ci, ainsi que la moyenne de l'âge des enfants vivants dans le ménage. Pour saisir ces logiques de distinctions, nous introduisons également la variable synthétique de position sociale [ref ACM tableau]. Enfin, pusique nous travaillons ici sur les dépenses liée à la consommation des enfants, nous avons distingué les ménages à la configuration familiale recomposée selon que les couples qui les forment ont ou non des enfants communs.

On observe donc que le montant dépensé par enfant pour l'achat de vêtements et de chaussures est significativement lié au niveau de vie, à la taille de la fratrie ($p < 0,001$) et à l'âge moyen des enfants du ménages ($p < 0,05$). Ainsi les dépenses en vêtements par enfant augmentent avec le niveau de vie mensuel et l'âge des enfants, mais diminue assez fortement quand la taille de la fratrie augmente. Toutes choses égales par ailleurs

TABLEAU 12 – Regression sur la consommation de vêtements et chaussures par enfant

Caractéristique	Beta	95% IC	p-valeur
(Intercept)	525	419 – 631	<0,001
Niveau de vie mensuel (en centaine d’euros)	7,8	4,5 – 11	<0,001
Taille de la fratrie	-80	-108 – -52	<0,001
Age moyen des enfants du ménage	7,4	0,89 – 14	0,026
Fraction de classe			
Classes moyennes supérieures [C4]	—	—	
Classes populaires issues de l’immigration [C3]	-146	-243 – -49	0,003
Classes populaires urbaines [C6]	102	28 – 177	0,007
Petits indépendants [C5]	-151	-258 – -43	0,006
Petits-moyens [C1]	123	45 – 201	0,002
Classes supérieures pôle public [C2]	-23	-120 – 74	0,6
Classes supérieures pôle privé [C7]	30	-72 – 132	0,6
Configuration familiale du ménage			
Traditionnelle	—	—	
Monoparentale	96	27 – 165	0,006
Recomposée sans enfants communs	-133	-278 – 12	0,072
Recomposée avec enfants communs	48	-63 – 159	0,4
Autre	-140	-286 – 6,3	0,061
Couple sans enfant			
Personne seule			

¹ IC = intervalle de confiance

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France formé par au moins un adulte âgé et 25 à 65 ans et ayant à charge au moins un enfant de moins de 14 ans (N = 4677).

Lecture : Toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de 100 euros du niveau de vie mensuel fait augmenter les dépenses annuelles en vêtements et chaussures par enfants de 7,4 euros

un enfant supplémentaire fait baisser la consommation de vêtement par enfant de 80 euros par ans. Cela confirme donc les économies d’échelles réalisées sur les vêtements par l’utilisation successive de vêtements par les enfants. On observe, à niveau de vie égal, des logiques de classe. Les dépenses les plus importantes en vêtement ne se situent pas en haut de hiérarchie sociale mais dans les classes populaires urbaines et petits-moyens. blabla distinctions, vêtements neufs vs réutilisation vs normes de genre et échange des vêtements.

Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, les familles recomposées sans enfants communs dépensent 133 euros de moins en vêtements par enfants et par année (au seuil de significativité de 90%) que les familles traditionnelles. A l’inverse les familles recomposées avec des enfants communs ne dépensent pas significativement plus ou moins d’argent pour la consommation de vêtements que les familles traditionnelles. Ainsi à niveau de vie, appartenance de classe, taille de la fratrie, âge moyen des enfants égaux, un enfant dans une famille recomposée sans enfants communs consomme moins de vêtement par ans qu’un enfant de famille traditionnelle. Une des limites importantes de ce résultat tient au fait que les vêtements pour enfants ne sont pas seulement échangeables aux sein d’une fratrie, ils peuvent être donnés entre parents

conclusion

synthèse des résultats

Limites des résultats : - plutôt des trace que des trucs démontré, invite a faire des ethnographies sur le sujet - Effectifs trop faible pour croiser avec la position sociale, ce qui est dommage, parce que c'est des rapport à l'argent différents : est ce que lorsque les budgets sont plus contraint, on a aussi une mise en commun plus importante, ou au contraire est ce que chaque conjoint fait plus attention à son argent

Chapitre 4. Des belles mères au travail reproductif

Ainsi, si les beaux-parents contribuent financièrement moins à l'entretien des enfants de leur conjoint que ne le feraient des parents, cela ne signifie pas pour autant qu'aucune forme de parenté pratique ne se construit entre beaux-parents et beaux-enfants. La notion de parenté pratique, telle que définie par Florence Weber, dépasse largement les simples transferts financiers pour englober une variété de pratiques sociales, économiques et affectives qui structurent la vie quotidienne des familles. Weber (2002) souligne que la parenté pratique se manifeste par des échanges de services, des soutiens émotionnels et des interactions quotidiennes qui cimentent les relations familiales. Par exemple, les soins apportés aux enfants, l'accompagnement des personnes âgées, l'aide apportée lors d'événements importants de la vie ou même les simples actes de solidarité entre membres de la famille sont autant de manifestations de la parenté pratique. En ce sens, la dimension matérielle de la parenté ne peut être réduite à de simple transferts financiers. Ainsi, les arrangements économiques au sein des familles ne doivent pas être envisagé comme purement monétaires. Comme le souligne (**Bessières ?**), ces arrangements englobent un ensemble de pratiques et de contributions qui vont bien au-delà des simples transferts financiers. Ils incluent notamment les tâches ménagères, les soins aux enfants, les services rendu entre membre de la famille, tels que la garde d'enfants ou l'aide aux travaux ménagers.

Ouvrir la boîte noire du ménage : au commencement était le travail domestique

Historiquement, la statistique publique s'est plutôt orienté vers la production de données permettant le calcul de grands agrégats macroéconomiques, tels que le PIB, le chômage ou l'inflation. A partir du milieu du 20^e siècle, le tournant microéconomique l'importance des dynamiques internes des ménages. Cette évolution a permis de dévoiler la complexité des activités non rémunérées et leur rôle crucial dans le fonctionnement de la société.

Les enquêtes Emploi du Temps font figures de pionnières de ce point de vu. Leur ancêtre, l'enquête Budget-Temps, conduite pour la première fois par l'INED en 1948 se donnait pour objectif de savoir ce que la formation d'un enfant "coûte à la société en heures de travail" (**Fouquet ?** et Charraud, 1989, p. 54). A ce moment, seules les femmes mariées sont interrogées, ce qui exclue de fait toute analyse sur la répartition de la charge de travail domestique au sein de la famille. Cependant, ces premiers enquêtes, entre préoccupation pour la natalité et la pénurie, posent les bases d'une réflexion sur la reproduction de la force de travail. Avec la mise en place des enquêtes emploi du temps telles qu'on les connaît aujourd'hui, en

À travers la collecte minutieuse de données via des journaux de bord, où les participants consignaient leurs activités heure par heure, souvent sur une période d'une semaine, ces enquêtes ont permis de rendre visible l'invisible.

Le travail domestique, longtemps relégué dans l'ombre des statistiques économiques traditionnelles, a commencé à attirer l'attention pour plusieurs raisons. Le mouvement féministe des années 1970 a joué un rôle crucial en soulignant l'invisibilité et la non-reconnaissance du travail domestique, majoritairement effectué par des femmes. Ces activités, bien que non rémunérées, contribuent de manière essentielle au bien-être familial et social. Parallèlement, l'économie du bien-être a progressivement reconnu que les tâches domestiques, telles que la cuisine, le nettoyage et la garde des enfants, soutiennent la main-d'œuvre rémunérée et constituent une part significative de l'économie globale.

Dans les décennies suivantes, les enquêtes emploi du temps ont été intégrées dans

les programmes réguliers des instituts de statistiques de nombreux pays. Cette intégration a permis de quantifier le travail domestique, proposant ainsi des mesures pour son inclusion dans des indicateurs économiques tels que le PIB. De plus, ces enquêtes ont révélé des tendances sociétales majeures, comme l'augmentation du temps consacré aux loisirs, la participation croissante des femmes au marché du travail, et les changements dans la structure et la dynamique des ménages.

Les résultats des enquêtes emploi du temps et l'attention accrue portée au travail domestique ont eu des impacts significatifs sur plusieurs plans. Les données collectées ont alimenté les politiques publiques visant à promouvoir l'égalité des genres, comme les congés parentaux et les services de garde d'enfants subventionnés. Elles ont également servi la recherche académique, permettant d'étudier les relations entre le travail rémunéré et non rémunéré, la santé mentale et physique, et la satisfaction de vie. En outre, la reconnaissance de la valeur du travail domestique a engendré des débats sur la rémunération et la protection sociale des travailleurs domestiques.

L'intérêt croissant de la statistique publique pour les dynamiques des ménages, à travers les enquêtes emploi du temps et l'évaluation du travail domestique, représente une avancée significative vers une compréhension plus holistique de l'économie et de la société. Cette démarche a permis de mieux apprécier la contribution des activités non rémunérées, informant ainsi des politiques visant à améliorer le bien-être et l'égalité au sein des ménages. En reconnaissant l'importance du travail domestique, la statistique publique a contribué à une vision plus inclusive et équilibrée de l'économie.

Encadré n° 8: Le travail domestique dans l'enquête Budget de famille (2017)

Dans l'enquête Budget de famille (2017), un module portant sur les activités domestique est prévu. L'individu répondant aux question de l'enquêteur ou l'enquêtrice est interrogé sur la participation des différents membres du ménage au travail domestique et parental la semaine précédant l'entretien. La période d'observation est donc la même que celles des dépenses. Les variables issues de ces réponses sont ainsi renseignées dans la table de données sur les dépenses individuelles. En revanche ce module de question n'est posé qu'à la moitié des ménages, sélectionnés au hasard, réduisant ainsi la taille de l'échantillon sur lequel nous travaillons dans cette partie. De plus, pour une raison que nous ignorons et qui n'est pas explicitée dans la documentation de l'enquête, parmi les ménages ayant des enfants cohabitant, les items relatifs au travail parental (aide scolaire aux enfants et habillage des enfants) ont un nombre très élevé de valeurs manquantes. Ceci explique pourquoi les p-valeurs calculées sur les tests du χ^2 sont en général plus élevées.

S'occuper des dépenses courantes : une affaire de mères

Le tableau présente les résultats d'une régression logistique sur le sexe du répondant au questionnaire, celui qui se désigne comme connaissant le mieux le budget du ménage parmi les ménages formés par des couples, qu'ils aient ou non des enfants. Les coefficients rapportés incluent les rapports de cotes (OR) et les intervalles de confiance à 95% (IC) pour chaque caractéristique, ainsi que les p-valeurs pour évaluer la signification statistique des résultats.

[REGRESSION SUR LE SEXE DU REpondant]

Le niveau de vie (NVIE) a un OR de 1,00, indiquant qu'il n'a pas d'impact significatif sur le sexe du répondant, avec une p-valeur de 0,12. Cela signifie que le niveau de vie n'est pas un facteur déterminant pour savoir si le répondant est un homme ou une femme.

Les différentes classes sociales montrent des variations intéressantes lorsqu'elles sont comparées aux classes moyennes supérieures (C3), qui servent de modalité de référence. Les classes populaires racisées (C6) ont un OR de 0,84, mais ce résultat n'est pas significatif ($p=0,11$). Les classes populaires urbaines (C5) ont un OR de 1,22, suggérant une probabilité plus élevée que le répondant soit une femme, avec un résultat significatif ($p=0,018$). Les petits indépendants (C4) montrent un OR de 1,16, mais ce résultat n'est pas

significatif ($p=0,24$). Les petits-moyens (C1) ont un OR de 1,35, indiquant une probabilité significativement plus élevée que le répondant soit une femme ($p<0,001$). Les classes supérieures du pôle public (C2) n'ont pas de différence significative avec la modalité de référence, avec un OR de 1,03 et une p-valeur de 0,80. Enfin, les classes supérieures du pôle privé (C7) ont un OR de 0,79, indiquant une probabilité significativement plus faible que le répondant soit une femme ($p=0,015$).

Pour ce qui est du type de ménage et du sexe, les modalités comparées sont “Homme et femme en couple”. Une mère en couple a un OR de 1,60, suggérant une probabilité significativement plus élevée qu'une femme soit le répondant ($p=0,005$). En revanche, un père en couple a un OR de 0,46, indiquant une probabilité significativement plus faible qu'une femme soit le répondant ($p=0,002$). Les ménages monoparentaux ne sont pas représentés, étant donné que le champ d'étude se concentre sur les ménages formés par des couples.

En conclusion, les résultats montrent que certaines classes sociales influencent significativement la probabilité que le répondant au questionnaire soit une femme. Les classes populaires urbaines et les petits-moyens sont plus susceptibles d'avoir une femme comme répondant, tandis que les classes supérieures du pôle privé et les configurations de père en couple sont moins susceptibles d'avoir une femme comme répondant. Le niveau de vie, quant à lui, n'a pas d'impact significatif sur le sexe du répondant.

Prise en charge du travail domestique

Une charge de travail domestique a priori mieux répartie entre hommes et femmes

Cadolle

Le tableau ci-dessous le taux de participations des hommes et des femmes au travail domestique et parental la semaine ayant précédé l'entretien. Il distingue différentes activités domestiques en déclinant différentes tâches.

TABLEAU 13 – Implication dans le travail domestique et parental en fonction configuration familiale et du sexe

	Homme (46%)				Femme (54%)		
	Traditionnelle (84%)	Recomposée (11%)	Monoparentale (5,1%)	p-valeur	Traditionnelle (72%)	Recomposée (9,3%)	Monoparentale (18,7%)
Activité effectuée la semaine de l'enquête (en %)							
Aide scolaire aux enfants,	26	24	22	0,9	36	33	25
Bricolage,	47	44	33	0,060	10	12	15
Habillage des enfants,	72	70	100	0,065	89	90	84
Courses,	63	70	88	<0,001	88	89	93
Cuisine du quotidien,	55	56	95	<0,001	93	91	96
Cuisine de réception,	11	8,9	18	0,073	22	23	14
Menage,	44	54	88	<0,001	90	90	95
Jardinage,	31	26	22	0,2	19	15	14
Repassage,	9,7	13	26	<0,001	57	49	54
Vaisselle,	52	53	75	0,001	82	78	89
Effectifs, (non-pondérés)	1673	253	124		1673	263	876
¹ Pearson's X ² : Rao & Scott adjustment							

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Individus adultes âgés de 25 à 65 ans ou en couple avec un adulte âgé de 25 à 65 ans, formant des ménages ordinaires avec au m

Lecture : 47% des hommes vivants en famille traditionnelle ont fait du bricolage la semaine de l'enquête.

En ce qui concerne la plus part des taches domestique et parentales, les femmes vivants en familles traditionnelles et recomposées apparaissent impliquées dans des proportions similaires. Le variations significatives d'implications des femmes dans le travail domestique et parental tiennent en général à la situation de monoparentalité par rapport à la vie en couple. Les femmes vivant en famille recomposée apparaissent cependant légèrement mais significativement moins impliquées dans le repassage (elles sont seulement 49% a avoir repasser des vêtements la semaine de l'enquête contre 57% des femmes vivant en famille traditionnelle et 54% des femmes vivants en famille recomposée). En revanche les hommes vivants en familles recomposées apparaissent plus impliqués dans certaines tâches que ceux vivants en famille traditionnelles. Ils sont en effet plus nombreux à avoir

fait du repassage (13% contre 9,4%), des courses (70% contre 63%) ou du ménage (54% contre 44%). La participation féminine sur ces tâches ne diffère pas significativement entre familles recomposées et familles traditionnelles. Il semble donc que les couples formant des ménages recomposés soient plus égalitaires : les hommes y sont légèrement plus engagé dans la prise en charge du travail domestique.

On peut ainsi se demander si l'effet observé n'est pas lié au statut parental. D'une part, la mobilisation légèrement plus forte des hommes sur le travail domestique pourrait être lié aux pères qui ont des enfants issus d'une précédente union et qui, ayant probablement connu une période de monoparentalité avant leur remise en couple ont du assurer eux même, au moins en partie, le travail domestique et parental lié au fait d'élever seul ses enfants. D'autre part, les belles-mères sans enfants sont largement sous-représentées parmi les femmes vivant en famille recomposées, on ne peut donc pas exclure qu'elles soient moins mobilisées que les mères.

[Les parents en font + que dans les familles nucléaires mais moins que dans les familles monoparentales]

Le tableau ci-dessous présente la part de parents vivant en avec au moins un de leurs enfant ayant effectué des tâches de travail domestique et parental durant la semaine de l'enquête.

TABEAU 14 – Travail domestique et parental des parents en fonction de la configuration familiale

	Traditionnelle (78%)	Recomposée (7,5%)	Monoparentale (12%)	Autre (2,1%)	Overall (100%)	p-valeur
Activité effectuée la semaine de l'enquête (en %)						
Aide scolaire aux enfants,	31	31	25	31	30	0,6
Bricolage,	29	27	19	21	27	<0,001
Habillage des enfants,	80	83	86	68	81	0,070
Courses,	76	83	92	77	78	<0,001
Cuisine du quotidien,	74	76	96	81	77	<0,001
Cuisine de réception,	16	16	15	8,1	16	0,3
Ménage,	67	74	93	79	71	<0,001

TABLEAU 14 – Travail domestique et parental des parents en fonction de la configuration familiale (*continued*)

	Traditionnelle (78%)	Recomposée (7,5%)	Monoparentale (12%)	Autre (2,1%)	Overall (100%)	p-valeur
Jardinage,	25	22	16	12	23	<0,001
Repassage,	33	33	48	54	36	<0,001
Vaisselle,	67	67	86	74	70	<0,001
Effectifs,	3346	385	1000	174	4905	
(non-pondérés)						
¹ Pearson's X ² : Rao & Scott adjustment						

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Parentx âgés de 25 à 65 ans ou en couple avec un adulte âgé de 25 à 65 ans, formant des ménages ordinaires et vivant avec au moins un de leurs enfants (N =).

Lecture : 76% des parents vivants en famille traditionnelle ont fait les courses au moins une fois durant la semaine de l'enquête.

Sur la majorité des tâches, la prise en charge du travail domestique par les parents vivants en famille recomposée apparaît similaire à celle des parents vivants en familles traditionnelle. Cependant, ils sont significativement ($p < 0,001$) plus nombreux à prendre avoir fait les courses et le ménage au moins une fois la semaine de l'enquête : 83% ont fait les courses contre 76% dans les familles traditionnelles et 74% on fait le ménage contre 67% dans les familles traditionnelles. Ils sont aussi légèrement et moins significativement plus nombreux à avoir aider les enfants (hors aide scolaire, c'est-à-dire habillage, change, bain à manger) que dans les familles traditionnelle, alors même que les enfants y sont en moyenne plus âgés.

La mise au travail domestique des belles-mères

Le tableau suivant présente la participation aux différentes tâches des parents et des beaux-parents en fonction de leur sexe dans les familles recomposées. Les effectifs étant très faibles, en particulier pour les belles-mères et les pères, les pourcentages ne sont donc pas interprétables en tant que tels, ils ne sont ici donnés qu'à titre indicatifs pour faciliter la lecture des résultats.

TABLEAU 15 – Travail domestique et parental en fonction du statut p

	Homme (50%)			p-valeur	Avec beaux-enfan (14%)
	Avec beaux-enfants (35%)	Avec enfants (22%)	Avec enfants et beaux-enfants (43%)		
Aide scolaire aux enfants,	8,5	40	27	0,087	40
Bricolage,	38	49	46	0,5	11
Habillage des enfants,	43	73	74	0,2	65
Courses,	63	80	71	0,2	85
Cuisine du quotidien,	55	60	55	0,9	92
Cuisine de réception,	11	12	5,9	0,4	27
Ménage,	57	55	51	0,8	85
Jardinage,	18	29	31	0,2	17
Repassage,	18	9,6	10	0,2	45
Vaisselle,	57	57	49	0,6	73
Effectifs, (non-pondérés)	99	46	108		32

¹ Pearson's χ^2 : Rao & Scott adjustment

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Individus adultes âgés de 25 à 65 ans ou en couple avec un adulte âgé de 25 à 65 ans, formant des ménages ordinaires recomposés

On peut ainsi observer un écart, le plus souvent significatif, entre hommes et femmes.

environ 90% des femmes, qu'elles soient mères ou belles-mères ont fait au moins une fois les courses, le ménage ou la cuisine du quotidien durant la semaine qui précède l'enquête, contre 74% des pères et 68% des beaux-pères pour les courses, 52% des pères et 54% des beaux-pères pour le ménage et 57% des pères et 55% des beaux-pères pour la cuisine du quotidien.

Les beaux-pères prennent visiblement moins en charge le travail domestique que les pères.

— discussion tabet

Substitution travail domestique des belles-mères à des services marchands dans lorsque les pères sont les plus riches

Ces mécanismes ne jouent pas de manière uniforme selon les classes sociales. Le tableau présente les résultats d'une régression linéaire de Tobit sur les dépenses par enfant pour la garde d'enfant effectuées par le ménage. L'intercept est de -2296, indiquant une réduction significative des dépenses de garde d'enfant sans la prise en compte des autres variables. Le niveau de vie mensuel a un coefficient de 10, montrant qu'une augmentation de 100 euros du niveau de vie mensuel se traduit par une augmentation de 10 euros des dépenses de garde d'enfant, ce qui est significatif.

TABLEAU 16 – Regression sur les dépenses de garde d'enfant du ménage

Caractéristique	Beta	95% IC	p-valeur
(Intercept)	-2 296	-2 792 – -1 800	<0,001
Niveau de vie mensuel (en centaine d'euros)	10	3,1 – 18	0,005
Taille de la fraterie	220	126 – 313	<0,001
Age moyen des enfants du ménage	-62	-90 – -34	<0,001
Fraction de classe			
Classes moyennes superieures [C4]	—	—	
Classes populaires issues de l'immigration [C3]	-1 499	-3 426 – 428	0,13
Classes populaires urbaines [C6]	-381	-725 – -37	0,030
Petits indépendants [C5]	-192	-674 – 291	0,4
Petits-moyens [C1]	-409	-845 – 27	0,066
Classes superieures pole public [C2]	346	60 – 633	0,018
Classes superieures pole privé [C7]	781	508 – 1 055	<0,001
n_TYPMEN_sexe			
Mère et père en couple	—	—	
Mère célibataire	314	-4,7 – 633	0,053
Père célibataire	354	-147 – 856	0,2
Mère en couple	-267	-1 233 – 699	0,6
Père en couple	905	155 – 1 656	0,018
Homme et femme en couple			
Homme célibataire			
Femme célibataire			

¹ IC = intervalle de confiance

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires résidant en France formé par au moins un adulte âgé et 25 à 65 ans et ayant à charge au moins un enfant de moins de 14 ans (N = 4677).

Lecture :

La taille de la fraterie affiche un coefficient de 220, suggérant que chaque enfant supplémentaire augmente les dépenses de 220 euros, une relation hautement significative. En revanche, l'âge moyen des enfants du ménage a un coefficient de -62, indiquant une diminution de 62 euros par année supplémentaire de l'âge moyen des enfants, également significatif.

Pour les fractions de classe, les classes moyennes supérieures (C3) servent de modalité de référence. Comparées à cette modalité, les classes populaires racisées (C6) présentent un coefficient de -1499, mais cette relation n'est pas statistiquement significative. Les classes populaires urbaines (C5) ont un coefficient de -381, ce qui est significatif et montre une diminution des dépenses. Les petits indépendants (C4) affichent un coefficient de -192, sans signification statistique, tandis que les petits-moyens (C1) ont un coefficient de -409, proche de la signification. Les classes supérieures du pôle public (C2) et du pôle privé (C7) ont des coefficients de 346 et 781 respectivement, indiquant des augmentations significatives des dépenses. Les classes supérieures du pôle privé dépensent significativement plus que celles du pôle public.

Pour les types de ménage et le sexe, les mères et pères en couple servent de modalité de référence. Les mères célibataires montrent une tendance à dépenser plus avec un coefficient de 314, proche de la signification statistique, tandis que les pères célibataires ont un coefficient de 354, ce qui est significatif. Les mères en couple ont un coefficient de -267, sans signification statistique, tandis que les pères en couple présentent un coefficient de 905, indiquant une augmentation significative des dépenses. Les pères célibataires et les pères en couple dépensent plus significativement que les mères célibataires et les mères en couple respectivement.

En résumé, les résultats soulignent l'impact significatif du niveau de vie, de la taille de la fratrie, de l'âge des enfants, des différentes classes sociales et des configurations familiales sur les dépenses de garde d'enfant par ménage. Les différences entre les coefficients des différentes modalités de ces variables offrent une vision détaillée de la façon dont chaque facteur contribue aux variations des dépenses de garde d'enfant. Comparés à la modalité de référence, les coefficients révèlent des variations significatives entre les classes sociales et les types de ménage, en particulier pour les classes supérieures du pôle privé et les pères célibataires ou en couple, qui dépensent significativement plus pour la garde d'enfant.

Conclusion/transition : formes de continuité, d'un point de vue économique, entre monoparentalité et recompositions familiales

Chapitre 5. L'Etat face aux remises en couples des parents isolés

??

Des remises en couple encadrées par l'Etat ?

Judiciarisées, les divorces et les séparations impliquants des enfants semblent davantage encadrées par les institutions que les remises en couples. Les recompositions familiales se passent souvent, dans un premier temps au moins, loin des yeux de la justice. Pour autant, les CAF et le fisc ont les yeux rivés sur ces remises en couples particulières. La caractérisation d'une vie conjugale constituée, pour les contrôleurs de la CAF, un enjeu de contrôle fréquent (Dubois, 2021), car dès lors, les ressources du conjoint ou de la conjointe seront prises en compte dans le calcul de divers droits.

Les travaux des juristes et sociologues du droit des années 1990 autour d'Irene Théry et Marie-Thérèse Meulders-Klein (1993, 1995) formulent souvent une critique du droit civil de la famille qu'ils accusent de ne pas avoir su évoluer pour prendre en compte les nouveaux défis que les recompositions familiales poseraient naturellement. Dans cette perspective, la comptabilisation comme enfant « à charge » du couple d'un enfant issu d'une autre union par le fisc si le couple est marié et par la CAF si le couple cohabite, alors même qu'aucun lien légal n'unit ces individus, est interprété comme la reconnaissance d'une situation de fait (Damon, 2012). Cette conception du droit, héritée de Durkheim pour qui il est une cristallisation des transformations sociales, un révélateur des faits sociaux (Durkheim, 1893), occulte la force productrice du droit (Bourdieu, 1986). Les recompositions familiales ne sont pas nouvelles et de fait, dès l'instauration d'un impôt

sur le revenu en 1916, la notion d'enfant à charge est déjà déconnectée du droit civil de la filiation (Carbonnier, 2016). Jusqu'aux années 1950, les recompositions familiales étaient simplement davantage liées au décès d'un des conjoints – du fait de la mortalité élevés des femmes notamment en couche et des hommes lors des périodes de guerre – qu'à une séparation (Flandrin, 1984). Leur relative nouveauté tient moins à l'existence de beaux-parents, qu'à l'existence, en même temps, des deux parents. En d'autres termes, la recomposition se fait moins selon un *modèle de substitution* qu'un *modèle de pérennité* (Clément et Bonvalet, 2005).

En revanche, les familles recomposées n'ont pas fait l'objet d'une construction comme un problème public comparable à celle dont les familles monoparentales ont fait l'objet à partir des années 1970 (Martin-Papineau, 2003). Le terme de « monoparentalité » n'apparaît pas tout de suite, ces familles sont d'abord désignées comme des « familles privées de pères ». À l'inverse, les familles recomposées ne sont pas le plus souvent « privées de pères » et ne sont donc pas l'objet d'inquiétudes, elles sont ainsi exclues des dispositifs destinés aux parents seuls. Dès lors la remise en couple devient un enjeu administratif. Les filles-mères, lorsqu'elles ne sont pas forcées à l'abandon, bénéficient d'un secours économique conditionné à une étroite surveillance. Leur mariage, d'autant plus si l'enfant bénéficie d'une reconnaissance dite « de complaisance » par leur mari, conditionne leur réintégration sociale et parfois le retour de leur enfant placé (Rivière, 2016). Se distinguant des premières par la respectabilité que leur confère le mariage (Skeggs, 2003), les veuves ayant à charge des enfants bénéficient d'abord de droits dérivés de ceux de leurs maris décédés puis de pensions et d'abattements fiscaux. Le remariage des veuves vient supprimer leur droit à cette protection. Les veufs avec enfants à charge sont eux exclus de ces dispositifs car considérés comme aptes au travail (Chaineaud, 2009). Ainsi, dès les premiers dispositifs de prise en charge de la monoparentalité, la remise en couple des femmes acquiert une importance décisive dans l'ouverture, mais surtout la fermeture du droit à l'assistance économique. Ainsi bien que d'un point de vue du droit civil de la filiation (voir de l'alliance dans le cas de simples re-cohabitations), les familles recomposées s'apparentent davantage aux familles monoparentales, elles ont, à revenu et statut marital identique, les mêmes droits sociaux et fiscaux que les familles nucléaires.

En suivant Rémi Lenoir, la famille est par excellence une catégorie de la pensée d'Etat dont la structuration et le fonctionnement est tout entier encadré par la bureau-

cratie. Sa forme actuelle est moins la cristallisation de transformations sociales diffusées uniformément dans la population que l'inscription du mode de reproduction sociale des classes dominantes dans les catégories d'action politique visant expressément à permettre et maintenir ce mode de reproduction (Lenoir, 2003). Ainsi ces formes de décalages entre le droit civil et les droits sociaux et fiscaux ne peuvent pas être analysés comme le fruit de la progressive reconnaissance de la situation des familles recomposées. De même, ce décalage entre ce que l'on suppose des pratiques économiques des familles recomposées et ce que les différentes administrations de l'Etat prescrivent est sans doute moins à analyser comme un retard des dispositifs qui doivent s'adapter à la réalité des familles aujourd'hui, que comme ce qui caractérise les recompositions familiales et à ce titre produit des effets sur les individus impliqués. Ce sont justement ces effets que l'on voudrait prendre pour objet d'étude.

Introduction L'histoire de la prise en charge par l'État des familles monoparentales en France est une thématique complexe qui englobe divers aspects sociaux, économiques et politiques. Les familles monoparentales, incluant les veuves et les filles-mères, ont longtemps été confrontées à des défis particuliers. En parallèle, les politiques étatiques concernant l'encadrement des remises en couples ont évolué, reflétant les changements dans les normes sociales et les structures familiales. Cette revue de littérature vise à retracer l'évolution de ces politiques et à analyser leur impact sur les familles monoparentales en France, en soulignant également les aspects de contrôle et d'encadrement étatiques.

Prise en charge des veuves et des filles-mères Période pré-industrielle à la fin du XIXe siècle Les institutions caritatives et religieuses

Avant le XXe siècle, la prise en charge des veuves et des filles-mères était principalement assurée par des institutions caritatives et religieuses. L'assistance aux veuves était souvent limitée aux veuves de guerre, bénéficiant de la charité locale ou des confréries religieuses. Les filles-mères, stigmatisées et souvent exclues socialement, dépendaient également de ces institutions pour leur survie. Les hospices et les orphelinats, souvent dirigés par des ordres religieux, jouaient un rôle crucial dans la prise en charge des enfants illégitimes et de leurs mères. Cependant, cette prise en charge était souvent assortie de contrôles stricts et d'un encadrement moral visant à "redresser" les comportements jugés déviants.

Les premières interventions étatiques

La fin du XIXe siècle marque le début des premières interventions étatiques pour soutenir les familles monoparentales. La loi du 15 juillet 1893, instituant l'assistance médicale gratuite, peut être vue comme une première tentative de l'État de prendre en charge les populations vulnérables, y compris les veuves et les filles-mères. Cette loi visait à fournir des soins médicaux gratuits aux indigents, incluant de facto les familles monoparentales pauvres. Cependant, cette assistance s'accompagnait souvent de contrôles rigoureux pour vérifier l'éligibilité des bénéficiaires et prévenir les abus (Chevallier, 1984).

Début du XXe siècle à la Seconde Guerre mondiale Les pensions de guerre

La Première Guerre mondiale a été un catalyseur pour l'expansion des politiques sociales en faveur des veuves de guerre. En 1917, la loi sur les pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre a été promulguée, accordant des pensions aux veuves et aux orphelins des soldats tombés au front. Cette mesure visait à compenser la perte du soutien financier du mari et père, et à offrir une certaine stabilité économique aux familles touchées par la guerre. Toutefois, ces pensions étaient souvent conditionnées à des enquêtes strictes pour vérifier les conditions de vie et la moralité des bénéficiaires (Gueslin, 1992).

Les premières allocations familiales

Les années 1930 ont vu l'introduction des premières allocations familiales en France, avec la création des caisses d'allocations familiales en 1932. Bien que ces allocations visaient principalement à soutenir les familles nombreuses, elles ont également bénéficié aux familles monoparentales. En 1939, le Code de la famille et de la natalité française a consolidé ces aides, affirmant l'engagement de l'État à soutenir les familles. Toutefois, l'attribution de ces allocations était souvent assortie de critères stricts et d'un suivi rigoureux pour éviter les fraudes et encourager les comportements familiaux conformes aux normes sociales de l'époque (Bourdelaïs, 1993).

Période d'après-guerre à la fin du XXe siècle L'expansion de la Sécurité sociale

L'après-guerre a été une période de consolidation et d'expansion des politiques sociales en France. La création de la Sécurité sociale en 1945 a établi un cadre systématique pour le soutien aux familles, y compris les familles monoparentales. Les allocations familiales, les aides au logement et les prestations sociales ont été étendues, visant à réduire la pauvreté

et à améliorer les conditions de vie des mères célibataires et des veuves. Cependant, ces politiques s'accompagnaient d'un contrôle accru de l'État sur les bénéficiaires, avec des enquêtes régulières pour vérifier l'éligibilité et le bon usage des aides (Rosanvallon, 1995).

L'Allocation de Parent Isolé (API)

La création de l'Allocation de Parent Isolé (API) en 1976 a été une mesure spécifique pour soutenir les familles monoparentales. Cette allocation visait à fournir une aide financière aux parents célibataires, principalement les mères, qui élevaient seuls leurs enfants. Elle a représenté une reconnaissance importante des défis économiques uniques auxquels ces familles étaient confrontées. Toutefois, pour bénéficier de l'API, les parents devaient souvent se soumettre à des contrôles stricts de leurs conditions de vie et de leurs activités, afin de s'assurer qu'ils ne cohabitaient pas avec un partenaire et qu'ils utilisaient correctement l'allocation (Martin, 1985).

Évolution des politiques de remises en couples Les années 1980 et 1990 Durant les années 1980 et 1990, les politiques familiales en France ont commencé à prendre en compte la diversité des configurations familiales. La reconnaissance des familles recomposées et des nouveaux modèles familiaux a conduit à des ajustements dans les politiques sociales et fiscales. Les lois ont progressivement évolué pour mieux encadrer les droits et les devoirs des beaux-parents et pour faciliter les remises en couples. Cependant, ces nouvelles unions étaient souvent soumises à une surveillance pour garantir que les aides sociales continuaient à être attribuées de manière juste et efficace (Théry, 1993).

Début du XXIe siècle à aujourd'hui Au début du XXIe siècle, la question des familles monoparentales et des remises en couples a continué de recevoir une attention accrue. La réforme de l'API, qui est devenue le Revenu de Solidarité Active (RSA) en 2009, a été un élément clé de cette période. La déconjugalisation de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) en 2021 illustre également les efforts récents pour adapter les politiques sociales aux besoins spécifiques des individus, indépendamment de leur situation conjugale. Ces réformes visaient à réduire la dépendance économique des bénéficiaires vis-à-vis de leurs conjoints, mais elles incluaient aussi des mécanismes de contrôle pour s'assurer que les bénéficiaires ne fraudaient pas le système (Bourgeois, 2021).

Impact des politiques étatiques Les politiques de prise en charge des familles monoparentales et d'encadrement des remises en couples ont eu des impacts variés. D'une

part, elles ont contribué à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des familles monoparentales. D'autre part, ces politiques ont parfois été critiquées pour leur insuffisance et leur complexité administrative. Les remises en couples, en particulier, soulèvent des défis en termes de droits et de responsabilités des beaux-parents et des enfants issus de différentes unions. Le contrôle et l'encadrement des bénéficiaires de ces aides sociales ont souvent été perçus comme intrusifs, ajoutant une pression supplémentaire sur des familles déjà vulnérables (Cadolle, 2000).

Conclusion L'histoire de la prise en charge des familles monoparentales et de l'encadrement des remises en couples en France est marquée par une évolution progressive des politiques sociales et fiscales. Ces politiques reflètent les changements dans les structures familiales et les normes sociales, tout en cherchant à répondre aux besoins spécifiques des veuves, des filles-mères et des familles recomposées. À travers cette revue de littérature, nous avons retracé les principaux jalons de cette évolution et mis en lumière les enjeux contemporains liés à ces questions, en soulignant l'équilibre entre aide et contrôle exercé par l'État.

Références Bourdelais, P. (1993). Histoire de la population française. Volume 4 : De 1914 à nos jours. PUF. Bourgeois, G. (2021). La déconjugalisation de l'Allocation aux Adultes Handicapés. *Revue des Politiques Sociales*, 23(2), 45-62. Cadolle, S. (2000). Les familles recomposées. Presses Universitaires de France. Chevallier, J. (1984). L'État en France : de 1789 à nos jours. Seuil. Flandrin, J.-L. (1984). Familles : parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société. Seuil. Gueslin, A. (1992). L'État et l'économie : une histoire française, XIXe-XXe siècles. La Découverte. Martin, C. (1985). *

Complexifier la parenté légale : parenté civile et parenté administrative

Idée qu'il faut articuler les différentes définitions de la parenté légale produites par différentes institutions, voir comment elles se superposent ou non

**Encadré n° 9: Code civil. Livre Ier : Des personnes (Articles 7 à 515-13).
Titre XIII : Du pacte civil de solidarité et du concubinage (Articles 515-1
à 515-8). Chapitre II : Du concubinage (Article 515-8)**

Article 515-8 Le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple.

Ces petites contradictions entre les pratiques prescrites par les différentes administrations de l'Etat sont loin d'être anodines. Elles sont de nature à produire des effets matériels sur les individus qui vivent dans ces familles. La recomposition familiale n'est pas simplement une affaire de sentiments, elle met en jeu la perte et l'obtention de droits sociaux et fiscaux. La CAF et le fisc, selon que le couple cohabite ou qu'il est uni légalement, ne font pas de différence dans la comptabilisation des enfants à charge entre les familles nucléaires et les familles recomposées : tous les enfants sont à charge des deux conjoints, quelle que soit leur filiation (Damon, 2012). Ainsi, la cohabitation avec un nouveau conjoint ou une nouvelle conjointe engendre la perte d'avantages fiscaux et sociaux. Les droits sociaux seront également désormais calculés sur l'ensemble des revenus du couple nouvellement formé. Lorsqu'une union civile est contractée, les parts représentées par le nouveau couple et les enfants de chacun des membres sont mutualisées pour le calcul de l'impôt.

Il n'est pas aisé de déterminer *a priori* les effets de ces fermetures de droits. On peut néanmoins émettre quelques hypothèses qu'il s'agira de vérifier ou d'infirmes. Par exemple, les mécanismes socio-fiscaux agissent différemment selon les niveaux de revenus des couples, mais aussi selon les niveaux de revenus individuels. L'allocation parent isolé (API), intégrée au revenu de solidarité active (RSA) est réservée aux parents isolés touchant celui-ci. L'allocation de soutien familial (ASF) est réservée aux parents isolés dont l'ex-conjoint est déclaré impécunieux. En revanche, la demi-part fiscale supplémentaire n'a d'effet que sur les foyers imposables. Ces mécanismes semblent donc jouer différemment selon la classe sociale. Mais ils semblent aussi jouer différemment selon l'appartenance aux groupes de sexes. L'ASF, versée en lieu et place de pension alimentaire, et l'API ainsi que la demi-part fiscale sont supprimés avec une remise en couple. La conjugalisation des ressources par les CAF (pour le calcul du RSA, de l'AAH par exemple) et par le fisc (pour

les parts que représentent les personnes à charge) produisent une fiction d'égalité entre conjoints. Ces mécanismes agissent donc différemment sur les conjoints suivant l'inégalité de revenus entre eux. Or, cette inégalité s'inscrit dans des rapports sociaux de sexe. La différence de revenus entre homme et femmes en couple se situait à 42% en moyenne en 2011 (Morin, 2014). Les conséquences économiques propres des mécanismes socio-fiscaux au moment des remises en couples des parents isolés semblent donc différenciées.

Enfin, dans l'idéal, il faudra également s'intéresser au rôle que joue la justice dans les recompositions familiales qui, s'il reste secondaire en comparaison des séparations, ne doit pas être négligé. La remise en couple d'un parent est parfois l'occasion d'une réorganisation de la résidence des enfants, d'une révision de la pension alimentaire ou de la prestation compensatoire.

Encadré n° 10: Chapitre VI du code civil : Des devoirs et des droits respectifs des époux

Code civil Livre Ier : Des personnes (Articles 7 à 515-13) Titre V : Du mariage (Articles 143 à 227) Chapitre VI : Des devoirs et des droits respectifs des époux (Articles 212 à 226)

Article 212 Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance.

Article 213 Les époux assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.

Article 214 Si les conventions matrimoniales ne règlent pas la contribution des époux aux charges du mariage, ils y contribuent à proportion de leurs facultés respectives.

Si l'un des époux ne remplit pas ses obligations, il peut y être contraint par l'autre dans les formes prévues au code de procédure civile.

Article 215 Les époux s'obligent mutuellement à une communauté de vie.

La résidence de la famille est au lieu qu'ils choisissent d'un commun accord.

Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille, ni des meubles meublants dont il est garni. Celui des deux qui n'a pas donné son consentement à l'acte peut en demander l'annulation : l'action en nullité lui est ouverte dans l'année à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée plus d'un an après que le régime matrimonial s'est dissous.

Article 216 Chaque époux a la pleine capacité de droit ; mais ses droits et pouvoirs peuvent être limités par l'effet du régime matrimonial et des dispositions du présent chapitre.

Article 217 Un époux peut être autorisé par justice à passer seul un acte pour lequel le concours ou le consentement de son conjoint serait nécessaire, si celui-ci est hors d'état de manifester sa volonté ou si son refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

L'acte passé dans les conditions fixées par l'autorisation de justice est opposable à l'époux dont le concours ou le consentement a fait défaut, sans qu'il en résulte à sa charge aucune obligation personnelle.

Article 218 Un époux peut donner mandat à l'autre de le représenter dans l'exercice des pouvoirs que le régime matrimonial lui attribue. Il peut, dans tous les cas, révoquer librement ce mandat.

Article 219 Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté, l'autre peut se faire habilitier par justice à le représenter, d'une manière générale, ou pour certains actes particuliers, dans l'exercice des pouvoirs résultant du régime matrimonial, les conditions et l'étendue de cette représentation étant fixées par le juge.

A défaut de pouvoir légal, de mandat ou d'habilitation par justice, les actes faits par un époux en représentation de l'autre ont effet, à l'égard de celui-ci, suivant les règles de la gestion d'affaires.

Article 220 Chacun des époux a pouvoir pour passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants : toute dette ainsi contractée par l'un oblige l'autre solidairement.

La solidarité n'a pas lieu, néanmoins, pour des dépenses manifestement excessives, eu égard au train de vie du ménage, à l'utilité ou à l'inutilité de l'opération, à la bonne ou mauvaise foi du tiers contractant.

Elle n'a pas lieu non plus, s'ils n'ont été conclus du consentement des deux époux, pour les achats à tempérament ni pour les emprunts à moins que ces derniers ne portent sur des sommes modestes nécessaires aux besoins de la vie courante et que le montant cumulé de ces sommes, en cas de

Encadré n° 11: ? ?

Code civil Livre Ier : Des personnes (Articles 7 à 515-13) Titre VII : De la filiation (Articles 310-1 à 342-13) Article 310 (abrogé) Abrogé par LOI n°2021-1017 du 2 août 2021 - art. 6 (V) Modifié par Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 2 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

Tous les enfants dont la filiation est légalement établie ont les mêmes droits et les mêmes devoirs dans leurs rapports avec leur père et mère. Ils entrent dans la famille de chacun d'eux.

Chapitre Ier : Dispositions générales (Articles 310-1 à 311-24-2) Article 310-1 Modifié par LOI n°2021-1017 du 2 août 2021 - art. 6 (V)

La filiation est légalement établie, dans les conditions prévues au chapitre II du présent titre, par l'effet de la loi, par la reconnaissance volontaire ou par la possession d'état constatée par un acte de notoriété ainsi que, dans les conditions prévues au chapitre V du présent titre, par la reconnaissance conjointe.

Elle peut aussi l'être par jugement dans les conditions prévues au chapitre III du présent titre.

Article 310-2 Création Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 4 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

S'il existe entre les père et mère de l'enfant un des empêchements à mariage prévus par les articles 161 et 162 pour cause de parenté, la filiation étant déjà établie à l'égard de l'un, il est interdit d'établir la filiation à l'égard de l'autre par quelque moyen que ce soit.

Section 1 : Des preuves et présomptions (Articles 310-3 à 311-2) Article 310-3 Création Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 5 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

La filiation se prouve par l'acte de naissance de l'enfant, par l'acte de reconnaissance ou par l'acte de notoriété constatant la possession d'état.

Si une action est engagée en application du chapitre III du présent titre, la filiation se prouve et se conteste par tous moyens, sous réserve de la recevabilité de l'action.

Article 311 Modifié par Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 3 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

La loi présume que l'enfant a été conçu pendant la période qui s'étend du trois centième au cent quatre-vingtième jour, inclusivement, avant la date de la naissance.

La conception est présumée avoir eu lieu à un moment quelconque de cette période, suivant ce qui est demandé dans l'intérêt de l'enfant.

La preuve contraire est recevable pour combattre ces présomptions.

Article 311-1 Modifié par Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 2 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006 Modifié par Ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 - art. 5 () JORF 6 juillet 2005 en vigueur le 1er juillet 2006

La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui révèlent le lien de filiation et de parenté entre une personne et la famille à laquelle elle est dite appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

1° Que cette personne a été traitée par celui ou ceux dont on la dit issue comme leur enfant et qu'elle-même les a traités comme son ou ses parents ;

2° Que ceux-ci ont, en cette qualité, pourvu à son éducation, à son entretien ou à son installation ;

3° Que cette personne est reconnue comme leur enfant, dans la société et par la famille ;

4° Qu'elle est considérée comme telle par l'autorité publique ;

Le niveau de vie, critère d'ouverture ou de fermeture des droits

dans les familles recomposées

Au delà de l'indicateur de position sociale, le niveau de vie permet de quantifier des inégalités économiques entre individus ou encore d'analyser la consommation. Il est donc un indicateur central en sciences sociales. Le calcul du niveau de vie est également au fondement des dispositifs de redistribution. Les travaux s'intéressant au devenir des familles monoparentales après la séparation mettent en évidence une augmentation du niveau de vie avec la remise en couple. C'est par exemple le cas d'un dossier réalisé par Abbas et Garbinti, dans le Portrait social 2019 de l'INSEE qui dans lequel la remise en couple est qualifiée de « déterminant majeur de la convergence des niveaux de vie vers leurs niveaux d'origine » (Demaison et al., 2019b, p. 104), en particulier pour les mères, après la chute brutale lors de la séparation. Pour autant, nombreux sont les angles morts de ce type de calcul.

Calculé comme le quotient du revenu disponible d'un ménage sur le nombre d'unités de consommation de celui-ci, il permet de rendre comparable des ménages composés différemment. Pour cela, il s'appuie sur des échelles d'équivalence, qui attribuent un coefficient à chaque personne supplémentaire en fonction de ses caractéristiques propre. Ce coefficient correspond ainsi à la proportion de revenu supplémentaire que le ménage doit gagner pour cet individu, afin de bénéficier du même niveau de vie qu'une personne seule.

Comment c'est mesuré ces échelles d'équivalences.

L'Insee utilise généralement l'échelle dite de "l'OCDE modifiée" mais les administrations sociales et le fisc ont également leurs propres échelles d'équivalences parfois même spécifiques à chaque prestation sociale.

**** INSERER tableau des échelles d'équivalences ****

«Certains biens peuvent être considérés comme des biens collectifs au sein du ménage [4] [4] Un bien est dit « collectif » si sa consommation est non. ... En conséquence, l'arrivée de nouveaux membres dans le ménage n'entraîne pas de nouvelles dépenses

de consommation de ce bien. Sa consommation est source d'économies d'échelle. Le chauffage peut être qualifié de bien collectif. À l'opposé, la consommation de biens individuels, caractérisée par l'exclusion d'usage et la rivalité (par exemple les aliments), est proportionnelle à la taille du ménage. Entre ces deux catégories de biens se trouvent des biens mixtes dont la consommation peut être non rivale mais caractérisée par l'exclusion d'usage (le loisir par exemple) et d'autres pour lesquels la consommation est rivale mais l'usage est non exclusif (comme une baignoire). La plupart des biens occupent une position intermédiaire. Le vêtement peut être considéré comme un bien individuel, mais il peut se rapprocher d'un bien collectif lorsque les vêtements s'échangent entre les membres du ménage (notamment au sein de la fratrie). Il existe d'autres formes d'économies d'échelle lorsqu'un ménage de grande taille bénéficie de tarifs plus avantageux grâce à des achats en quantité importante ou de tarifs sociaux (carte famille nombreuse par exemple). Des économies peuvent également être dégagées concernant le travail domestique dans la mesure où un ménage de grande taille dispose potentiellement de davantage de temps libre : le temps consacré aux tâches domestiques (ménage, cuisine...) ne croît pas proportionnellement avec la taille de celui-ci. Gardes, Sayadi et Starzec [2013] montrent que les économies d'échelle réalisées dans un ménage en termes de travail domestique sont plus importantes que celles associées aux dépenses monétaires. À partir de données anglaises, Couprie et Ferrant [2015] ont montré que deux personnes vivant seules séparément ont besoin de 2 h 15 supplémentaires par jour pour atteindre le même niveau d'utilité qu'elles auraient eu si elles vivaient en couple. L'ampleur de ce type d'économies d'échelle dépend de la configuration du ménage, en particulier elles sont potentiellement moindres dans le cas d'un foyer monoparental que dans celui d'un couple. Dans certains cas, la charge d'une personne dépendante (nourrisson, enfant non scolarisé, personne âgée) intensifie les charges domestiques, ce qui engendre alors des déséconomies d'échelle : la naissance d'un enfant accroît la charge de travail domestique, et ce surcroît de travail repose sur les femmes, ce qui accentue le déséquilibre dans le partage des tâches domestiques et familiales (Pailhé et Solaz [2010] ; Régnier-Loilier et Hiron [2010]). Les échelles d'équivalence ne prennent pas en compte les coûts indirects liés à un moindre investissement dans la vie professionnelle et/ou au retrait partiel ou total de l'activité professionnelle de l'un des parents (Thévenon [2009]). Or ces coûts de renoncement à la carrière sont importants et sont supportés essentiellement par les femmes, ce qui pèse sur l'égalité des sexes (Meurs,

Caractéristique	OR	95% IC	p-valeur
Niveau de vie mensuel (en centaine d'euros)	1,09	1,08 – 1,10	<0,001
Fraction de classe			
Classes moyennes superieures [C4]	—	—	
Classes populaires issues de l'immigration [C3]	0,27	0,22 – 0,33	<0,001
Classes populaires urbaines [C6]	0,40	0,34 – 0,47	<0,001
Petits indépendants [C5]	0,77	0,62 – 0,96	0,019
Petits-moyens [C1]	0,55	0,47 – 0,64	<0,001
Classes superieures pole public [C2]	0,80	0,65 – 0,98	0,031
Classes superieures pole privé [C7]	1,37	1,10 – 1,70	0,005
Nombre d'enfants	1,01	0,95 – 1,07	0,8
Age moyen des enfants	1,01	1,00 – 1,01	0,2
Configuration parentale			
Mère et père en couple	—	—	
Mère célibataire	0,58	0,50 – 0,66	<0,001
Père célibataire	0,77	0,60 – 1,00	0,050
Mère en couple	0,78	0,58 – 1,03	0,078
Père en couple	1,58	1,05 – 2,38	0,028

¹ OR = rapport de cotes, IC = intervalle de confiance

Paihlé et Ponthieux [2010]).”

revue de littérature sur le calcul du niveau de vie

Des limites nombreuses, évolutions de la structure des budgets, donc économies d'échelles qui bougent aussi (exemple du logement)

comparaisons internationales qui ne prennent pas en compte le niveau de dé-marchandisation (services publics, redistrib en “nature”, ex dépenses de santé France vs USA)

La question des limites du ménage

Encadré n° 12: Estimer les niveau de vie

Revue de littérature sur l'estimation des niveau de vie [voir sociologie de la consommation et des budgets ouvriers].

Dans l'enquête BDF 2017, trois variables subjectives permettent d'approcher des estimations du niveau de vie dans les familles.

Expliciter la méthode utiliser et la vérification des conditions.

La régression logistique ordinale est une méthode statistique utilisée pour prédire la probabilité de résultats ordonnés en fonction de plusieurs variables indépendantes. Dans cette analyse, nous avons étudié le niveau ressenti d'aisance budgétaire, une variable ordinale, en fonction de diverses caractéristiques socio-économiques et démographiques.

Les résultats montrent que le niveau de vie du ménage a un impact positif et significatif sur le sentiment d'aisance budgétaire, avec un odds ratio (OR) de 1,09 et un intervalle de confiance à 95% (IC) de 1,08 à 1,10 ($p < 0,001$). Cela signifie qu'une augmentation du niveau de vie du ménage est associée à une légère augmentation du sentiment d'aisance budgétaire.

Les différentes classes socio-économiques présentent également des différences significatives. Les personnes appartenant aux classes populaires racisées (C6) ont un OR de 1,52 (IC 95% : 1,28 - 1,80 ; $p < 0,001$), ce qui indique qu'elles ressentent une aisance budgétaire supérieure par rapport à la catégorie de référence. Les classes populaires urbaines (C5) affichent un OR de 2,92 (IC 95% : 2,35 - 3,63 ; $p < 0,001$), montrant une aisance budgétaire encore plus marquée. Les petits indépendants (C4) et les petits-moyens (C1) ressentent également une aisance budgétaire plus élevée, avec des OR respectifs de 2,06 (IC 95% : 1,72 - 2,47 ; $p < 0,001$) et 3,77 (IC 95% : 3,12 - 4,55 ; $p < 0,001$). Les classes moyennes supérieures (C3) et les classes supérieures du pôle public (C2) ont un sentiment d'aisance budgétaire encore plus significatif, avec des OR de 5,15 (IC 95% : 3,93 - 6,76 ; $p < 0,001$) et 4,70 (IC 95% : 3,45 - 6,41 ; $p < 0,001$) respectivement. À l'inverse, les classes supérieures du pôle privé (C7) présentent un OR de 0,62 (IC 95% : 0,46 - 0,83 ; $p = 0,002$), indiquant une aisance budgétaire inférieure.

Le nombre d'enfants dans le ménage n'a pas d'effet significatif sur le sentiment d'aisance budgétaire, avec un OR de 1,01 (IC 95% : 1,00 - 1,03 ; $p = 0,12$). Cela suggère que cette variable n'influence pas de manière notable l'aisance budgétaire ressentie. En revanche, l'âge des enfants dans le ménage a un effet très légèrement significatif sur l'aisance budgétaire, avec un OR de 1,01 (IC 95% : 1,00 - 1,02 ; $p = 0,03$). Bien que cet effet soit faible, il indique que l'augmentation de l'âge des enfants est associée à une légère augmentation du sentiment d'aisance budgétaire.

Le type de ménage et le sexe montrent des différences notables dans l'aisance budgétaire ressentie. Les mères célibataires ressentent une aisance budgétaire significativement inférieure, avec un OR de 0,58 (IC 95% : 0,51 - 0,66 ; $p < 0,001$). Les pères célibataires présentent également une aisance budgétaire inférieure, avec un OR de 0,77 (IC 95% : 0,61 - 0,97 ; $p = 0,026$). Les mères en couple ont une aisance budgétaire légèrement inférieure, avec un OR de 0,78 (IC 95% : 0,60 - 1,00 ; $p = 0,054$), mais ce résultat est à la limite

de la significativité. En revanche, les pères en couple ressentent une aisance budgétaire supérieure, avec un OR de 1,58 (IC 95% : 1,09 - 2,29; $p = 0,016$).

En conclusion, cette analyse révèle que le niveau de vie du ménage et l'appartenance à différentes classes socio-économiques sont des facteurs significatifs influençant le sentiment d'aisance budgétaire. Les configurations familiales, notamment le type de ménage et le sexe, jouent également un rôle important. Le nombre d'enfants dans le ménage n'a pas d'effet significatif, tandis que l'âge des enfants a un impact marginalement significatif. Ces résultats mettent en lumière les inégalités économiques et sociales ressenties par différentes catégories de la population.

- Couple parental, parent célibataire ou nouvelle union, des effets différenciés sur le niveau de vie ressenti
- Les mères de familles recomposées estiment leur niveau vie plus faible
- Les pères de famille recomposées estiment leur niveau de vie plus élevé

Des revenus de transferts réduits pour les parents remis en couple

Le graphique présenté illustre la composition du revenu disponible en fonction de différents types de ménages. Chaque barre verticale représente un type de ménage, avec des segments de couleurs différentes indiquant les proportions de diverses sources de revenus. Les types de revenus comprennent les salaires, les revenus d'activité indépendante, les prestations sociales et familiales, les retraites, le chômage, les transferts entre ménages, et les impôts directs. La fréquence des revenus est mesurée en pourcentage.

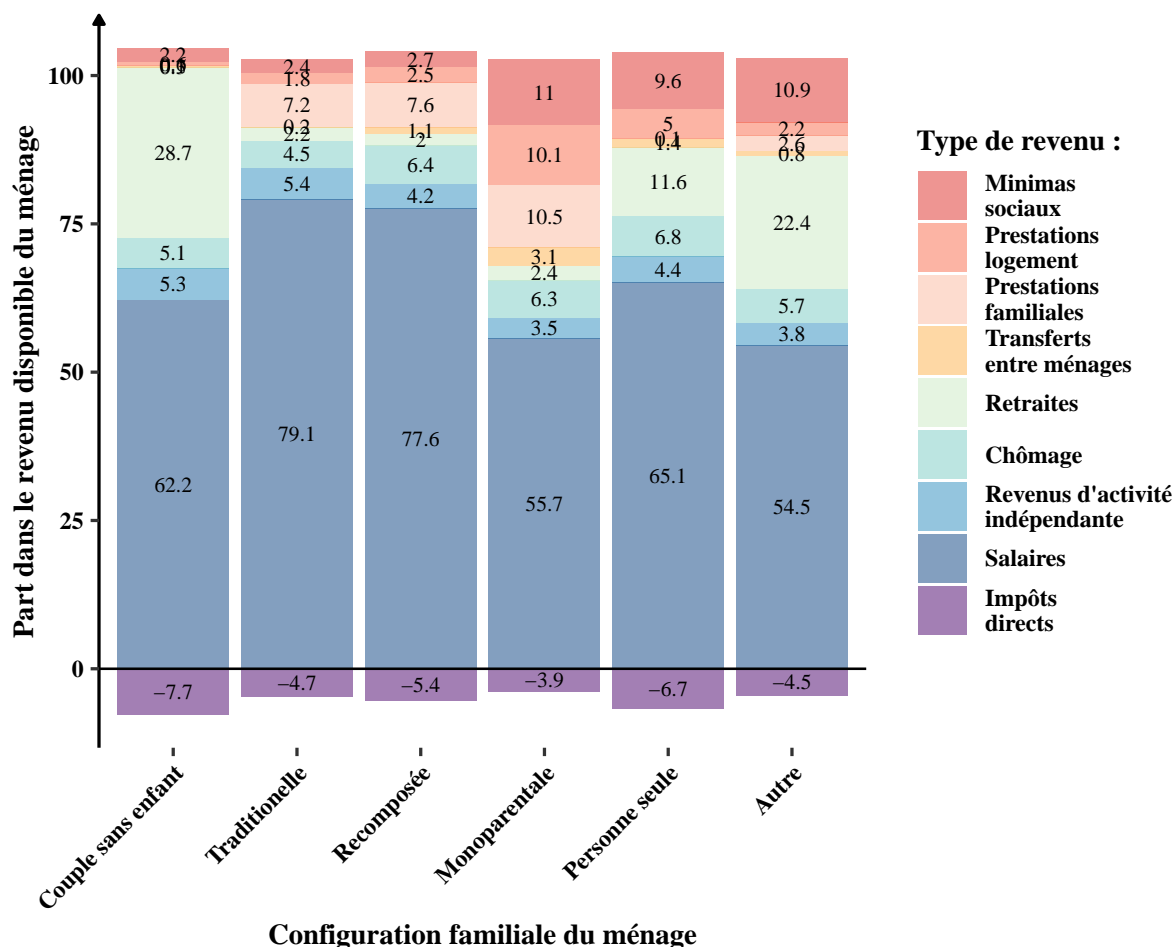


FIGURE 13 – Composition du revenu disponible en fonction de la configuration familiale (en %)

Pour les couples sans enfant, la majorité du revenu provient des salaires (62,2%), avec des contributions notables des revenus d'activité indépendante (5,1%) et des retraites (5,3%). Les couples traditionnels, c'est-à-dire ceux avec enfants, dépendent encore plus des salaires (78,1%) et ont des contributions modestes des autres sources de revenus.

Les ménages recomposés, qui incluent des enfants de relations précédentes, montrent une composition similaire avec 77,6% de leur revenu provenant des salaires, mais ils reçoivent également des prestations familiales (2,5%) et des prestations logement (1,2%). Les familles monoparentales, quant à elles, ont une plus grande diversité de sources de revenus. Bien que 55,2% de leur revenu proviennent des salaires, elles reçoivent également des prestations logement (9,8%), des prestations familiales (6,5%), et des minimas sociaux (11,8%).

Pour les personnes seules, 65,1% de leur revenu provient des salaires, avec des

contributions notables des retraites (4,4%) et des prestations sociales diverses. Les ménages complexes, qui peuvent inclure plusieurs générations ou des configurations familiales atypiques, ont une composition de revenu plus diversifiée. Bien que 53,7% de leur revenu provienne des salaires, ils reçoivent également des retraites (19,3%), des revenus d'activité indépendante (4,3%), et divers autres transferts.

En bas du graphique, les segments violets représentent les impôts directs, avec des pourcentages négatifs indiquant la proportion du revenu prélevée. Les couples sans enfant voient 7,7% de leur revenu prélevé en impôts directs, tandis que pour les ménages traditionnels, recomposés, monoparentaux, personnes seules et complexes, ces prélèvements représentent respectivement 4,8%, 5,4%, 3,7%, 6,7%, et 3,8% de leur revenu.

En résumé, ce graphique met en lumière les variations significatives dans la composition des revenus disponibles selon les différentes configurations familiales. Les ménages avec enfants, qu'ils soient traditionnels ou recomposés, dépendent majoritairement des salaires, tandis que les familles monoparentales et les ménages complexes montrent une plus grande diversité de sources de revenus. Les personnes seules et les couples sans enfant se situent quelque part entre ces deux extrêmes, avec une prédominance des salaires mais aussi des contributions notables d'autres sources de revenus. Les impôts directs affectent tous les types de ménages, bien que leur impact soit proportionnellement plus important pour les couples sans enfant et les personnes seules.

Des arrangements fiscaux spécifiques

contractualisation :

Dans près de 73 % des cas, les remises en couple se traduisent en 2015 par une union libre plutôt que par un Pacs (17 % des cas) ou un mariage (10 % des cas). La prédominance des unions libres reflète à la fois le fait que les secondes unions sont moins souvent contractualisées que les premières [Ouvrir dans un nouvel ongletCostemalle, 2019] et que la remise en couple est observée ici dans un délai assez court, dans les quatre années suivant la séparation. Une partie des nouvelles unions seront contractualisées ultérieurement. => dans abbas et garbinti

— exploiter la variable nombre d'avis d'impositions

Liste des tableaux

1	Types de ménage selon l'INSEE	29
2	Codage de la variable LIEN01-20 : Lien de chaque habitant avec l'individu de NOI = X (X de 01 à 20)	30
3	Présence des parents dans le logement	31
4	Lieu de résidence des enfants vivant hors domicile	32
5	Caractéristiques sociales des femmes en fonction de leur statut parental . .	52
6	Caractéristiques sociales des hommes en fonction de leur statut parental . .	53
7	Caractéristiques sociales des hommes vivants en familles recomposées en fonction de leur statut parental (au moment de la remise en couple)	55
8	Caractéristiques sociales des femmes vivants en familles recomposées en fonction de leur statut parental (au moment de la remise en couple)	56
9	Types de configuration familiale en fonction des fractions de classe	65
10	Structure de consommation des ménages selon leur configuration familiale .	74
11	Regression sur le montant de consommation et d'épargne annuel	80
12	Regression sur la consommation de vêtements et chaussures par enfant . .	89
13	Implication dans le travail domestique et parental en fonction de la configu- ration familiale et du sexe	96
14	Travail domestique et parental des parents en fonction de la configuration familiale	99
15	Travail domestique et parental en fonction du statut parental et du sexe . .	101
16	Regression sur les dépenses de garde d'enfant du ménage	104
18	Axe 1 (6.1%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=24)	157

Liste des tableaux

19	Axe 2 (4.66%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=20)	158
20	Axe 3 (3.38%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=23)	159
21	Axe 4 (2.68%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=24)	160
22	Axe 5 (2.4%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=17)	161
23	Axe 6 (2.35%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=20)	162
24	Axe 7 (2.26%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=17)	163
25	Structure des clusters (variables actives et supplémentaires)	165
26	Travail domestique et parental du statut parental et de la configuration familiale	169
27	170

Table des figures

1	Situation familiale des enfants	35
2	Situation familiale des adultes	38
3	Nombre moyen d'enfants vivant dans le ménage	40
4	Nombre moyen d'enfants hors du ménage dans le ménage	42
5	Appartenance aux groupes de sexe des parents et beaux parents	47
6	Histoire parentale des beaux parents en fonction de leur sexe	48
7	Âge moyen (et écart-type) des hommes et des femmes par type de ménage	50
8	Homogamie de diplôme : Diplôme des femmes en fonction de celui des hommes	58
9	Homogamie de profession : Profession des femmes en fonction de celle des hommes	59
10	Saisir l'économie domestique	77
11	Sensibilité des différents types de consommation aux revenus féminins et masculin dans les familles traditionnelles et recomposées	81
12	Sensibilité des différents postes de dépenses aux revenus féminins et masculin en fonction du statut parental dans les familles recomposées	83
13	Composition du revenu disponible en fonction de la configuration familiale (en %)	122
14	Age des enfants des ménages au 31 décembre 2017	153
15	Position des clusters sur les différents axes	165

Table des figures

Conclusion

3 - Conclusion (3 pages/10 000 signes) Rappel de la question de départ, des données et des méthodes. Synthèse des principaux résultats. Retour réflexif sur l'apport et les limites du mémoire.

Conclusion

Bibliographie

Littérature

s. d., *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*.

AGLIETTA M., 1976, *Regulation et crises du capitalisme*, Paris, O. Jacob (Opus).

ALGAVA É., BLOCH K., VALLÈS V., 2020, « En 2018, 4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile » INSEE (dir.), *Insee Première*, 1788.

AZINCOURT J.-D., 2013, « La protection du survivant du couple dans la famille recomposée », *La Semaine Juridique Notariale et Immobilière*, 19, p. 36-42.

BESSIÈRE C., 2013, *Au tribunal des couples : enquête sur des affaires familiales*.

BESSIÈRE C., 2022, « Les arrangements de famille », *Archives de Philosophie*, Tome 85, 4, p. 29-49.

BESSIÈRE C., GOLLAC S., 2016, « Le cache-sexe de la théorie économique », *Population*, Vol. 71, 3, p. 519-523.

BESSIÈRE C., GOLLAC S., 2020, *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte (SH / L'envers des faits).

BLOCH K., 2020, « En 2019, 800 000 beaux-parents habitent avec les enfants de leur

Bibliographie

conjoint », *Insee Première*.

BONVALET C., 2003, « La famille-entourage locale », *Population*, 58, 1, p. 9-43.

BOULET E., 2020, *Espaces et temps de la "production d'enfants" : sociologie des grossesses ordinaires*, thèse de doctorat.

BOURDIEU P., 1980, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit (Le Sens commun).

BOURDIEU P., 1993, « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 100, 1, p. 32-36.

BOURDIEU P., 2011, *Sur l'État : cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Raisons d'agir-Seuil (Cours et travaux).

BOURGUIGNON F., LANDAI C., 2022, « Micro-simuler l'impact des politiques publiques sur les ménages : pourquoi, comment et lesquelles ? », *Notes du conseil d'analyse économique*, 74, 5, p. 1-12.

BRAUDEL F., 1983, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe - XVIIIe siècle*, Paris, Colin.

BRUN J.-M., 1996, *Les familles recomposées : aspects patrimoniaux*, thèse de doctorat, Lyon, France.

CADOLLE S., 2000, *Etre parent, être beau-parent : la recomposition de la famille*, Paris, France, Odile Jacob.

CADOLLE S., 2001, « Charges éducatives et rôle des femmes dans les familles recomposées », *Cahiers du Genre*, n° 30, 1, p. 27-52.

CARBONNIER C., 2016, « Prise en compte de la famille dans l'imposition des revenus en

Bibliographie

France », *Revue française d'économie*, Volume XXXI, 1, p. 111-152.

CAYOINETTE-REMBLIÈRE J., ICHOU M., 2019, « Saisir la position sociale des ménages : une approche par configurations », *Revue française de sociologie*, 60, 3, p. 385-427.

CHAMBOREDON J.-C., PRÉVOT J., 1973, « Le « métier d'enfant ». Définition sociale de la prime enfance et fonctions différentielles de l'école maternelle »,.

CHARDON O., VIVAS É., 2019, « Les familles recomposées : entre familles traditionnelles et familles monoparentales », *Document de travail (INSEE)*.

CHICHE J., LE ROUX B., 2010, « Développements récents en analyse des correspondances multiples », *La revue MODULAD*, 42, p. 110-117.

CLÉMENT C., BONVALET C., 2005, « Familles recomposées et ancrage résidentiel », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, 1, p. 79-97.

COURTOT C., JUNG C., RÉGNIER-LOILIER A., 2023, « Penser la famille par le prisme des enfants. Vers un renouvellement des connaissances », *Revue des politiques sociales et familiales*, 148, 3, p. 3-9.

DAMON J., 2012, *Les familles recomposées*, Paris, France, Presses universitaires de France (Que sais-je?).

DÉCHAUX J.-H., 2007, *Sociologie de la famille*, Paris, France, La Découverte (Que sais-je?).

DELALANDE N., SPIRE A., 2010, *Histoire sociale de l'impôt*, Paris, La Découverte (Repères).

DELPHY C., 1970, *L'ennemi principal*, Paris, France, Éditions Syllepse.

DELPHY C., LEONARD D., 2019, *L'exploitation domestique*, Paris, Éditions Syllepse

(Nouvelles questions féministes).

DEMAISON C., GRIVET L., MAURY-DUPREY D., MAYO-SIMBSLER S., 2019a, « De la rupture conjugale à une éventuelle remise en couple : l'évolution des niveaux de vie des familles monoparentales entre 2010 et 2015 », dans INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (dir.), Montrouge (INSEE Référence), p. 99-114.

DEMAISON C., GRIVET L., MAURY-DUPREY D., MAYO-SIMBSLER S., 2019b, « De la rupture conjugale à une éventuelle remise en couple : l'évolution des niveaux de vie des familles monoparentales entre 2010 et 2015 », dans INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (dir.), Montrouge (INSEE Référence), p. 99-114.

DEMOLY E., SCHWEITZER C., 2020, « Les ménages les plus modestes dépensent davantage pour leur logement et les plus aisés pour les transports », *Insee Focus*, 203.

DESPLANQUES G., 1993, « Les familles recomposées en 1990 », *Population & Sociétés*, p. 1-4.

DESROSIÈRES A., 2000, *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.

DESROSIÈRES A., 2003, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la société française de statistique*, 144, 1-2, p. 75-111.

DESROSIÈRES A., 2013, *Pour une sociologie historique de la quantification : L'Argument statistique I*, Paris, Presses des Mines (Sciences sociales).

DOMINGO P., 2009, « Le quotidien des familles recomposées », *Revue des politiques sociales et familiales*, 96, 1, p. 96-104.

Bibliographie

DONNAT I., 2018, *La transmission du patrimoine dans la famille recomposée*, thèse de doctorat, La Réunion.

DONNI O., PONTHEUX S., 2011, « Approches économiques du ménage : du modèle unitaire aux décisions collectives », *Travail, genre et sociétés*, 26, 2, p. 67-83.

DORLIN E., 2009, *La matrice de la race : généalogie sexuelle et coloniale de la nation française*, Paris, la Découverte (La Découverte-poche).

DUNEZAT X., 2023, « De quel rapport social la domination adulte est-elle la marque : vers l'hypothèse d'un minorat exploité ? », *Mouvements*, 115, 3, p. 38-47.

DURKHEIM E., 1975, « La famille conjugale », dans Paris, Les Éditions de Minuit (Le sens commun.), p. 35-49.

DURKHEIM É., 1893, *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France.

ESPING-ANDERSEN G., 2007, *Les trois mondes de l'État-providence*, Presses Universitaires de France.

FEDERICI S., 2014, *Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive*, 2e édition, Genève, Entremonde/ Senonevero (Rupture).

FEDERICI S., 2019, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, la Fabrique éditions.

FLANDRIN J.-L., 1984, *Familles : parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, France, Éd. du Seuil.

FORTUNATI L., 2022, *L'arcane de la reproduction : femmes au foyer, prostituées, ouvriers et capital*, Genève, Entremonde (Rupture).

Bibliographie

FOUCAULT M., FOUCAULT M., 2004, *Naissance de la biopolitique*, SENELLART M. (dir.), Paris, Gallimard [u.a.] (Cours de Michel Foucault au Collège de France).

FRASER N., 2013, *Fortunes of feminism : from state-managed capitalism to neoliberal crisis*, Brooklyn, NY, Verso Books.

FRÉMEAUX N., LETURCQ M., 2013, « Plus ou moins mariés : l'évolution du mariage et des régimes matrimoniaux en France », *INSEE*, n° 462-463, p. 125-151.

GOLLAC S., 2011, *La pierre de discorde : stratégie immobilières familiales dans la France contemporaine*, thèse de doctorat.

GUILLAUMIN C., 1992, *Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature*, Paris, Côté-femmes (Recherches).

GUILLEMARD A.-M., 2005, « Politiques publiques et cultures de l'âge. Une perspective internationale », *Politix*, 72, 4, p. 79-98.

HAICAULT M., COMBES D., 1984, « Production et reproduction, rapports sociaux de sexes et de classes », dans Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

HALBWACHS M., s. d., *La Classe ouvrière et les niveaux de vie : Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*.

HENRI-PANABIÈRE G., 2010, *Des héritiers en échec scolaire*, Paris, la Dispute (L'enjeu scolaire).

HERPIN N., VERGER D., 2008, *Consommation et modes de vie en France. Une approche économique et sociologique sur un demi-siècle*, Paris, La Découverte (Repères).

HOCHSCHILD A.R., 2017, *Le prix des sentiments : au coeur du travail émotionnel*, Paris, la Découverte (Laboratoire des sciences sociales).

Bibliographie

HOCHSCHILD A.R., 2012, *The second shift : working families and the revolution at home*, Revised and with a new preface, New York, N.Y, Penguin Books.

HOOKE B., 1984, *Feminist theory : from margin to center*, New York, Routledge.

JANNOT A., 2021, « Elle dépense, il(s) consomme(nt), il place, qui possède ? : L'appropriation de la production domestique et de son surplus au sein des couples parentaux de sexe différent », *Sociétés contemporaines*, N° 122, 2, p. 155-187.

JENSON J., 1986, « Gender and Reproduction: Or, Babies and the State », *Studies in Political Economy*, 20, 1, p. 9-46.

KERGOAT D., 1978, « Ouvriers = ouvrières »,.

LAHIRE B., 2016, *Tableaux de familles : heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard le Seuil (Points).

LAMBERT A., 2005, « *Tous propriétaires !* ». *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil.

LANGEVIN L., DEVREUX A.-M., CARDI C., 2016, *La régulation du genre dans la coexistence des niveaux de droit : regards croisés Europe-Canada*.

LAPINTE A., 2013, « Un enfant sur dix vit dans une famille recomposée »,.

LASLETT P., 1983, *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.

LE GALL D., 1994, *Sociologie de la famille*, Caen, France, Université de Caen.

LE PLAY F., 1874, *La réforme sociale en France : déduite de l'observation comparée des peuples européens*., Tours, Alfred Mame et fils.

Bibliographie

LENOIR R., 1979, « L'invention du "troisième âge" »,.

LENOIR R., 1991, « Politique familiale et construction sociale de la famille », *Revue française de science politique*, 41, 6, p. 781-807.

LENOIR R., 2003, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil (Collection Liber).

LIMA L., 2015, *Pauvres jeunes : enquête au coeur de la politique sociale de jeunesse*, Nîmes, Champ Social éditions (Collection Questions de société).

MARTIAL A., 2002, « L'argent dans les familles recomposées après divorce », *Journal du droit des jeunes*, N° 214, 4, p. 35-38.

MARTIAL A., 2005, « Comment rester liés ? Les comptes des familles recomposées », *Terrain : revue d'ethnologie de l'Europe*, 45, p. 67-82.

MARTIAL A., 2000, *Qu'est-ce qu'un parent ? ethnologie des liens de familles recomposées*, thèse de doctorat, France.

MARTIN C., 1997, *L'après divorce : lien familial et vulnérabilité*, thèse de doctorat, Rennes.

MARTIN O., 2020, « Chapitre 4. La mise en statistiques des sociétés », dans Malakoff, France, Armand Colin, p. 73-103.

MARTIN-PAPINEAU N., 2003, « La construction paradoxale d'un problème politique: l'exemple des familles monoparentales (1968 - 1988) », *Revue des politiques sociales et familiales*, 72, 1, p. 7-20.

MARUANI M., MERON M., 2012, *Un siècle de travail des femmes en France: 1901- 2011*, La Découverte.

MARX K., 1867, *Le capital*, Reproduction en fac-similé, Paris, les Éditions sociales.

Bibliographie

MAUGER G., 2015, *Âges et générations*, Paris, La Découverte (Repères).

MIES M., 2022, *Patriarchy and accumulation on a world scale : women in the international division of labour*, London, Bloomsbury Academic.

PARSONS T., 1968, *The structure of social action. 2 : Weber*, Nachdr., New York, Free Press.

PERROT M., 1998, *Les femmes, ou, Les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion.

PHIPPS S.A., BURTON P.S., 1998, « What's Mine is Yours? The Influence of Male and Female Incomes on Patterns of Household Expenditure », *Economica*, 65, 260, p. 599-613.

PIKETTY T., 2013, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Éd. du Seuil (Les livres du nouveau monde).

POLANYI K., ANGENO M., MALAMOUD C., DUMONT L., 1944, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard (Tel).

PULANTZAS N.A., 1978, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, 1. ed, Paris, Les prairies ordinaires (Essais).

RÉGNIER-LOILIER A., 2019, « Nouvelle vie de couple, nouvelle vie commune ? Processus de remise en couple après une séparation », *Population*, 74, 1-2, p. 73-102.

RENNES J., 2019, « Âge biologique versus âge social : une distinction problématique », *Genèses*, 117, 4, p. 109-128.

ROSANVALLON P., 1992, *La crise de l'Etat-providence*, Nouvelle éd, Paris, Ed. du Seuil (Points Essais).

ROUX B.L., ROUANET H., 2010, *Multiple Correspondence Analysis*, SAGE.

Bibliographie

ROY D., 2005, « « Tout ce qui est à moi est à toi ? ». Mise en commun des revenus et transferts d'argent dans le couple », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, 45, p. 41-52.

ROY D., 2006, « L'argent du « ménage », qui paie quoi ? », *Travail, genre et sociétés*, N° 15, 1, p. 101-119.

SAINT-POL T., DENEY A., MONSO O., 2004, « Ménage et chef de ménage : deux notions bien ancrées », *Travail, genre et sociétés*, N° 11, 1, p. 63-78.

SCOTT J.W., 1988, *Gender and the politics of history*, Rev. ed, New York, Columbia University Press (Gender et culture).

SEGALEN M., MARTIAL A., 2013, « Chapitre 4. Se démarier, recomposer sa famille », dans Paris, France, Armand, p. 100-120.

SINGLY F. DE, 1996, *Le soi, le couple et la famille*, Paris, France, Nathan.

SINGLY F. DE, 2000, *Libres ensemble : l'individualisme dans la vie commune*, Paris, France, Nathan.

SINGLY F. DE, 2017, *Sociologie de la famille contemporaine*, Malakoff, France, Armand Colin.

STETTINGER V., 2014, « Pour une approche sociologique renouvelée des « enfants pauvres » », *Sociologie*, 5, 4, p. 441-453.

TABET P., 1998, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan (Bibliothèque du féminisme).

THÉRY I., 1993, *Le démariage : justice et vie privée*, Paris, Editions O. Jacob.

Bibliographie

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993a, « Les familles recomposées : aspects personnels, aspects alimentaires, » dans Paris, Nathan, p. 256-279.

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993b, « La transmission des biens dans les familles recomposées : entre trop de droit et pas de droits », dans Paris, Nathan, p. 281-298.

TILLY L.A., SCOTT J.W., 1987, *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, Ed. Rivages (Rivages Histoire).

TOULEMON L., 2011, « Individus, familles, ménages, logements : les compter, les décrire », *Travail, genre et sociétés*, n° 26, 2, p. 47-66.

TOULEMON L., 2012, « Évolution des situations familiales à travers les recensements français de 1962 à 2009 », *Population*, 67, 4, p. 657-681.

TOULEMON L., 2013, « Les pères dans les statistiques », *Informations sociales*, 176, 2, p. 8-13.

VERGÈS F., 2021, *Le ventre des femmes : capitalisme, racialisation, féminisme*, Nouvelle éd. au format de poche [augmentée d'une préface], Paris, Albin Michel (Espaces libres).

VÉRON B., 2007, « Héritages symboliques et rapport aux lignées dans les familles recomposées », *Recherches familiales*, n° 4, 1, p. 25-33.

WEBER F., 2002, « Pour penser la parenté contemporaine. Maisonnée et parentèle, des outils de l'anthropologie », dans Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, p. 73-106.

WEBER F., 2009, *Le travail à-côté : une ethnographie des perceptions*, Paris, France, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

WEBER F., 2013, *Penser la parenté aujourd'hui*, Paris, Éditions Rue d'Ulm.

Bibliographie

WEBER M., 1995, *Économie et société*, Paris, France, Pocket.

s. d., *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*.

AGLIETTA M., 1976, *Regulation et crises du capitalisme*, Paris, O. Jacob (Opus).

ALGAVA É., BLOCH K., VALLÈS V., 2020, « En 2018, 4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile » INSEE (dir.), *Insee Première*, 1788.

AZINCOURT J.-D., 2013, « La protection du survivant du couple dans la famille recomposée », *La Semaine Juridique Notariale et Immobilière*, 19, p. 36-42.

BESSIÈRE C., 2013, *Au tribunal des couples : enquête sur des affaires familiales*.

BESSIÈRE C., 2022, « Les arrangements de famille », *Archives de Philosophie*, Tome 85, 4, p. 29-49.

BESSIÈRE C., GOLLAC S., 2016, « Le cache-sexe de la théorie économique », *Population*, Vol. 71, 3, p. 519-523.

BESSIÈRE C., GOLLAC S., 2020, *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte (SH / L'envers des faits).

BLOCH K., 2020, « En 2019, 800 000 beaux-parents habitent avec les enfants de leur conjoint », *Insee Première*.

BONVALET C., 2003, « La famille-entourage locale », *Population*, 58, 1, p. 9-43.

BOULET E., 2020, *Espaces et temps de la "production d'enfants" : sociologie des grossesses ordinaires*, thèse de doctorat.

BOURDIEU P., 1980, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit (Le Sens commun).

Bibliographie

BOURDIEU P., 1993, « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 100, 1, p. 32-36.

BOURDIEU P., 2011, *Sur l'État : cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Raisons d'agir-Seuil (Cours et travaux).

BOURGUIGNON F., LANDAI C., 2022, « Micro-simuler l'impact des politiques publiques sur les ménages : pourquoi, comment et lesquelles ? », *Notes du conseil d'analyse économique*, 74, 5, p. 1-12.

BRAUDEL F., 1983, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe - XVIIIe siècle*, Paris, Colin.

BRUN J.-M., 1996, *Les familles recomposées : aspects patrimoniaux*, thèse de doctorat, Lyon, France.

CADOLLE S., 2000, *Etre parent, être beau-parent : la recomposition de la famille*, Paris, France, Odile Jacob.

CADOLLE S., 2001, « Charges éducatives et rôle des femmes dans les familles recomposées », *Cahiers du Genre*, n° 30, 1, p. 27-52.

CARBONNIER C., 2016, « Prise en compte de la famille dans l'imposition des revenus en France », *Revue française d'économie*, Volume XXXI, 1, p. 111-152.

CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., ICHOU M., 2019, « Saisir la position sociale des ménages : une approche par configurations », *Revue française de sociologie*, 60, 3, p. 385-427.

CHAMBOREDON J.-C., PRÉVOT J., 1973, « Le « métier d'enfant ». Définition sociale de la prime enfance et fonctions différentielles de l'école maternelle »,.

CHARDON O., VIVAS É., 2019, « Les familles recomposées : entre familles traditionnelles

Bibliographie

et familles monoparentales », *Document de travail (INSEE)*.

CHICHE J., LE ROUX B., 2010, « Développements récents en analyse des correspondances multiples », *La revue MODULAD*, 42, p. 110-117.

CLÉMENT C., BONVALET C., 2005, « Familles recomposées et ancrage résidentiel », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, 1, p. 79-97.

COURTOT C., JUNG C., RÉGNIER-LOILIER A., 2023, « Penser la famille par le prisme des enfants. Vers un renouvellement des connaissances », *Revue des politiques sociales et familiales*, 148, 3, p. 3-9.

DAMON J., 2012, *Les familles recomposées*, Paris, France, Presses universitaires de France (Que sais-je?).

DÉCHAUX J.-H., 2007, *Sociologie de la famille*, Paris, France, La Découverte (Que sais-je?).

DELALANDE N., SPIRE A., 2010, *Histoire sociale de l'impôt*, Paris, La Découverte (Repères).

DELPHY C., 1970, *L'ennemi principal*, Paris, France, Éditions Syllepse.

DELPHY C., LEONARD D., 2019, *L'exploitation domestique*, Paris, Éditions Syllepse (Nouvelles questions féministes).

DEMAISON C., GRIVET L., MAURY-DUPREY D., MAYO-SIMBSLER S., 2019a, « De la rupture conjugale à une éventuelle remise en couple : l'évolution des niveaux de vie des familles monoparentales entre 2010 et 2015 », dans INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (dir.), Montrouge (INSEE Référence), p. 99-114.

DEMAISON C., GRIVET L., MAURY-DUPREY D., MAYO-SIMBSLER S., 2019b, « De

Bibliographie

la rupture conjugale à une éventuelle remise en couple : l'évolution des niveaux de vie des familles monoparentales entre 2010 et 2015 », dans INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (dir.), Montrouge (INSEE Référence), p. 99-114.

DEMOLY E., SCHWEITZER C., 2020, « Les ménages les plus modestes dépensent davantage pour leur logement et les plus aisés pour les transports », *Insee Focus*, 203.

DESPLANQUES G., 1993, « Les familles recomposées en 1990 », *Population & Sociétés*, p. 1-4.

DESROSIÈRES A., 2000, *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.

DESROSIÈRES A., 2003, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la société française de statistique*, 144, 1-2, p. 75-111.

DESROSIÈRES A., 2013, *Pour une sociologie historique de la quantification : L'Argument statistique I*, Paris, Presses des Mines (Sciences sociales).

DOMINGO P., 2009, « Le quotidien des familles recomposées », *Revue des politiques sociales et familiales*, 96, 1, p. 96-104.

DONNAT I., 2018, *La transmission du patrimoine dans la famille recomposée*, thèse de doctorat, La Réunion.

DONNI O., PONTHEUX S., 2011, « Approches économiques du ménage : du modèle unitaire aux décisions collectives », *Travail, genre et sociétés*, 26, 2, p. 67-83.

DORLIN E., 2009, *La matrice de la race : généalogie sexuelle et coloniale de la nation française*, Paris, la Découverte (La Découverte-poche).

Bibliographie

DUNEZAT X., 2023, « De quel rapport social la domination adulte est-elle la marque : vers l'hypothèse d'un minorat exploité ? », *Mouvements*, 115, 3, p. 38-47.

DURKHEIM E., 1975, « La famille conjugale », dans Paris, Les Éditions de Minuit (Le sens commun.), p. 35-49.

DURKHEIM É., 1893, *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France.

ESPING-ANDERSEN G., 2007, *Les trois mondes de l'État-providence*, Presses Universitaires de France.

FEDERICI S., 2014, *Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive*, 2e édition, Genève, Entremonde/ Senonevero (Rupture).

FEDERICI S., 2019, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, la Fabrique éditions.

FLANDRIN J.-L., 1984, *Familles : parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, France, Éd. du Seuil.

FORTUNATI L., 2022, *L'arcane de la reproduction : femmes au foyer, prostituées, ouvriers et capital*, Genève, Entremonde (Rupture).

FOUCAULT M., FOUCAULT M., 2004, *Naissance de la biopolitique*, SENELLART M. (dir.), Paris, Gallimard [u.a.] (Cours de Michel Foucault au Collège de France).

FRASER N., 2013, *Fortunes of feminism : from state-managed capitalism to neoliberal crisis*, Brooklyn, NY, Verso Books.

FRÉMEAUX N., LETURCQ M., 2013, « Plus ou moins mariés : l'évolution du mariage et des régimes matrimoniaux en France », *INSEE*, n° 462-463, p. 125-151.

Bibliographie

GOLLAC S., 2011, *La pierre de discorde : stratégie immobilières familiales dans la France contemporaine*, thèse de doctorat.

GUILLAUMIN C., 1992, *Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature*, Paris, Côté-femmes (Recherches).

GUILLEMARD A.-M., 2005, « Politiques publiques et cultures de l'âge. Une perspective internationale », *Politix*, 72, 4, p. 79-98.

HAICAULT M., COMBES D., 1984, « Production et reproduction, rapports sociaux de sexes et de classes », dans Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

HALBWACHS M., s. d., *La Classe ouvrière et les niveaux de vie : Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*.

HENRI-PANABIÈRE G., 2010, *Des héritiers en échec scolaire*, Paris, la Dispute (L'enjeu scolaire).

HERPIN N., VERGER D., 2008, *Consommation et modes de vie en France. Une approche économique et sociologique sur un demi-siècle*, Paris, La Découverte (Repères).

HOCHSCHILD A.R., 2017, *Le prix des sentiments : au coeur du travail émotionnel*, Paris, la Découverte (Laboratoire des sciences sociales).

HOCHSCHILD A.R., 2012, *The second shift : working families and the revolution at home*, Revised and with a new preface, New York, N.Y, Penguin Books.

HOOKE B., 1984, *Feminist theory : from margin to center*, New York, Routledge.

JANNOT A., 2021, « Elle dépense, il(s) consomme(nt), il place, qui possède ? : L'appropriation de la production domestique et de son surplus au sein des couples parentaux de sexe différent », *Sociétés contemporaines*, N° 122, 2, p. 155-187.

Bibliographie

JENSON J., 1986, « Gender and Reproduction: Or, Babies and the State », *Studies in Political Economy*, 20, 1, p. 9-46.

KERGOAT D., 1978, « Ouvriers = ouvrières »,.

LAHIRE B., 2016, *Tableaux de familles : heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard le Seuil (Points).

LAMBERT A., 2005, « *Tous propriétaires !* ». *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil.

LANGEVIN L., DEVREUX A.-M., CARDI C., 2016, *La régulation du genre dans la coexistence des niveaux de droit : regards croisés Europe-Canada*.

LAPINTE A., 2013, « Un enfant sur dix vit dans une famille recomposée »,.

LASLETT P., 1983, *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.

LE GALL D., 1994, *Sociologie de la famille*, Caen, France, Université de Caen.

LE PLAY F., 1874, *La réforme sociale en France : déduite de l'observation comparée des peuples européens.*, Tours, Alfred Mame et fils.

LENOIR R., 1979, « L'invention du "troisième âge" »,.

LENOIR R., 1991, « Politique familiale et construction sociale de la famille », *Revue française de science politique*, 41, 6, p. 781-807.

LENOIR R., 2003, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil (Collection Liber).

LIMA L., 2015, *Pauvres jeunes : enquête au coeur de la politique sociale de jeunesse*, Nîmes, Champ Social éditions (Collection Questions de société).

Bibliographie

MARTIAL A., 2002, « L'argent dans les familles recomposées après divorce », *Journal du droit des jeunes*, N° 214, 4, p. 35-38.

MARTIAL A., 2005, « Comment rester liés ? Les comptes des familles recomposées », *Terrain : revue d'ethnologie de l'Europe*, 45, p. 67-82.

MARTIAL A., 2000, *Qu'est-ce qu'un parent ? ethnologie des liens de familles recomposées*, thèse de doctorat, France.

MARTIN C., 1997, *L'après divorce : lien familial et vulnérabilité*, thèse de doctorat, Rennes.

MARTIN O., 2020, « Chapitre 4. La mise en statistiques des sociétés », dans Malakoff, France, Armand Colin, p. 73-103.

MARTIN-PAPINEAU N., 2003, « La construction paradoxale d'un problème politique: l'exemple des familles monoparentales (1968 - 1988) », *Revue des politiques sociales et familiales*, 72, 1, p. 7-20.

MARUANI M., MERON M., 2012, *Un siècle de travail des femmes en France: 1901- 2011*, La Découverte.

MARX K., 1867, *Le capital*, Reproduction en fac-similé, Paris, les Éditions sociales.

MAUGER G., 2015, *Âges et générations*, Paris, La Découverte (Repères).

MIES M., 2022, *Patriarchy and accumulation on a world scale : women in the international division of labour*, London, Bloomsbury Academic.

PARSONS T., 1968, *The structure of social action. 2 : Weber*, Nachdr., New York, Free Press.

PERROT M., 1998, *Les femmes, ou, Les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion.

Bibliographie

PHIPPS S.A., BURTON P.S., 1998, « What's Mine is Yours? The Influence of Male and Female Incomes on Patterns of Household Expenditure », *Economica*, 65, 260, p. 599-613.

PIKETTY T., 2013, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Éd. du Seuil (Les livres du nouveau monde).

POLANYI K., ANGENO M., MALAMOUD C., DUMONT L., 1944, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard (Tel).

PULANTZAS N.A., 1978, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, 1. ed, Paris, Les prairies ordinaires (Essais).

RÉGNIER-LOILIER A., 2019, « Nouvelle vie de couple, nouvelle vie commune ? Processus de remise en couple après une séparation », *Population*, 74, 1-2, p. 73-102.

RENNES J., 2019, « Âge biologique versus âge social : une distinction problématique », *Genèses*, 117, 4, p. 109-128.

ROSANVALLON P., 1992, *La crise de l'Etat-providence*, Nouvelle éd, Paris, Ed. du Seuil (Points Essais).

ROUX B.L., ROUANET H., 2010, *Multiple Correspondence Analysis*, SAGE.

ROY D., 2005, « « Tout ce qui est à moi est à toi ? ». Mise en commun des revenus et transferts d'argent dans le couple », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, 45, p. 41-52.

ROY D., 2006, « L'argent du « ménage », qui paie quoi ? », *Travail, genre et sociétés*, N° 15, 1, p. 101-119.

SAINT-POL T., DENEY A., MONSO O., 2004, « Ménage et chef de ménage : deux notions bien ancrées », *Travail, genre et sociétés*, N° 11, 1, p. 63-78.

Bibliographie

SCOTT J.W., 1988, *Gender and the politics of history*, Rev. ed, New York, Columbia University Press (Gender et culture).

SEGALEN M., MARTIAL A., 2013, « Chapitre 4. Se démarier, recomposer sa famille », dans Paris, France, Armand, p. 100-120.

SINGLY F. DE, 1996, *Le soi, le couple et la famille*, Paris, France, Nathan.

SINGLY F. DE, 2000, *Libres ensemble : l'individualisme dans la vie commune*, Paris, France, Nathan.

SINGLY F. DE, 2017, *Sociologie de la famille contemporaine*, Malakoff, France, Armand Colin.

STETTINGER V., 2014, « Pour une approche sociologique renouvelée des « enfants pauvres » », *Sociologie*, 5, 4, p. 441-453.

TABET P., 1998, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan (Bibliothèque du féminisme).

THÉRY I., 1993, *Le démariage : justice et vie privée*, Paris, Editions O. Jacob.

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993a, « Les familles recomposées : aspects personnels, aspects alimentaires, » dans Paris, Nathan, p. 256-279.

THÉRY I., MEULDERS-KLEIN M.-T., 1993b, « La transmission des biens dans les familles recomposées : entre trop de droit et pas de droits », dans Paris, Nathan, p. 281-298.

TILLY L.A., SCOTT J.W., 1987, *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, Ed. Rivages (Rivages Histoire).

TOULEMON L., 2011, « Individus, familles, ménages, logements : les compter, les décrire », dans Paris, France, Armand, p. 100-120.

Bibliographie

Travail, genre et sociétés, n° 26, 2, p. 47-66.

TOULEMON L., 2012, « Évolution des situations familiales à travers les recensements français de 1962 à 2009 », *Population*, 67, 4, p. 657-681.

TOULEMON L., 2013, « Les pères dans les statistiques », *Informations sociales*, 176, 2, p. 8-13.

VERGÈS F., 2021, *Le ventre des femmes : capitalisme, racialisation, féminisme*, Nouvelle éd. au format de poche [augmentée d'une préface], Paris, Albin Michel (Espaces libres).

VÉRON B., 2007, « Héritages symboliques et rapport aux lignées dans les familles recomposées », *Recherches familiales*, n° 4, 1, p. 25-33.

WEBER F., 2002, « Pour penser la parenté contemporaine. Maisonnée et parentèle, des outils de l'anthropologie », dans *Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence*, p. 73-106.

WEBER F., 2009, *Le travail à-côté : une ethnographie des perceptions*, Paris, France, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

WEBER F., 2013, *Penser la parenté aujourd'hui*, Paris, Éditions Rue d'Ulm.

WEBER M., 1995, *Économie et société*, Paris, France, Pocket.

R Packages

Annexes

Note méthodologique sur la pondération dans l'enquête

Statistiques descriptives des différentes sous-populations

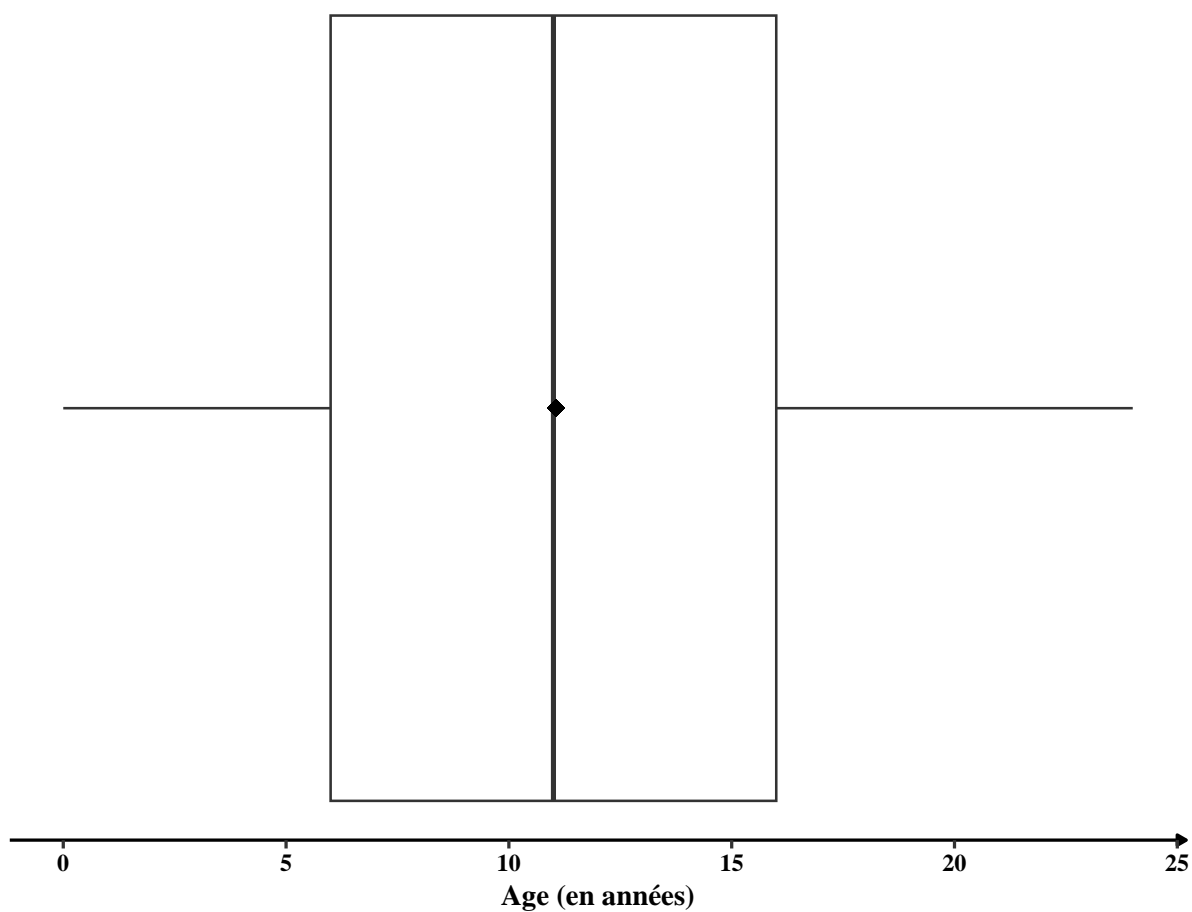


FIGURE 14 – Age des enfants des ménages au 31 décembre 2017

Annexes

Caractéristique	Couple sans enfant ¹	Traditionnelle ¹	Recomposée ¹	Monoparentale
Age (femme)				
Moyenne ans	50 ans	41 ans	41 ans	43 ans
ET	14	8	8	9
Age (homme)				
Moyenne ans	52 ans	44 ans	44 ans	46 ans
ET	14	9	9	8
Nombre d'enfants dans le ménage				
Aucun	100%	0%	0%	0%
Un	0%	37%	34%	57%
Deux	0%	46%	31%	33%
Trois	0%	13%	25%	7,8%
Quatre et plus	0%	4,3%	9,5%	2,4%
Age moyen				
Moyenne ans	0,0 ans	10,4 ans	12,9 ans	12,6 ans
ET	0,0	6,5	5,1	5,8
Nombre d'enfants hors domicile				
Aucun	95%	97%	84%	97%
Un	3,9%	2,3%	9,7%	2,1%
Deux	1,1%	0,7%	3,5%	0,3%
Trois	0,2%	0,1%	0,9%	0,4%
Quatre et plus	<0,1%	0,2%	1,6%	<0,1%
Age moyen				
Moyenne ans	20,0 ans	20,0 ans	17,8 ans	19,1 ans
ET	3,1	2,8	2,6	3,0
n_NEnfantsHD_autreparent				
Aucun	98%	99%	89%	99%
Un	1,3%	0,8%	6,8%	0,8%
Deux	0,2%	0,2%	2,3%	<0,1%
Trois	0,2%	<0,1%	0,7%	0,2%
Quatre et plus	<0,1%	0,2%	1,2%	0%
n_AgeEnfantsHD_autreparent				
Moyenne ans	16,46 ans	17,41 ans	16,63 ans	17,84 ans
ET	2,01	2,36	1,84	2,89
n_NEnfantsHD_ailleurs				
Aucun	100%	100%	99%	100%
Un	<0,1%	<0,1%	0,5%	0%
Deux	0%	<0,1%	0,2%	<0,1%
Trois	0%	0%	<0,1%	0%

Quatre et plus	0%	0%	0%	0%
Effectifs	2390	3651	636	2273

¹% ; n (unweighted)

²Design-based KruskalWallis test ; Pearson's χ^2 : Rao & Scott adjustment

Construction de la variable de position sociale du ménage

Choix des variables de stratification sociale

Comme dans l'article de Joannie Cayouette-Remblière et Mathieu Ichou (**Cayouette ?**), une première catégorie de variables de stratification retenues caractérisent, à l'échelle du ménage, l'espace d'habitation de celui-ci : type de logement (maison ou appartement), statut d'occupation du logement (propriétaire sans crédit, propriétaire avec crédit ou locataire), aire urbaine de la commune d'habitation (en tranches d'habitants). A la différence des auteurs de l'article, nous n'avons en revanche pas retenu de variables caractérisant la composition et la structure familiale des ménages. Puisque nous cherchons à justement à situer les recompositions familiales dans l'espace social, nous avons cherché à positionner socialement les ménages indépendamment de leur structure familiale. A l'échelle du ménage, nous avons retenu, en plus, les déciles de revenu par unité de consommation (niveau de vie) ainsi que le patrimoine du ménage estimé par le ou la répondant-e à l'enquête. Afin de saisir le rôle différencié des caractéristiques sociales des hommes et des femmes, les variables de stratification sociale retenues à l'échelle de l'individu sont, comme dans l'article, différenciées selon l'appartenance aux groupes sociaux de sexe. Dans le cas des couples de même sexe, très minoritaires dans l'enquête (n=76), l'un membre a été catégorisé au hasard avec les femmes (respectivement les hommes). La catégorie socio-professionnelle, recodée, comme dans l'article de Cayouette et Ichou à partir des catégories de l'INSEE, en s'inspirant des travaux de (**vanZanten ? ; Bouffartigue ?**) sur les classes moyennes et supérieures. En distinguant donc au sein des cadres et professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires, les individus travaillant dans le public de ceux travaillant dans le privé. Au sein des classes populaires, nous avons distingué les catégories qualifiées des catégories non-qualifiées. Le

niveau de diplôme est recodé en sept postes.

Nous n'avons cependant pas pu intégrer des variables permettant de saisir la position dans les rapports sociaux de "race". En effet, disposant seulement de deux variables codant le lieu de naissance et la nationalité, on ne pouvait approcher que le fait d'appartenir à la première génération l'immigration. Les tentatives réalisées polarisaient alors très fortement l'ACM entre les couples dont les deux membres étaient nés à l'étranger et ceux nés en France. Cette variable a cependant été intégrée en tant que variable supplémentaire, au même titre que l'âge, les variables de structure et de compositions familiales.

Mise en oeuvre de l'analyse des correspondances multiples

Nous avons réalisé une analyse des correspondances multiples spécifique (Chiche et Le Roux, 2010), technique statistique permettant de neutraliser l'effet de certaines modalités redondantes ou non-interprétables (valeurs manquantes, variable ne concernant qu'un sous-population). Comme dans l'article qui nous sert de modèle, nous avons choisi de considérer comme modalités supplémentaires les valeurs manquantes pour les hommes, ou respectivement les femmes, lorsque les ménages étaient composés de célibataires. Par ailleurs, l'enquête ne permettant pas de connaître la CSP détaillée des individus retraités au moment de l'enquête, et afin d'éviter une sur-polarisation de l'espace par les couples de retraités, nous avons considéré comme supplémentaire les modalités "retraité-e".

Nous avons choisi de conserver sept dimensions de celle-ci. L'usage du critère du coude (changement de signe de la dérivée des valeurs propres associés aux axes) permettait de conserver cinq, sept ou dix, mais c'est surtout le critère de l'interprétabilité sociologique (Roux et Rouanet, 2010) qui nous a conduit à en retenir 7 plutôt que 5. En effet, l'axe 6 qui renvoie aux distinctions entre indépendants contenait, selon nous, une opposition importante qui n'était pas encore apparu dans les premiers axes. Ainsi, les 7 premiers axes permettent d'expliquer 23,8% de la variance totale du nuage du point

Axe 1 : Volume de capitaux culturels et économiques

L'Axe 1 représentant 6,1 % de l'inertie totale. Il met en évidence une opposition marquée entre des groupes sociaux caractérisés par un capital économique et scolaire

élevé, et des groupes avec un volume de de capitaux plus faible. Les modalités qui contribuent positivement à cet axe sont associées à des individus ayant un haut niveau de formation, comme ceux titulaires d'un doctorat ou d'un master, et occupant des positions professionnelles de cadres ou de chefs d'entreprise. Ces groupes se distinguent également par un niveau de vie élevé et un patrimoine conséquent, souvent supérieur à 350 000 euros. En revanche, les modalités négatives sont liées à des individus moins diplômés, souvent sans diplôme ou avec un certificat d'études primaires, vivant dans des ménages aux revenus plus modestes. Ces ménages sont fréquemment locataires et disposent d'un patrimoine limité, inférieur à 30 000 euros. Ainsi, l'Axe 1 oppose clairement les groupes favorisés, dotés de ressources économiques et éducatives importantes, aux groupes plus pauvres, marqués par une faible qualification et une moindre sécurité économique.

TABLEAU 18 – Axe 1 (6.1%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=24)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DIP7	Femme	Doctorat, ingénieur, grande école	268	2.2	2.9	1.8
DIP7	Homme	Doctorat, ingénieur, grande école	455	3.7	4.4	1.7
DNIVIE	Menage	10	1216	9.8	7.5	1.5
CS12	Femme	Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	593	4.8	4.2	1.4
CS12	Homme	Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	983	8.0	7.1	1.4
CS12	Femme	Cadre du public/culture	500	4.0	2.4	1.3
CS12	Homme	Cadre du public/culture	396	3.2	1.7	1.2
PATRIB	Menage	350 000 euros et plus	1824	14.8	6.9	1.2
DIP7	Homme	Master, bac+6	478	3.9	2.0	1.1
DIP7	Femme	Master, bac+6	704	5.7	2.6	1.1
DNIVIE	Menage	9	1182	9.6	2.3	0.8
DIP7	Homme	Licence, BTS, DUT, santé social	1460	11.8	2.3	0.7
STALOG	Menage	Accédant à la propriété	2696	21.8	3.6	0.7
DIP7	Femme	Licence, BTS, DUT, santé social	2251	18.2	2.7	0.7
CS12	Femme	Médiateur-ice	1761	14.3	1.8	0.6
TYPLOG	Menage	Appartement	4088	33.1	1.7	-0.4
STALOG	Menage	Locataire	4995	40.4	5.6	-0.7
PATRIB	Menage	5 000 de 30 000 euros	2331	18.9	2.9	-0.7
DIP7	Homme	Sans diplôme ou CEP	2179	17.6	2.8	-0.8
DNIVIE	Menage	2	1348	10.9	2.4	-0.9
CS12	Femme	Autre inactif-ve	1906	15.4	2.1	-0.9
DNIVIE	Menage	1	1812	14.7	2.7	-0.9
DIP7	Femme	Sans diplôme ou CEP	2786	22.5	3.9	-1.0

PATRIB	Menage	0 à moins de 5 000 euros	1919	15.5	4.6	-1.1
<i>Note :</i>						
Source :						
Budget de famille						
,						
2017						

Axe 2 : Localisation résidentielle (urbain / rural)

L'axe 2 concentre 4,66% de la variance totale. Il révèle une opposition entre des catégories urbaines, bien diplômées, et des groupes plus ruraux avec un capital scolaire plus faible. Les modalités qui contribuent positivement à cet axe sont liées à une localisation urbaine. Ces groupes sont souvent locataires et vivent dans des appartements, reflétant un profil socio-économique marqués par un niveau de vie élevé, mais un patrimoine plus modeste. En contraste, les modalités contribuant négativement à l'Axe 2 sont associées à des individus résidant majoritairement en milieu rural ou périurbain. Ces groupes sont principalement propriétaires de maisons, avec un patrimoine économique plus conséquent. De fait, cette opposition recoupe une opposition en terme de niveau de diplôme : Les individus titulaires de diplômes élevés, comme le doctorat ou le master, se concentrent dans les zones urbaines, notamment dans l'agglomération parisienne, et s'oppose à ceux ayant un niveau de formation intermédiaire, comme les titulaires d'un CAP ou BEP.

TABLEAU 19 – Axe 2 (4.66%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=20)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DIP7	Femme	Doctorat, ingénieur, grande école	268	2.2	3.7	1.8
DIP7	Homme	Doctorat, ingénieur, grande école	455	3.7	3.6	1.3
CS12	Femme	Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	593	4.8	3.6	1.2
DIP7	Homme	Master, bac+6	478	3.9	2.1	1.0
PATRIB	Menage	0 à moins de 5 000 euros	1919	15.5	3.9	0.9
DIP7	Femme	Master, bac+6	704	5.7	2.2	0.9
DNIVIE	Menage	10	1216	9.8	3.1	0.8
CS12	Homme	Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	983	8.0	2.9	0.8
TAU	Menage	Commune de l'agglomération parisienne	1507	12.2	5.0	0.8
TYPLOG	Menage	Appartement	4088	33.1	9.7	0.8
STALOG	Menage	Locataire	4995	40.4	6.9	0.6
PATRIB	Menage	5 000 de 30 000 euros	2331	18.9	2.4	0.6
STALOG	Menage	Accédant à la propriété	2696	21.8	2.7	-0.5
STALOG	Menage	Propriétaire ou copropriétaire	3896	31.5	2.8	-0.5
CS12	Homme	Ouvrier-e qualifié-e	1710	13.8	1.9	-0.6
TYPLOG	Menage	Maison	8137	65.9	7.3	-0.6
DIP7	Femme	CAP ou BEP	2265	18.3	2.4	-0.6

TABLEAU 19 – Axe 2 (4.66%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=20)
(continued)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DIP7	Homme	CAP ou BEP	2460	19.9	4.6	-0.7
PATRIB	Menage	200 000 à moins de 350 000 euros	2204	17.8	5.5	-0.8
TAU	Menage	Commune rurale	1686	13.6	4.8	-0.9
<i>Note :</i>						
Source :						
Budget de famille						
,						
2017						

Axe 3 : Volume de patrimoine économique (propriétaires / locataires)

L'Axe 3, qui explique 3,38 % de l'inertie totale, met en évidence une opposition entre terme de volume de patrimoine économique, aux sein des différentes fractions des groupes sociaux ayant les niveaux de vies les plus élevés. Les modalités contribuant le plus et positivement associés à cet axe sont associées à des individus ayant des niveau de patrimoines élevés et propriétaires de leurs logements sans crédits. Ces hauts patrimoines sont associés au décile de niveau de vie le plus élevé (D10) et aux niveaux de diplômes à la fois les plus haut et les plus faibles, ainsi qu'aux individus appartenant aux petits indépendants. En revanche, les modalités contribuant fortement mais négativement à l'axe 3 sont liées à des individus ayant un niveau de formation intermédiaire (licence, BTS, DUT) ou technique, et appartenant à des professions intermédiaires comme les techniciens ou les médiateurs, dont ils et elles tirent une bonne rémunération (déciles de niveau de vie 8 et 9.). En revanche, ces groupes résident plus fréquemment dans des appartements, sont locataires et ont des niveau de patrimoine plus faibles.

TABLEAU 20 – Axe 3 (3.38%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=23)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DIP7	Femme	Doctorat, ingénieur, grande école	268	2.2	3.2	1.4
DIP7	Homme	Doctorat, ingénieur, grande école	455	3.7	4.0	1.2
CS12	Femme	Petit-e indépendant-e	401	3.2	1.8	1.0
CS12	Homme	Petit-e indépendant-e	822	6.7	2.6	0.8
DIP7	Femme	Sans diplôme ou CEP	2786	22.5	4.3	0.8
DNIVIE	Menage	10	1216	9.8	3.6	0.8
DIP7	Homme	Sans diplôme ou CEP	2179	17.6	3.7	0.7
STALOG	Menage	Propriétaire ou copropriétaire	3896	31.5	8.1	0.7
PATRIB	Menage	350 000 euros et plus	1824	14.8	4.8	0.7

TABLEAU 20 – Axe 3 (3.38%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=23)
(continued)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DNIVIE	Menage	1	1812	14.7	2.0	0.6
TAU	Menage	Commune rurale	1686	13.6	2.3	0.5
TYPLOG	Menage	Maison	8137	65.9	2.6	0.3
STALOG	Menage	Locataire	4995	40.4	2.2	-0.3
TYPLOG	Menage	Appartement	4088	33.1	3.4	-0.4
PATRIB	Menage	5 000 de 30 000 euros	2331	18.9	2.4	-0.5
DNIVIE	Menage	7	1122	9.1	1.9	-0.6
DNIVIE	Menage	8	1143	9.3	2.1	-0.6
DIP7	Homme	Baccalauréat	1303	10.5	2.6	-0.6
DIP7	Femme	Licence, BTS, DUT, santé social	2251	18.2	4.4	-0.6
DIP7	Homme	Licence, BTS, DUT, santé social	1460	11.8	4.0	-0.7
CS12	Homme	Technicien-ne	720	5.8	2.5	-0.8
CS12	Femme	Médiateur-ice	1761	14.3	6.4	-0.9
CS12	Homme	Médiateur-ice	766	6.2	6.2	-1.2

Note :

Source :

Budget de famille

,

2017

Axe 4 : Structure familiale et activité (Classes populaires biactives / femmes célibataires)

L'axe 4 de l'ACM capture 2,68% de la variance totale. Il oppose, aux seins des déciles de vies les plus faibles, les couples bi-actifs formés par des hommes ouvriers qualifiés et des femmes employées qualifiées, aux femmes célibataires inactive ou en emploi, appartenant au décile le plus pauvre. Ainsi, l'opposition entre couples biactifs et célibataires se relève particulièrement structurant dans les classes populaires, ou la bi-activité permet d'accéder à un certain confort et une stabilité matérielle.

TABLEAU 21 – Axe 4 (2.68%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=24)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DIP7	Femme	Doctorat, ingénieur, grande école	268	2.2	3.4	1.3
CS12	Femme	Ouvrier-e qualifié-e	320	2.6	1.7	0.9
DIP7	Femme	CAP ou BEP	2265	18.3	7.5	0.8
DNIVIE	Menage	4	1089	8.8	3.6	0.8
CS12	Homme	Ouvrier-e qualifié-e	1710	13.8	5.5	0.7
CS12	Femme	Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	593	4.8	2.1	0.7
DIP7	Homme	Doctorat, ingénieur, grande école	455	3.7	1.7	0.7

TABLEAU 21 – Axe 4 (2.68%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=24)
(continued)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
CS12	Femme	Employé-e qualifié-e	2034	16.5	4.2	0.6
CS12	Femme	Employé-e non qualifié-e	1467	11.9	2.5	0.6
DNIVIE	Menage	5	1116	9.0	1.8	0.5
PATRIB	Menage	5 000 de 30 000 euros	2331	18.9	3.3	0.5
DIP7	Homme	CAP ou BEP	2460	19.9	3.5	0.5
DIP7	Homme	Sans diplôme ou CEP	2179	17.6	2.1	-0.5
PATRIB	Menage	0 à moins de 5 000 euros	1919	15.5	1.9	-0.5
CS12	Femme	Médiateur-ice	1761	14.3	4.1	-0.6
DIP7	Femme	Sans diplôme ou CEP	2786	22.5	3.6	-0.6
DIP7	Homme	Licence, BTS, DUT, santé social	1460	11.8	4.4	-0.6
DIP7	Femme	Licence, BTS, DUT, santé social	2251	18.2	6.3	-0.7
CS12	Homme	Médiateur-ice	766	6.2	2.3	-0.7
CS12	Homme	Petit-e indépendant-e	822	6.7	3.5	-0.8
CS12	Femme	Autre inactif-ve	1906	15.4	4.6	-0.9
CS12	Homme	Autre inactif-ve	521	4.2	2.3	-1.1
DNIVIE	Menage	1	1812	14.7	10.9	-1.2
CS12	Femme	Petit-e indépendant-e	401	3.2	4.2	-1.4

Note :

Source :

Budget de famille

,

2017

Axe 5 : Capital culturel

Cet axe, expliquant 2.4% de la variance totale, oppose les groupes possédants un faible capital scolaire et des groupes plus favorisés, aux groupes avec un capital culturel plus élevé. D'un côté, il regroupe des personnes ayant des niveaux de diplôme plus bas, souvent employées dans des professions non qualifiées ou exerçant une petite activité indépendante. De l'autre côté, on trouve des individus avec des niveaux de diplôme élevés (master, hors diplômes d'ingénieur et grandes écoles), occupant des postes qualifiés, notamment dans le secteur public ou culturel.

TABLEAU 22 – Axe 5 (2.4%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=17)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
CS12	Femme	Petit-e indépendant-e	401	3.2	6.2	1.7
CS12	Homme	Employé-e non qualifié-e	228	1.8	2.1	1.1
CS12	Homme	Petit-e indépendant-e	822	6.7	4.3	0.9
DIP7	Femme	Brevet des collèges	595	4.8	2.4	0.8

TABLEAU 22 – Axe 5 (2.4%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=17) (*continued*)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DIP7	Homme	Doctorat, ingénieur, grande école	455	3.7	1.7	0.7
PATRIB	Menage	350 000 euros et plus	1824	14.8	3.0	0.5
STALOG	Menage	Accédant à la propriété	2696	21.8	3.5	-0.4
CS12	Homme	Ouvrier-e qualifié-e	1710	13.8	2.2	-0.4
PATRIB	Menage	200 000 à moins de 350 000 euros	2204	17.8	3.6	-0.5
CS12	Homme	Ouvrier-e non qualifié-e	621	5.0	1.8	-0.7
DIP7	Homme	Sans diplôme ou CEP	2179	17.6	5.1	-0.7
DIP7	Femme	Sans diplôme ou CEP	2786	22.5	5.4	-0.7
CS12	Femme	Ouvrier-e non qualifié-e	505	4.1	2.8	-1.0
DIP7	Femme	Master, bac+6	704	5.7	8.3	-1.2
CS12	Femme	Cadre du public/culture	500	4.0	8.8	-1.6
DIP7	Homme	Master, bac+6	478	3.9	11.2	-1.6
CS12	Homme	Cadre du public/culture	396	3.2	9.2	-1.8

Note :

Source :

Budget de famille

,

2017

Axe 6 : Secteur d'activité (public et culturel / privé et économique)

L'axe 6, qui concentre 2,35% de la variance totale du nuage de point, oppose, au sein des classes supérieures, les cadres du secteur privé ainsi que les chefs d'entreprises aux cadres du secteur public et de la cultures, et aux autres indépendants. Ainsi, l'axe 6 oppose également les titulaires des plus haut niveaux de diplômes, et notamment des diplômes des grandes écoles ou des écoles d'ingénieurs, aux diplômés d'un master.

TABLEAU 23 – Axe 6 (2.35%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=20)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DIP7	Homme	Doctorat, ingénieur, grande école	455	3.7	5.4	1.1
CS12	Femme	Ouvrier-e non qualifié-e	505	4.1	1.9	0.8
CS12	Homme	Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	983	8.0	5.2	0.8
CS12	Femme	Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale	593	4.8	2.0	0.6
DIP7	Femme	Sans diplôme ou CEP	2786	22.5	3.5	0.6
DIP7	Homme	Sans diplôme ou CEP	2179	17.6	2.9	0.5
CS12	Homme	Ouvrier-e qualifié-e	1710	13.8	3.1	0.5
STALOG	Menage	Accédant à la propriété	2696	21.8	4.3	0.4
CS12	Femme	Médiateur-ice	1761	14.3	2.2	0.4
DIP7	Femme	Licence, BTS, DUT, santé social	2251	18.2	1.9	0.3
DIP7	Femme	CAP ou BEP	2265	18.3	1.7	-0.3

TABLEAU 23 – Axe 6 (2.35%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=20)
(continued)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
STALOG	Menage	Propriétaire ou copropriétaire	3896	31.5	2.5	-0.3
DIP7	Homme	Brevet des collèges	397	3.2	1.7	-0.7
DIP7	Femme	Brevet des collèges	595	4.8	2.3	-0.8
DIP7	Femme	Master, bac+6	704	5.7	3.5	-0.8
CS12	Homme	Petit-e indépendant-e	822	6.7	4.6	-0.9
DIP7	Homme	Master, bac+6	478	3.9	8.8	-1.4
CS12	Femme	Cadre du public/culture	500	4.0	7.7	-1.5
CS12	Femme	Petit-e indépendant-e	401	3.2	6.8	-1.7
CS12	Homme	Cadre du public/culture	396	3.2	10.4	-1.9

Note :

Source :

Budget de famille

,

2017

Axe 7 : Statut d'emploi (petits indépendants / salariés)

L'axe 7 de l'ACM concentre 2,26% de la variance. Il oppose d'un coté les petits indépendant, faiblement diplômés (niveau bac) au reste de la population, et en particulier aux fraction qualifiées du salariat d'exécution. L'axe 7 est donc aussi un axe opposant instabilité professionnelle en lien avec le statut d'indépendant et des niveau de diplômes peu professionnalisation à la stabilité économique permise le salariat pour les individus possédant des qualifications professionnelles.

TABLEAU 24 – Axe 7 (2.26%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=17)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
CS12	Femme	Petit-e indépendant-e	401	3.2	9.3	2.0
DIP7	Homme	Baccalauréat	1303	10.5	13.0	1.1
CS12	Homme	Petit-e indépendant-e	822	6.7	6.9	1.1
DIP7	Femme	Baccalauréat	1787	14.5	13.8	1.1
DIP7	Femme	Doctorat, ingénieur, grande école	268	2.2	1.8	0.8
DNIVIE	Menage	1	1812	14.7	2.8	0.6
STALOG	Menage	Accédant à la propriété	2696	21.8	5.1	0.5
CS12	Homme	Ouvrier-e qualifié-e	1710	13.8	2.2	0.4
TAU	Menage	Commune rurale	1686	13.6	1.8	0.4
PATRIB	Menage	30 000 à moins de 200 000 euros	2299	18.6	1.8	0.3
CS12	Femme	Employé-e qualifié-e	2034	16.5	1.9	-0.4
DIP7	Homme	Licence, BTS, DUT, santé social	1460	11.8	2.4	-0.4
DNIVIE	Menage	7	1122	9.1	1.9	-0.5
STALOG	Menage	Propriétaire ou copropriétaire	3896	31.5	7.0	-0.6

TABLEAU 24 – Axe 7 (2.26%) : Modalités contribuant plus que la moyenne (n=17)
(continued)

Variable	Echelle	Modalite	n	%	contrib	coord
DIP7	Femme	CAP ou BEP	2265	18.3	5.4	-0.6
DIP7	Femme	Brevet des collèges	595	4.8	1.7	-0.7
DIP7	Homme	Brevet des collèges	397	3.2	3.0	-1.0

Note :

Source :

Budget de famille

,

2017

Classification ascendante hiérarchique

A partir de ces sept axes nous avons réalisé une classification ascendante hiérarchique sur les coordonnées des individus. Nous avons choisit un découpage du dendrogramme en 7 clusters. D'une part le critère du coude permettait de réaliser un tel découpage, d'autre part, celui-ci nous semblait proposer des distinctions intéressantes à l'intérieur des classes populaires et des classes supérieures, tout en conservant des effectifs suffisant dans chaque cluster.

Annexes

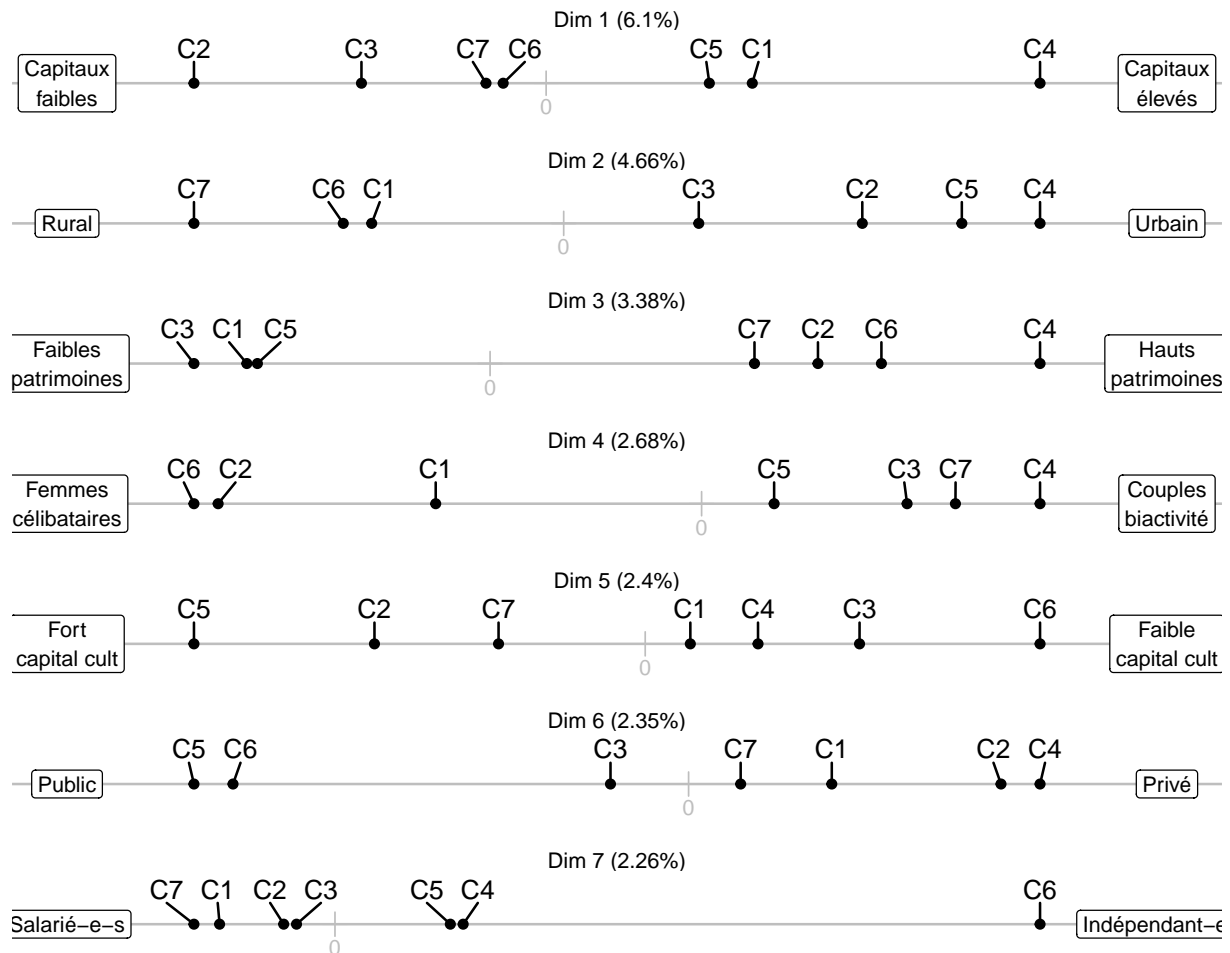


FIGURE 15 – Position des clusters sur les différents axes

TABEAU 25 – Structur

	Classes populaires issues de l'immigration [C3]	Classes popul
CS12_H (p < 0.001)		
Petit-e indépendant-e		4.1
Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale		0.0
Cadre du public/culture		0.0
Médiateur-ice		0.8
Technicien-ne		2.9
Employé-e qualifié-e		2.5
Employé-e non qualifié-e		1.8
Ouvrier-e qualifié-e		23.6
Ouvrier-e non qualifié-e		27.2
Retraité-e		24.9
Autre inactif-ve		12.2
CS12_F (p < 0.001)		
Petit-e indépendant-e		0.2
Cadre/chef-fe d'entreprise, profession libérale		0.0
Cadre du public/culture		0.0
Médiateur-ice		0.9

TABLEAU 25 – Structure des

	Classes populaires issues de l'immigration [C3]	Classes popula
Technicien-ne	0.4	
Employé-e qualifié-e	4.2	
Employé-e non qualifié-e	10.9	
Ouvrier-e qualifié-e	3.0	
Ouvrier-e non qualifié-e	19.0	
Retraité-e	12.7	
Autre inactif-ve	48.7	
DIP7_H (p <0.001)		
Doctorat, ingénieur, grande école	0.0	
Master, bac+6	0.5	
Licence, BTS, DUT, santé social	3.1	
Baccalauréat	3.3	
CAP ou BEP	13.0	
Brevet des collèges	1.5	
Sans diplôme ou CEP	78.6	
DIP7_F (p <0.001)		
Doctorat, ingénieur, grande école	0.0	
Master, bac+6	0.3	
Licence, BTS, DUT, santé social	4.0	
Baccalauréat	4.2	
CAP ou BEP	8.1	
Brevet des collèges	1.6	
Sans diplôme ou CEP	81.9	
DNIVIE (p <0.001)		
1	45.2	
2	25.8	
3	12.1	
4	5.5	
5	3.8	
6	2.4	
7	2.4	
8	1.7	
9	1.0	
10	0.0	
TAU (p <0.001)		
Commune rurale	11.2	
Commune urbaine de moins de 20 000 habitants	7.9	
Commune urbaine de 20 000 à 200 000 habitants	25.1	
Commune urbaine de plus de 200 000 habitants, hors agglomération parisienne	39.0	
Commune de l'agglomération parisienne	16.8	
TYPLOG (p <0.001)		
Maison	30.3	
Appartement	69.3	
Autre logement	0.4	
STALOG (p <0.001)		
Accédant à la propriété	3.9	
Propriétaire ou copropriétaire	9.1	

TABLEAU 25 – Structure des

	Classes populaires issues de l'immigration [C3]	Classes populaires urbaines [C6]
Autre	3.8	
Locataire	83.2	
PATRIB (p <0.001)		
0 à moins de 5 000 euros	55.1	
200 000 à moins de 350 000 euros	3.0	
350 000 euros et plus	1.3	
5 000 de 30 000 euros	26.0	
30 000 à moins de 200 000 euros	14.6	
typo (p <0.001)		
Classes populaires issues de l'immigration [C3]	100.0	
Classes populaires urbaines [C6]	0.0	
Petits indépendants [C5]	0.0	
Petits-moyens [C1]	0.0	
Classes moyennes supérieures [C4]	0.0	
Classes supérieures pôle public [C2]	0.0	
Classes supérieures pôle privé [C7]	0.0	
NAIS7_H (p <0.001)		
France métropolitaine	50.7	
DOM-TOM	4.5	
UE	7.7	
Afrique	29.9	
Autre	7.1	
NAIS7_F (p <0.001)		
France métropolitaine	52.1	
DOM-TOM	4.0	
UE	5.8	
Afrique	30.7	
Autre	7.3	
AG6_H (p NA)		
de 15 à 29 ans	6.3	
de 30 à 39 ans	15.3	
de 40 à 49 ans	28.2	
de 50 à 59 ans	25.8	
60 ans et plus	24.4	
AG6_F (p NA)		
de 15 à 29 ans	10.5	
de 30 à 39 ans	25.0	
de 40 à 49 ans	23.5	
de 50 à 59 ans	28.5	
60 ans et plus	12.4	
TYPEEMPLOI_H (p <0.001)		
Durée déterminée	24.7	
Durée indéterminée à temps complet	67.6	
Durée indéterminée à temps partiel	7.7	
TYPEEMPLOI_F (p <0.001)		
Durée déterminée	23.8	
Durée indéterminée à temps complet	75.9	

TABLEAU 25 – Structure des

	Classes populaires issues de l'immigration [C3]	Classes popula
Durée indéterminée à temps partiel		0.3
n_RevenusContribF (p <0.001)		
Moins de 20%		17.1
Entre 20 et 40%		12.5
Entre 40 et 50%		54.0
Entre 50% et 60%		5.1
Plus de 60%		11.2
NENFANTS (p <0.001)		
Aucun		44.9
Un		18.0
Deux		16.8
Trois		12.0
Quatre et plus		8.3
TYPMEN (p <0.001)		
Célibataire en emploi		25.6
Célibataire sans emploi		21.3
Couple avec un seul actif en emploi		22.9
Couple avec deux actifs en emploi		14.3
Couple sans actif en emploi		12.2
Autre		3.7
n_TYPMEN_new (p <0.001)		
Couple sans enfant		14.1
Traditionnelle		27.5
Recomposée		6.2
Monoparentale		16.2
Personne seule		29.7
Autre		6.2

Note :

Test du khi2 : p = pvalue, **bleu** = résidu < 2, **rouge** = résidu > 2

Source : Budget de famille, 2017

Champ : ménages ordinaires formés par des adultes (25-65 ans). (n = 12 355)

Lecture : blabla

Budgets

Reproductibilité

L'ensemble du code à l'origine de ce travail est disponible sur mon dépôt gitHub personnel. Le répertoire est privé, mais l'accès peut-être fournit sur demande.

Les données de l'enquête utilisée sont disponibles sur Quetlet.

Annexes

TABLEAU 26 – Travail domestique et parental du statut parental et de la configuration familiale

Caractéristique	Configuration familiale						Overall	p-valeur
	Couple sans enfant	Traditionnelle	Recomposée	Monoparentale	Personne seule	Autre		
C011	15	15	13	13	12	17	14	<0,001
C012	1,32	1,41	1,31	1,39	1,22	1,51	1,34	<0,001
C013	0,69	0,65	0,64	0,47	0,60	0,45	0,62	<0,001
C021	1,67	1,05	1,32	0,75	1,48	1,12	1,29	<0,001
C022	1,6	1,5	2,4	2,0	2,9	2,2	2,0	<0,001
C024	0,0249	0,0091	0,0236	0,0147	0,0126	0,0017	0,0144	<0,001
C031	3,3	4,3	4,1	5,4	3,2	3,7	3,9	<0,001
C032	1,01	1,43	1,36	1,56	0,98	1,06	1,21	<0,001
C033	0,65	0,36	0,39	0,31	0,51	0,42	0,46	<0,001
C041	7	6	7	11	15	8	9	<0,001
C043	0,52	0,42	0,50	0,36	0,34	0,38	0,42	<0,001
C044	2,7	2,9	2,8	5,5	5,1	3,6	3,7	<0,001
C045	5,7	4,9	5,1	5,8	6,3	6,2	5,6	<0,001
C046	0,3858	0,1443	0,1259	0,0673	0,1809	0,1270	0,1980	<0,001
C051	1,62	1,58	1,14	1,27	0,96	0,96	1,40	<0,001
C052	0,25	0,27	0,23	0,24	0,25	0,19	0,25	<0,001
C053	0,83	0,75	0,70	0,65	0,60	0,59	0,71	<0,001
C054	0,36	0,27	0,19	0,23	0,19	0,25	0,26	<0,001
C055	0,91	0,53	0,54	0,32	0,46	0,56	0,58	<0,001
C056	1,42	1,52	1,37	1,17	1,26	1,46	1,38	<0,001
C057	0,28	0,13	0,10	0,10	0,15	0,13	0,16	<0,001
C061	0,85	0,85	0,77	0,97	0,95	0,84	0,89	<0,001
C062	0,82	0,85	0,82	0,73	0,59	0,72	0,75	<0,001
C063	0,10	0,08	0,09	0,09	0,06	0,05	0,08	<0,001
C064	0,0449	0,0300	0,0049	0,0162	0,0392	0,0076	0,0322	0,14
C071	6	6	6	4	3	4	5	<0,001
C072	7	7	8	5	6	7	6	<0,001
C073	1,6	1,7	1,6	2,3	2,2	1,7	1,9	<0,001
C074	1,57	1,32	0,96	1,04	1,29	1,04	1,31	<0,001
C081	3,0	3,1	3,6	4,1	3,9	4,0	3,5	<0,001
C091	0,98	0,92	0,83	0,82	1,06	0,81	0,95	<0,001
C092	0,2344	0,1404	0,0871	0,0582	0,0517	0,3277	0,1357	<0,001
C093	1,71	1,80	2,02	1,75	1,32	1,89	1,66	<0,001
C094	2,80	3,10	2,95	3,35	3,44	2,52	3,12	<0,001
C095	1,00	0,95	0,73	0,94	1,11	0,83	0,99	<0,001
C096	1,37	1,19	1,28	0,64	0,66	0,67	1,01	<0,001
C097	0,91	0,77	0,64	0,61	0,97	0,49	0,82	<0,001
C101	0,17	1,20	1,02	1,02	0,25	0,58	0,66	<0,001
C111	5,1	6,6	7,0	6,3	5,5	4,7	5,8	<0,001
C112	1,16	1,32	1,56	0,85	0,61	0,77	1,03	<0,001
C121	2,72	2,87	2,71	2,93	2,24	2,67	2,66	<0,001
C123	0,63	0,67	0,51	0,59	0,54	0,38	0,60	<0,001
C124	0,00	2,62	1,70	1,00	0,00	0,30	1,01	<0,001
C125	10	8	8	7	8	11	9	<0,001
C126	0,66	0,61	0,63	0,65	0,73	0,93	0,67	<0,001
C127	2,01	1,47	1,86	1,46	1,42	0,98	1,57	<0,001
C128	0,1341	0,0577	0,0501	0,0523	0,0649	0,0919	0,0774	0,002
C129	0,0000	0,1187	0,0915	0,1090	0,0000	0,1034	0,0575	
C131	16	10	10	6	12	12	11	<0,001
C132	9	18	13	7	13	5	13	<0,001
C133	4,2	1,6	3,1	2,0	4,5	2,4	3,1	<0,001
C134	7	6	5	2	4	5	5	<0,001
C135	5	4	4	4	4	4	4	<0,001
C136	0,03	0,04	0,02	0,04	0,03	0,08	0,04	<0,001
C137	11,8493	8,9804	9,9970	8,6056	6,4950	0,8556	8,5546	<0,001
C141	1	3	4	13	6	3	4	<0,001
Effectifs	2 736	3 892	514	1 283	3 330	600	12 355	

¹ Moyenne ; n

² Design-based KruskalWallis test

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans (N =).

TABLEAU 27

Caractéristique	Configuration familiale						Overall	p-valeur
	Couple sans enfant	Traditionnelle	Recomposée	Monoparentale	Personne seule	Autre		
C011	15	15	13	13	12	17	14	<0,001
C012	1,32	1,41	1,31	1,39	1,22	1,51	1,34	<0,001
C013	0,69	0,65	0,64	0,47	0,60	0,45	0,62	<0,001
C021	1,67	1,05	1,32	0,75	1,48	1,12	1,29	<0,001
C022	1,6	1,5	2,4	2,0	2,9	2,2	2,0	<0,001
C024	0,0249	0,0091	0,0236	0,0147	0,0126	0,0017	0,0144	<0,001
C031	3,3	4,3	4,1	5,4	3,2	3,7	3,9	<0,001
C032	1,01	1,43	1,36	1,56	0,98	1,06	1,21	<0,001
C033	0,65	0,36	0,39	0,31	0,51	0,42	0,46	<0,001
C041	7	6	7	11	15	8	9	<0,001
C043	0,52	0,42	0,50	0,36	0,34	0,38	0,42	<0,001
C044	2,7	2,9	2,8	5,5	5,1	3,6	3,7	<0,001
C045	5,7	4,9	5,1	5,8	6,3	6,2	5,6	<0,001
C046	0,3858	0,1443	0,1259	0,0673	0,1809	0,1270	0,1980	<0,001
C051	1,62	1,58	1,14	1,27	1,20	0,96	1,40	<0,001
C052	0,25	0,27	0,23	0,24	0,25	0,19	0,25	<0,001
C053	0,83	0,75	0,70	0,65	0,60	0,59	0,71	<0,001
C054	0,36	0,27	0,19	0,23	0,19	0,25	0,26	<0,001
C055	0,91	0,53	0,54	0,32	0,46	0,56	0,58	<0,001
C056	1,42	1,52	1,37	1,17	1,26	1,46	1,38	<0,001
C057	0,28	0,13	0,10	0,10	0,15	0,13	0,16	<0,001
C061	0,85	0,85	0,77	0,97	0,95	0,84	0,89	<0,001
C062	0,82	0,85	0,82	0,73	0,59	0,72	0,75	<0,001
C063	0,10	0,08	0,09	0,09	0,06	0,05	0,08	<0,001
C064	0,0449	0,0300	0,0049	0,0162	0,0392	0,0076	0,0322	0,14
C071	6	6	6	4	3	4	5	<0,001
C072	7	7	8	5	6	7	6	<0,001
C073	1,6	1,7	1,6	2,3	2,2	1,7	1,9	<0,001
C074	1,57	1,32	0,96	1,04	1,29	1,04	1,31	<0,001
C081	3,0	3,1	3,6	4,1	3,9	4,0	3,5	<0,001
C091	0,98	0,92	0,83	0,82	1,06	0,81	0,95	<0,001
C092	0,2344	0,1404	0,0871	0,0582	0,0517	0,3277	0,1357	<0,001
C093	1,71	1,80	2,02	1,75	1,32	1,89	1,66	<0,001
C094	2,80	3,10	2,95	3,35	3,44	2,52	3,12	<0,001
C095	1,00	0,95	0,73	0,94	1,11	0,83	0,99	<0,001
C096	1,37	1,19	1,28	0,64	0,66	0,67	1,01	<0,001
C097	0,91	0,77	0,64	0,61	0,97	0,49	0,82	<0,001
C101	0,17	1,20	1,02	1,02	0,25	0,58	0,66	<0,001
C111	5,1	6,6	7,0	6,3	5,5	4,7	5,8	<0,001
C112	1,16	1,32	1,56	0,85	0,61	0,77	1,03	<0,001
C121	2,72	2,87	2,71	2,93	2,24	2,67	2,66	<0,001
C123	0,63	0,67	0,51	0,59	0,54	0,38	0,60	<0,001
C124	0,00	2,62	1,70	1,00	0,00	0,30	1,01	<0,001
C125	10	8	8	7	8	11	9	<0,001
C126	0,66	0,61	0,63	0,65	0,73	0,93	0,67	<0,001
C127	2,01	1,47	1,86	1,46	1,42	0,98	1,57	<0,001
C128	0,1341	0,0577	0,0501	0,0523	0,0649	0,0919	0,0774	0,002
C129	0,0000	0,1187	0,0915	0,1090	0,0000	0,1034	0,0575	
C131	16	10	10	6	12	12	11	<0,001
C132	9	18	13	7	13	5	13	<0,001
C133	4,2	1,6	3,1	2,0	4,5	2,4	3,1	<0,001
C134	7	6	5	2	4	5	5	<0,001
C135	5	4	4	4	4	4	4	<0,001
C136	0,03	0,04	0,02	0,04	0,03	0,08	0,04	<0,001
C137	11,8493	8,9804	9,9970	8,6056	6,4950	0,8556	8,5546	<0,001
C141	1	3	4	13	6	3	4	<0,001
Effectifs	2 736	3 892	514	1 283	3 330	600	12 355	

¹ Moyenne ; n² Design-based KruskalWallis test

Note :

Source : Budget de famille, 2017

Champ : Ménages formés par au moins un individu adulte âgé de 25 à 65 ans (N =).